

PRD Région Haute Matsiatra réactualisé en 2015

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana- Tanindrazana -Fandrosoana

REGION DE LA HAUTE MATSIATRA

PLAN REGIONAL DE DEVELOPPEMENT

Version Mars 2015

Table des matières

ACRONYMES	6
ANNEXES :	8
LISTE DES CARTES	8
LISTE DES DONNEES STATISTIQUES	8
I . CADRE GLOBAL	9
I.1. POURQUOI UN PRD ?	10
I.2. CONTENU DU PRD	11
II . APPROCHE METHODOLOGIQUE	11
III . PRESENTATION GENERALE DE LA REGION	16
3.1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE ET CADRE PHYSIQUE	16
3.1.1. Localisation géographique	16
3.1.2. Relief.....	17
3.1.3. Hydrologie.....	17
3.1.4. Pédologie.....	18
3.1.5. Géologie	19
3.1.6. Formation végétale	19
3.1.7. Climatologie.....	20
3.1.8. Sauvegarde de l`environnement.....	20
3.2. CADRE ADMINISTRATIF	22
3.2.1. Généralités sur les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) et les services techniques déconcentrés (STD).....	22
3.2.2. Les services techniques déconcentrés	22
CHAPITRE IV : LA POPULATION	24
4.1. SITUATION GENERALE DE LA POPULATION.....	24
4.1.1. Population totale.....	24
4.1.2. Composition et caractéristiques démographiques de la population.....	25
4.1.3. Caractéristiques de la population.....	29
4.1.4. Statut de la femme.....	33
4.2. MOUVEMENTS DE LA POPULATION	35
4.2.1. Migration interne	35
4.2.2. Immigration.....	36
4.2.3. Emigration.....	37
4.3. HABITAT.....	38
4.3.1. Type d'habitation.....	38

4.3.2. <i>Caractéristiques des habitats</i>	39
4.4. NIVEAU DE VIE.....	41
4.4.1. <i>Possession de bien durable</i>	41
4.4.2. <i>Ratio et intensité de la pauvreté de pauvreté</i>	43
5.1. ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE.....	45
5.2. CULTURES, SPORTS ET LOISIRS	46
5.3. PROJETS/PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT	47
CHAPITRE VI : LES SECTEURS SOCIAUX	49
6.1. LA SANTÉ.....	49
6.1.1. <i>Les infrastructures sanitaires de la Région</i>	49
6.1.2. <i>Accessibilité de la majorité dans les centres de santé</i>	53
6.1.3. <i>Les personnels soignants</i>	57
6.1.4. <i>Les services de santé</i>	60
6.1.5. <i>Accès aux services de la santé</i>	61
6.2.1. <i>Les infrastructures scolaires de la Région</i>	65
6.2.2. <i>Accessibilité</i>	71
6.2.3. <i>Les personnels enseignants</i>	75
6.2.4. <i>Fréquentation et performance scolaire</i>	79
CHAPITRE VII : ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	88
7.1. CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE	88
7.1.1. <i>Niveau d'instruction</i>	88
7.1.2. <i>Répartition de la population active dans les différents secteurs d'activité</i>	88
7.1.3. <i>Niveau de salaire des femmes comparé à celui gagné par les maris</i>	89
7.2. INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES.....	90
7.2.1. <i>Infrastructures routières</i>	90
7.2.2. <i>Réseau électrique</i>	91
7.2.3. <i>Réseau de distribution d'eau</i>	94
7.3. SECTEUR PRIMAIRE	96
7.3.1. <i>Agriculture</i>	96
7.3.2. <i>Elevage</i>	100
7.3.3. <i>Pêche et pisciculture</i>	101
7.4. SECTEUR SECONDAIRE.....	102
7.4.1. <i>Les activités de transformation</i>	102
7.4.2. <i>Création d'entreprises</i>	103
7.4.3. <i>Activité minière</i>	104
7.5. SECTEUR TERTIAIRE	104
7.5.1. <i>Commerce</i>	104
7.5.2. <i>Transport et communication</i>	108
7.5.3. <i>Tourisme et hôtellerie - Artisanat</i>	111

7.5.4. Banques et institutions financières.....	112
7.5.5. Autres services.....	113
CHAPITRE VIII POTENTIALITES ECONOMIQUES DE LA REGION.....	114
8.1. LES ATOUTS.....	114
8.1.1. Potentiel hydrologique important.....	114
8.1.2. Potentiel en ressources minérales.....	114
8.1.3. Capital humain.....	115
8.1.4. Accès à l'information.....	115
8.1.5. Présence d'institutions financières.....	115
8.1.6. Présence de divers organismes d'appui, de programmes ou projets de développement.....	116
8.2. LES CONTRAINTES ET DEFIS.....	116
8.2.1. Les infrastructures économiques gagneraient à être développées.....	116
8.2.2. Dégradation de l'environnement.....	116
8.2.3. Niveau d'instruction bas de la population active.....	117
8.2.4. L'accès aux services de santé mérite d'être amélioré.....	117
8.2.5. Pauvreté de la population et précarité des conditions de vie.....	117
8.2.6. Ressources financières.....	117
IX- VISION ET STRATEGIES REGIONALES	119
91. DEVISE DE LA REGION & VISION HAUTE MATSIATRA.....	119
9.2. STRATEGIES GENERALES DE PILOTAGE DU DEVELOPPEMENT REGIONAL :.....	119
X. STRATEGIES OPERATIONNELLES AU NIVEAU DES FILIERES	121
X.1.SECTEUR STRATEGIQUE : FILIERE RIZ	121
X.2 SECTEUR STRATEGIQUE: LA FILIERE VITIVINICOLE.....	124
X.3. SECTEUR STRATEGIQUE: FILIERE CAFE ARABICA	126
X.4. SECTEUR STRATEGIQUE: FILIERE TABAC	128
X.5. FILIERES POMME DE TERRE.....	130
X.6. SECTEUR STRATEGIQUE : FILIERES DES HUILES ESSENTIELLES	130
X.7 SECTEUR STRATEGIQUE : FILIERE POISSON D'EAU DOUCE	132
X.8. SECTEUR STRATEGIQUE : FILIERE POULET DE RACE LOCALE.....	134
X.9. SECTEUR STRATEGIQUE : LA FILIERE APICULTURE	136
X.10.SECTEUR STRATEGIQUE : LA FILIERE LAIT.....	138
X.11.SECTEUR STRATEGIQUE : RESSOURCES FORESTIERES.....	140
X.12.SECTEUR STRATEGIQUE: LA FILIERE MINES.....	141
X.13. SECTEUR STRATEGIQUE : LA FILIERE TOURISME.....	143
X.14. SECTEUR STRATEGIQUE ARTISANAT : LA FILIERE VANNERIE ET SOIE	145
XI - . STRATEGIES OPERATIONNELLES AU NIVEAU DES.....	147
DOMAINES TRANSVERSAUX	147

XI.1. INVESTISSEMENTS DE BASE A CARACTERE ECONOMIQUE	147
XI.2. SERVICES D'APPUI A LA PRODUCTION	150
XI.3. SECURISATION HUMAINE ET SOCIALE	154
<i>XI.3.1. Domaine de la santé.....</i>	<i>154</i>
<i>XI.3.2. Domaine de l'Education.....</i>	<i>158</i>
<i>XI.3.3. Domaine de la sécurité.....</i>	<i>161</i>
XI.4. LA BONNE GOUVERNANCE.....	163
XI.5. CULTURE, SPORT ET LOISIRS.....	165

ACRONYMES

ADEFI Action pour le Développement et le Financement des micros entreprises
ADIFCE Association pour la Défense de la ligne de chemin de fer Fianarantsoa-Côte Est
ADITE Association pour le Développement des Informations Techniques et économiques
AGERAS. Appui à la Gestion Régionalisée et l'Approche Spatiale
AUE Association des Usagers de l'Eau
BAMEX Business And Market Expansion
BIANCO Bureau Indépendant Anti-Corruption
BOA Bank of Africa
CEF Cantonnement des Eaux et Forêts
CEDII Centre d'Etudes, de Documentation et d'Information inter Institutionnel
CEM Caisse d'Epargne de Madagascar
CHD 1 Centre Hospitalier de District de première catégorie
CHD 2 Centre Hospitalier de District de deuxième catégorie
CHR Centre Hospitalier Régional
CIREF Circonscription des Eaux et Forêts
CIREL Circonscription de l'Elevage
CISCO Circonscription Scolaire
CLAM Cercle Local des Agriculteurs Malgaches
CLIC Centre de Lecture et d'Information Culturelle
CR Commune rurale
CRAM Cercle Régional des Agriculteurs Malgaches
CSB 1 Centre de Soins de Base de première catégorie
CSB 2 Centre de Soins de Base de deuxième catégorie
CU Commune urbaine
CUFP Centre Universitaire de Formation Professionnelle
DAS Détachement Autonome de Sécurité
DEFIS Développement Equilibré de Fianarantsoa basé sur l'Information et le Savoir
DIRA Direction Inter Régionale de l'Agriculture
DRDR Direction Régionale de Développement Rural
DSRP Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EF1C Education Fondamentale de Premier Cycle (ex-Ecole Primaire)
EF2C Education Fondamentale de Second Cycle (ex-CEG)
ENI Ecole Nationale d'Informatique

ENS Ecole Normale Supérieure
ERI Eco-Régional Intervention
ES Education Secondaire (ex-Lycée)
FCE Fianarantsoa Côte Est (ligne de chemin de fer)
FID Fonds d'Intervention pour le Développement
FOFIFA Foibem-pirenena Fiakarohana ampiharina amin'ny Fampanandrosoana ny Ambanivohitra
GERSAV Gestion des Risques liés à la Sécurité Alimentaire et la Vulnérabilité
IFM Institutions Financières Mutualistes
INDENA
INSTAT Institut National des Statistiques
ISTE Institut des Sciences et des techniques environnementales
JIRAMA Jiro sy Rano Malagasy
LMD Licence, Masters, Doctorat
MdP Maison des Paysans
MEC Mutuel d'Epargne et de Crédit
MNT Maladies Non Transmissibles
NTIC Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
OFP Organisation Financière de Proximité
OMC Organe Mixte de Conception
ONE Office National de l'Environnement
ONG Organisation Non Gouvernementale
OSC Organisation de la Société Civile
PACT
PADR Plan d'Actions pour le Développement Rural
PCD Plan Communal de Développement
PF Planification Familiale
PME/PMI Petites et Moyennes Entreprises Petites et Moyennes Industries
PNF Programme National Foncier
PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement
PRD Programme Régional de Développement
PSRD Programme de Soutien au Développement Rural
PST Programme Sectoriel Transport
RGPH Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RIR Réseau d'Information Régional
RNCFM Réseau National de Chemin de Fer
SA Société Anonyme
SAHA Sahan'Asa fampanandrosoana ny Ambanivohitra

SARL Société à Responsabilité Limitée

SECALINE Sécurité Alimentaire et Nutritionnel Elargi

SIDEXAM

SIR Système d'Information Rurale

SIRPRH Service Inter-Régional de la Pêche et des Ressources Halieutiques

SIRSA Système d'Information Rurale en Sécurité Alimentaire

SRA Santé Reproductive des Adolescents

SSD Service de Santé de District

TIAVO Tahiry Iombonana ifamonjena amin'ny Vola

TVM Télévision Malagasy

UPDR Unité de Pilotage du Développement Rural

USAID

VPM Vice Primature

WWF World Wide Found

Annexes :

Liste des cartes

Liste des données statistiques

I. CADRE GLOBAL

En 2015, le Gouvernement Malagasy a réactualisé le Plan National du Développement pour 2015-2019.

Le PND fixe les objectifs spécifiques cohérents avec la PGE, détermine les aspects techniques de politique macroéconomique ainsi que les stratégies sectorielles à moyen terme, déclinées en programmes et plans d'actions lesquels seront traduits en termes de projets. La mise en œuvre desdits programmes et plans d'actions relève de la compétence des Ministères et Institutions concernés.

1. La réconciliation nationale constituera le socle et la pierre angulaire du renouveau politique et de la relance de l'économie. Le dialogue est un des éléments clefs de la réconciliation nationale en vue de dépasser tous les clivages pour ne garder que la volonté commune de sortir Madagascar de sa situation actuelle.
2. Le PND sera mis en œuvre dans le cadre d'une réelle décentralisation effective caractérisée par le transfert effectif de pouvoirs et de ressources conséquentes aux collectivités territoriales décentralisées, la maîtrise du foncier, du développement urbain et de l'économie informelle en tant que leviers de développement, le maillage d'infrastructures économiques selon une logique d'espaces moteurs et de relais et enfin l'identification d'espaces de solidarité centrés sur le développement local. Les projets et actions de développement à initier seront ainsi entrepris dans l'esprit d'assurer l'équilibre régional, voire territorial.
3. La démocratie sera raffermie au même titre que l'Etat de droit, le respect des droits humains de tous les Malagasy sans exception, la réconciliation nationale à travers la promotion des valeurs dont le « fihavanana », la gouvernance à tous les échelons de la société en général et de l'administration publique en particulier. Les dispositions légales qui délimitent le champ de compétences de l'exécutif, du législatif et du judiciaire seront respectées afin de préserver l'équilibre des pouvoirs et de procéder à la relance des institutions. Les entités seront dotées d'un code d'éthique et de déontologie.
4. Des mesures structurelles sont en perspective, entre autres la mise en place d'un programme de réorganisation des entreprises publiques, le soutien au mécanisme de formation des prix basé sur les coûts, le raffermissement

d'une gestion économique régie par le marché dans un cadre politique et légal centré sur les droits humains afin de réaliser un véritable changement matérialisé par un développement inclusif et par de meilleures conditions de vie.

5. Le Gouvernement confirme sa ferme volonté d'améliorer la productivité du travail, de réduire le chômage et le sous-emploi rampant ainsi que les inégalités de genre, d'amorcer la transition de l'informel à la formalisation à travers l'intégration de la grande majorité des actifs dans la chaîne de croissance intensive en emplois. Il se recentrera sur ses fonctions régaliennes en laissant la liberté d'actions au secteur privé qui devra intervenir dans le cadre d'un dispositif légal prédéfini. Le climat des affaires sera amélioré à travers la réhabilitation et la construction de nouvelles infrastructures de communication, l'institution de culture de dialogue public-privé, l'amélioration du cadre légal régissant les investissements privés de manière à stimuler leurs intérêts dans les domaines peu ou non exploités, et à améliorer la productivité du capital par le biais des innovations. L'enjeu est d'élargir la base de la croissance, de la rendre plus forte et durable afin de parvenir au développement où le niveau de chômage sera notablement réduit au profit des emplois décents.

Ainsi, la présente nouvelle version du PRD tient compte de ces grandes orientations stratégiques du développement

C'est pour consolider cette volonté politique du gouvernement que le présent Plan Régional de Développement a été mis à jour

I.1. POURQUOI UN PRD ?

Les principes de base de l'élaboration du PRD réactualisé restent les mêmes :

Un document de qualité, lisible qui reflète l'identité de la région

C'est un outil de communication entre les différentes parties prenantes du développement régional : les secteurs publics, les secteurs privés, la Société civile, les collectivités et les communautés de base

C'est un document de planification et de mise en œuvre. Il constitue un fil conducteur basé sur un ensemble cohérent de lignes directrices permettant d'orienter et de mettre en œuvre les interventions Régionales en matière de développement. C'est un document de référence pour les décideurs, les partenaires techniques et financiers.

Tout cadre logique de planification préconise :

- la définition claire de la vision, des objectifs à atteindre et des stratégies à suivre.
- la détermination de la mise en œuvre, et la mise en place des cadres de suivi et évaluation

1.2. CONTENU DU PRD

Ce document présente :

La méthodologie adoptée dans laquelle seront, successivement présentés les étapes adoptées et les et les outils utilisés pour son élaboration

Le plan du PRD se présente comme suit :

- La vision 2020 Haute Matsiatra et les stratégies générales de pilotage du développement de la région
- La monographie qui présente les caractéristiques de la Région, les atouts et les contraintes
- Les stratégies globales des secteurs de développement

Les annexes. Sur les cartographies et les statistiques régionales. Ces derniers constituent une première base de données à traiter en SIG et à exploiter pour le suivi évaluation

II. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

La réalisation de ce nouveau PRD est le fruit de différentes approches complémentaires qui privilégient l'implication des acteurs régionaux

- Capitalisation des acquis en matière de développement depuis 2005
- Reprise des informations pertinentes des différents documents stratégiques, des outils de planification existants, des bilans, de la monographie régionale et des perspectives en vue

- Les bases des bases de données mises à jour

Bibliographie

- PND 2015-2019
- PRD 2005
- SNISE/MAP 2006
- PRDR 2007
- SRAT 2010
- MONOGRAPHIE REGIONALE (2008-2014)
- Autres
 - o AXES PRIORITAIRES REGIONAUX (annuels)
 - o PTA DES STD (annuels)
 - o PROGRAMME DES PP/ONGs (annuels)
 - o PCD et PCDEA
 - o Les BILANS annuels

Deux préoccupations majeures ont guidé la méthodologie d'élaboration du présent PRD :

Approche d'intégration multisectorielle et multi niveau

La Région a basé ses stratégies de développement économique sur la priorisation des filières jugées les plus porteuses pour la croissance économique. Les inter relations entre les secteurs ont été prises en compte dans le choix des orientations stratégiques qui incluent les domaines transversaux ou communs relevant de l'économie, du social et de la gouvernance. Pour maximiser l'efficacité des interventions dans un minimum de temps, la région a procédé également à une différenciation spatiale des politiques d'interventions. Les problématiques du développement ne peuvent être résolues qu'avec des interventions cohérentes entre les différentes échelles de planification et de décision : la région, les Zones & polarités, et les communes.

Démarche participative

Pour des interventions pertinentes et internalisées et aboutir ainsi à des résultats positifs et tangibles, la participation des acteurs et l'appropriation par les collectivités et communautés de base sont indispensables depuis l'identification jusqu'à la mise en œuvre des stratégies de développement. Ce document est le fruit d'une réflexion collective et a été élaboré dans un processus participatif

II. 1. DETERMINATION DES GRANDES ORIENTATIONS STRATEGIQUES

OS 1 : Choix des filières jugées porteuses pour l'ouverture aux marchés et la croissance économique régionale :

La priorisation sectorielle au niveau des filières a permis de dégager les filières qui ont le plus de potentiel pour générer une plus valeur régionale. Les filières prioritaires identifiées sont :

- Dans le domaine de l'Agriculture et des ressources végétales : Riz, Vigne, Tabac, Café arabica, Huiles essentielles, ressources forestières
- Dans le domaine de l'Elevage et ressources animales : Poulet gasy, Pisciculture, Apiculture, Lait,
- Autres ressources : Environnement et écotourisme, artisanat (vannerie et tissage de la soie), Mines
- D'autres filières peuvent être reconsidérées comme importants suite aux recommandations des différents ateliers de pré validation réalisés au niveau des districts et au niveau de la région tels que: les oignons pour Ikalamavony, les agrumes pour Fianarantsoa II, tomate pour Ambalavao, la transformation de la viande bovine et des foies gras pour les polarités urbaines et sub urbaines, le jatropha et la canne à sucre pour l'énergie etc...

La liste, ainsi que la localisation de ces filières peuvent varier selon les contextes locaux et nationaux.

OS 2 : Prise en compte des domaines transversaux, les conditions de base du développement

Économique et sociale :

Pour asseoir un développement rapide, intégré et durable, des mesures d'accompagnement en axes transversaux sont prises en considération au même titre que les filières économiques prioritaires énumérées ci-dessus. Il s'agit des domaines suivants :

- Sécurisation humaine et sociale : santé, éducation, sécurité, etc.
- Investissements physiques à vocation économique : barrages, routes, marchés, etc.
- Services d'appuis au développement : système de financement, sécurisation foncière, système d'information, etc....
- Bonne gouvernance et développement du secteur privé

OS 3 : Différenciation spatiale des politiques économiques et sociales

La différenciation spatiale tient compte des programmes national et régional sur l'organisation du territoire :

- Le SNAT
- Le SRAT

OS 4 : Principe de base d'élaboration du PRD et grille de lecture

Pour une meilleure lisibilité du PRD qui est la seule et l'unique porte de sortie du processus de son élaboration, on a procédé comme suit pour l'articulation des deux portes d'entrées, la politique d'aménagement du territoire et les programmes de développement sectoriel

Stratégies Utilité & opérationnalité

Points de repères pour les :

- Autorités et communautés territoriales
- Projets/programmes de développement local et d'aménagement du territoire
- Stratégies opérationnelles au niveau des secteurs (filières de croissance économique et domaines transversaux)
- Points de repères pour les partenaires techniques et financiers dont la plupart privilégie pour l'instant des interventions sectorielles

II.2. PROCESSUS D'ELABORATION DU PRD

Ce document est le fruit d'une réflexion collective suivant un processus participatif au cours duquel les acteurs du secteur public, du secteur privé, de la société civile, des collectivités et des communautés de base ont pu exprimer leurs points de vue, confronter leurs intérêts respectifs et dégager ensemble des politiques communes et cohérentes pour le développement de leur région. En 2005, son élaboration a suivi plusieurs étapes, associé plusieurs personnes ressources et impliqué la base. Une mise à jour a été faite en mars 2015.

a- Démarche d'élaboration en 2005

Etape 1 : Diagnostic participatif préliminaire

- Identification et première priorisation des filières
- Organisation d'une série de mini-ateliers thématiques pour chacun des secteurs (filières et domaines transversaux) prioritaires identifiés plus haut :
- Constitution d'une première base de données géoréférencées pour la région.

Etape 2 : Ebauche de plan d'actions

Définition des objectifs et stratégies opérationnels pour chacun des secteurs (filières et domaines transversaux), ainsi que les lignes d'actions correspondantes. Le travail s'est déroulé soit en mini-ateliers thématiques pour des secteurs ou thèmes fédératifs en matière d'interventions ou par consultation des organisations directement concernées pour des domaines spécifiques (exemple : tabac, vigne, sécurisation foncière, finance rurale, santé, éducation,

Etape 3 : Ateliers multi locaux de pré validation au niveau des districts

Il s'agit de donner l'occasion aux services déconcentrés (étatiques et non gouvernementaux), aux collectivités et communautés de base, et aux acteurs locaux d'exprimer leur position, d'apporter leurs contributions, d'internaliser la démarche, d'avoir la légitimité de s'approprier le PRD. Ils sont les premiers concernés. Leur volonté de s'engager dans la mise en œuvre dépendra en grande partie de leur degré d'implication dans le processus.

Une démarche différenciée a été adoptée pour le milieu rural et le milieu urbain.

Milieu rural : ateliers d'Ikalamavony (28 février 2005) d'Ambalavao (2 mars 2005), de Mahatsinjony

Fianarantsoa II (3 mars 2005), et d'Ambohimahasoa (4 mars 2005)

Milieu urbain : atelier de Fianarantsoa I du 5 mars 2005

Les séances de validation prennent différentes formes :

- En séance plénière, prendre connaissance de l'état d'avancement du travail d'élaboration du PRD et des résultats intermédiaires,
- En travaux de commission, apporter des amendements et/ou des nouvelles propositions

C'était un atelier de concertation assez particulier dans la mesure où tout a été à bâtir sur la base d'un certain nombre d'orientations stratégiques

Etape 4 : Pré finalisation du PRD

Phase de synthèse des étapes précédentes, elle consiste à pré formater le PRD par un comité de rédaction et sortir le tout premier draft de document. Le rapport a permis : i) d'avoir un premier aperçu de ce que pourraient être le contenu et la forme du PRD ; ii) d'identifier les différents points et thèmes restant à reconsidérer et/ou à consolider.

b- Démarche de mise à jour en 2015

Se référer aux objectifs du gouvernement malagasy inscrits dans le PND 2015-2019.

Tenir compte des acquis des dix dernières années en matière de développement en s'appuyant sur les bilans d'activités

Tenir compte des différents documents de référence régionale tels que

- La monographie régionale mise à jour en 2008 et 2014
- Le schéma régional d'Aménagement du territoire élaboré en 2010
- Les programmes de développement sectoriel des Services Techniques Déconcentrés élaborés à partir du PGE

Remarque :

Lés éléments facilement influencés par l'évolution de la situation tels que les données statistiques et les cartographies sont reportées en annexes et feront l'objet de mise à jour quotidienne.

III. PRESENTATION GENERALE DE LA REGION

3.1. Localisation géographique et cadre physique

3.1.1. Localisation géographique

La Région Matsiatra Ambony est située dans la province de Fianarantsoa, dans le centre de l'Ile. Elle fait partie des hautes terres centrales de Madagascar et est située entre 45,51° et 47,41° longitude Est et 20,68° et 22,21° latitude Sud. La capitale de la Région est Fianarantsoa. Elle s'étend sur une superficie de 20.880 km², représentant 20,46% de la superficie totale de la province de Fianarantsoa.

La Région Matsiatra Ambony est délimitée par la Région Amoron`I Mania au nord, la Région Ihorombe au sud, la Région Vatovavy Fitovinany à l'est et les Régions Atsimo Andrefana et Menabe à l'ouest. La Région Matsiatra Ambony compte au total 7 districts (dont Isandra, Ikalamavony, Ambohimahaso, Lalangina, Fianarantsoa I, Vohibato, Ambalavao); 82 communes et 787 fokontany.

Tableau 1 : Superficie de chaque district dans la région de Matsiatra Ambony

District	Superficie en km2
Ambalavao	4826
Ambohimahaso	1929
Fianarantsoa I	96
Ikalamavony	9824
Isandra	1333
Lalangina	1062
Vohibato	1810
Ensemble de la Région	20880

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009

3.1.2. Relief

La Région Matsiatra Ambony est située dans la partie sud des hauts plateaux et est caractérisée par un relief montagneux, heurté par des massifs vigoureux isolés et sillonnés par des dépressions étroites.

Trois sous régions naturelles forment la région :

- La partie orientale, à topographie indécise, correspond à la zone de transition entre la falaise Tanala et les Hautes terres centrales. Les bas fonds marécageux constituent une réserve superficielle importante, mal exploitée pour la riziculture. L'altitude moyenne est de 1000 m.
- Les Hautes terres centrales correspondent à la partie méridionale du pays Betsileo. Zone densément peuplée et relativement bien desservie, elles présentent un relief montagneux sillonnées par des vallées plus ou moins étroites.
- La partie occidentale et australe offre un paysage de grandes plaines et pénéplaines propices à l'élevage et à l'extension de la riziculture (vastes plaines de Tsitondroina et de Zomandao).

3.1.3. Hydrologie

L'hydrographie de la Région Matsiatra Ambony est caractérisée par le bassin versant du MANGOKY. Le réseau hydrographique de ce bassin versant prend sa source dans les Régions Matsiatra Ambony et Ihorombe (rivières Manantanana - Zomandao et Ihosy).

Un système hydrologique très important prend naissance dans le massif d'Andringitra et génère, en aval, des rivières importantes dont Zomandao (affluent de la Mangoky), Menarahaka, Iantara (affluents du Manampatra) et Rienana. Les bassins versants dépendant de ces rivières jouent un rôle important en matière de développement agricole et nombreux sont les villes/villages qui dépendent des cours d'eau sortant du massif (*Source: Diagnostic Haute Matsiatra*).

La Région est traversée par trois grandes rivières qui forment toutes des affluents du fleuve Mangoky, notamment

- la rivière Zomandao au sud de la Région,
- la rivière Manantanana dans la partie centrale

- et la rivière Matsiatra qui prend source dans la partie centrale et passe dans la ville de Fianarantsoa mais qui plus en aval, forme la limite nord-ouest de la Région.

La superficie totale du bassin versant de Mangoky est de 55.750 km² et il se déverse dans le canal de Mozambique.

Les principaux cours d'eau sont Mitody, Manambaroa, Fanindrona avec la source de Fisakana traversant Fandriana et Manandriana dans la Région Amoron'I Mania. Il y a aussi le fleuve Namorona qui traverse la Région Vatovavy Fitovinany mais dont la source se trouve dans la Région Matsiatra Ambony. Comme ce fleuve Namorona alimente une centrale hydro-électrique, une dégradation du bassin versant le protégeant aura des impacts sur la fourniture d'électricité de plusieurs villes de la Province de Fianarantsoa.

A part les grandes rivières et les cours d'eau, la Région abrite également des lacs et des zones marécageuses non négligeables. (*Source : Monographie UPDR 2003*)

Quelques sites ayant fait l'objet d'études et d'inventaires méritent pourtant d'être soulignés :

- La zone d'Ambalakindresy est constituée par des lacs et des marais dont certains ont été déjà convertis en périmètres de culture et en rizières.
- Marais et lacs de la région de Sahambavy au bord du Chemin de Fer de Fianarantsoa-Côte Est (FCE) plus précisément à une vingtaine de kilomètres environ à l'est de la ville de Fianarantsoa.
- Marais d'Ambodivohitra : C'est un grand marais situé dans la forêt humide de moyenne altitude au nord est d'Ambalavao. Beaucoup de ruisseaux circulent dans la station entre la végétation herbacée qui couvre environ les 96% de sa superficie.
- Zones humides de la vallée de Manambolo Ces zones humides de la zone périphérique d'Andringitra comprennent une rivière et plusieurs marais localisés dans les dépressions et les bas-fonds de la vallée de Manambolo. La Région est bordée par des collines couvertes de lambeaux de forêt primaire de moyenne altitude et de savanes herbeuses. (*Source : Profil environnemental de la Haute Matsiatra*).

3.1.4. Pédologie

La Région Matsiatra Ambony est caractérisée par des sols ferrallitiques jaunes/rouges et rouges ; de superficies assez importantes, mais discontinues. L'on remarque en outre la présence de sols ferrugineux tropicaux couvrant la partie

centrale de la Région et des îlots d'association de sols ferrallitiques rouges et jaunes/rouges et des sols faiblement ferrallitiques et ferrisols. Cet ensemble est réuni dans l'espace de la Région par des sols peu évolués et rankers, ainsi que des sols peu évolués dunaires sableux.

Les bas-fonds portent essentiellement des sols hydromorphes à gley. Leur mise en valeur a commencé depuis l'installation de la population dans la zone et comporte deux aspects : aménagement et mise en culture.

Les terrasses rizicoles (kipahy) constituent une particularité de la Région. Pour pallier l'insuffisance des bas-fonds et profitant des possibilités de captage d'eau en hauteur, les paysans ont installé des terrasses irrigables sur les flancs des collines.

3.1.5. Géologie

La géologie de la Région Matsiatra Ambony se démarque par la coexistence de deux systèmes :

- le système de VOHIBORY qui s'allonge et se rétrécit du nord vers le sud,
- le système du graphite, dans la partie Est de la région et parallèlement à la côte.

Entre ces deux systèmes sont plaqués :

- des roches granitiques et migmatites de Tampoketsa, sous forme de minces filets allongés le long des régions d'Amoron'i Mania, de Matsiatra Ambony et d'Ihorombe, toujours du nord au sud,
- des couches allongées parallèles à la côte et des îlots discontinus de roches granitiques,
- le système Androyen : très important dans la région. Ce système couvre environ le tiers de la région de Matsiatra Ambony dans sa partie occidentale.

Ce sont des roches essentiellement cristallines. Les terrains sédimentaires sont aussi importants dans les parties centrales et orientales de la Région.

3.1.6. Formation végétale

La Région s'affiche parmi celles ayant une faible couverture forestière avec un taux de couverture de 2,27% et qui représente une superficie de 65186 ha.

Quant à la végétation, elle est dominée par les grandes superficies de savanes dont on peut distinguer deux types :

- Les savanes herbeuses à *Hyparrhenia rufa*, *hyparrhenia* et *heteropogon*

- Les savanes herbeuses de l'ouest à *hyparrhenia dissoluta* et *heteropogon*.

Ces deux types de savanes couvrent les parties centrales de la région, tant dis que dans les parties orientales sont localisées les savanes et steppes à *Aristida* et *Ctenium* ou *Loudetia*.

Ces différents types de savanes qu'on rencontre dans la Région sont délimités par un mince filet de forêt dense ombrophile de moyenne altitude.

La partie orientale des hautes terres, limitrophes du pays Tanala est caractérisée par la présence du corridor forestier reliant les deux parcs nationaux de Ranomafana dans la Région Vatovavy et Fito Vinany et de celui d'Andringitra dans la Région Matsiatra Ambony au sud.

3.1.7. Climatologie

La Région Matsiatra Ambony est dotée d'un climat de type tropical d'altitude qui alterne deux saisons bien distinctes :

- De novembre en avril : période chaude et pluvieuse laquelle concentre 90 % des précipitations. (1.000 à 1.200 mm/an). La température maximale peut atteindre 30°C ;
- De mai en octobre : période fraîche et humide pendant laquelle la température peut diminuer jusqu'à 6°C

1 Température

Classée parmi les régions les plus froides de Madagascar après la région de Vakinankaratra, la température moyenne de la Région est de 14,6° C avec un minimum de 10°C et un maximum de 18°C. On remarque qu'au fur et à mesure qu'on descend vers le sud, on constate une augmentation des températures jusqu'à 20° C. Le même phénomène est observé dans le centre des hautes terres vers l'Ouest que vers l'Est.

2 Pluviométrie

La pluviométrie de la Région diminue d'Est en Ouest avec une moyenne de 1400 mm. La période pluvieuse commence en octobre et le niveau maximum des pluies est enregistré en mois de décembre et janvier. La fréquence des pluies décroît rapidement à partir du mois d'avril et la période la plus sèche est comprise entre le mois de mai et le mois d'octobre, durant laquelle les précipitations prennent la forme de crachin.

I.1.8. Sauvegarde de l'environnement

Déforestation

La déforestation et les feux de brousse figurent parmi les problèmes environnementaux rencontrés dans la Région. De 1990 à 2000, le taux de déforestation était de 22,0% soit une superficie de 17757 ha. En 2008, la superficie de terrain en proie aux feux de brousse était de 1754 ha.

Les autres problèmes environnementaux de la Région

Les autres problèmes environnementaux ont été classifiés de la manière suivante :

Par rapport à la biodiversité

- Dégradation de la biodiversité
- Prélèvement de faune et flore
- Prolifération des espèces envahissantes
- Dégradation de la richesse paysagère
- Dégradation des forêts naturelles et de tapia

Par rapport au sol et à la couverture végétale

- Pratique courante des tavy
- Feux de pâturage et feux de brousse
- Exploitation forestière irrationnelle (expansion, bois de feu fragmentation et îlots de forêts)
- Diminution sérieuse et remarquable de la formation artificielle
- Erosion des tanety
- Ensablement de plaines, de rizières et de bas fonds
- Dégradation de la fertilité
- Agriculture extensive
- Eboulements des versants et détérioration des infrastructures routières
- Problème foncier en milieu rural
- Dégradation de l'environnement naturel dans les sites miniers, sur les sources d'eau dues aux exploitations forestières / Antarambiby
- Dégradation des bassins versants
- Pollution de l'eau par les déchets ménagers
- Détérioration des infrastructures hydro-agricoles

Risques liées au climat

- Risques liés aux aléas climatiques aggravés pour des zones rurales ayant des difficultés de communication (médias, routes)
- Faibles développement et utilisation des énergies nouvelles et alternatives

Par rapport à l'environnement urbain

- Non application du plan d'urbanisme manque de suivi des réglementations en vigueur
- Gestion insuffisante des déchets (ménagers, industriels, hospitaliers, décharge finale)

- Insuffisance d'infrastructures d'assainissement
- Dégradation de la qualité de l'air
- Dégradation de la richesse paysagère

3.2. Cadre Administratif

3.2.1. Généralités sur les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) et les services techniques déconcentrés (STD)

Les Districts

La région compte 7 districts, 82 communes dont 3 urbaines et 787 fokontany dans sa circonscription :

Tableau 2 : Découpage Administratif et territorial de la Région

Districts	Nombre des communes	des Nombre des Fokontany
Fianarantsoa I	1	50
Ambalavao	17	160
Ambohimaso	18	158
Ikalamavony	8	60
Vohibato	14	145
Isandra	11	103
Lalangina	13	111
Total	82	787

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009

Par rapport à la superficie totale de la Région Matsiatra Ambony qui est de 20 880 Km², un Fokontany a en moyenne une superficie de 26,53 Km².

3.2.2. Les services techniques déconcentrés

Les services techniques déconcentrés sont les représentants des ministères au niveau régional. Ils ont pour mission de mettre en œuvre la politique de leur ministère de rattachement respectif. Ils assurent la fonction de relai du ministère centrale à un niveau plus rapproché des administrés. Elles rendent compte au ministère du niveau central sur l'exécution de leur mission au niveau régional.

Liste nominative des services techniques déconcentrés dans la Région Matsiatra Ambony

1. Direction Régionale de Développement Agricole (DRDA)
2. Direction Régionale de l'Elevage
3. Direction Régionale de la pêche
4. Direction Régionale des Environnements, de l'Ecologie, des Forêts et de la Mer
5. Direction Régionale de l'Education Nationale
6. Direction Régionale de l'Enseignement Technique et Professionnel et de l'Emploi
7. Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique
8. Direction Régionale de l'Administration Pénitentiaire
9. Service régional d'Aménagement du Territoire
10. Direction Régionale de la Communication et des relations avec les Institutions
11. Direction Régionale de la Culture
12. La direction Régionale du Tourisme
13. Direction Régionale du Budget
14. Direction Régionale des Impôts
15. Direction Inter-Régionale de l'INSTAT
16. Direction Régionale de l'Energie
17. Direction Régionale de l'Economie et de planification
18. Direction Régionale de Commerce
19. Direction Régionale de l'Industrie
20. Direction Régionale de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
21. Direction régionale des Jeunesses et Sport
22. Direction Régionale de la Population, de la Protection Sociale et des Loisirs
23. Service Provincial des Transports
24. Direction Provinciale des Postes et Télécommunications
25. Direction Provinciale des Travaux Publics
26. Tribunal de Première Instance
27. Cours d'Appel
28. CIRGN
29. RM2
30. Direction Provinciale de la Police Nationale
31. Service des Douanes
32. Service des Domaines

33. Service de Topographie

34. Direction Régionale de Fonction Publiques de Travail et des Lois Sociales

Chapitre IV : LA POPULATION

La population étant à la fois acteur et cible du développement régional, il importe de connaître sa situation en termes d'effectif, de structure et de conditions de vie. Cela permet en effet de savoir la disponibilité des ressources humaines, les demandes potentielles, ainsi que les besoins en termes d'infrastructures et de services publics.

4.1. Situation générale de la population**4.1.1. Population totale**

Selon les informations recueillies pendant la collecte monographique en 2009, 5,6% de la population nationale vivent dans la Région Matsiatra Ambony¹. Cette proportion est proche de la moyenne nationale de 4,5%. Concernant les districts, Ambohimahasoa et Ambalavao sont les 2 districts les plus peuplés avec des parts respectives de 19,4% et 19,3% de la population de la Région. Vient ensuite Vohibato avec une proportion de 16,8%. Ikalamavony est le district le moins peuplé, où 7,6% des habitants de la Région vivent.

Tableau 3 : Structure de la population de la Région Matsiatra Ambony

District	Part dans la Population de la Région Matsiatra Ambony	Part dans la population totale de Madagascar
Ambalavao	19,3	1,1
Ambohimahasoa	19,4	1,1
Fianarantsoa I	12,9	0,7
Ikalamavony	7,6	0,4
Isandra	11,1	0,6
Lalangina	12,9	0,7
Vohibato	16,8	0,9

¹ La proportion issue de l'EPM 2010 qui est de 5,9%, soit une faible différence de 0,3 points. Cette enquête étant totalement indépendante de la Monographie que ce soit sur la méthodologie ou sur les traitements des données, cette estimation de proportion est donc vraisemblablement fiable.

Ensemble de la Région	100,0	5,6
-----------------------	-------	-----

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

En ce qui concerne les ménages de la Région, selon les résultats de l'Enquête Périodique auprès des Ménages de 2010 (EPM 2010), en moyenne, ils sont composés de 5,6 personnes. Cette taille moyenne est un des plus élevée au niveau national. En milieu rural, il est de 5,7 contre 5,0 en milieu urbain.

Tableau 4 Taille moyenne des ménages selon les milieux de résidence

	Unité : Individu		
	Urbain	Rural	Ensemble
Matsiatra Ambony	5,0	5,7	5,6
Madagascar	4,5	4,9	4,8

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

4.1.2. Composition et caractéristiques démographiques de la population

1. Répartition par milieu (urbain, rural) de la population

Selon la délimitation classant comme localités urbaines les communes qui sont chefs lieux de leur district d'appartenance², plus de 4 individus sur cinq de la population totale de Matsiatra Ambony habitent en milieu rural. Cette répartition urbain-rurale s'apparente à la structure nationale.

Tableau 5 Répartition par milieux de résidence de la population

	Unité: %		
	Urbain	Rural	Total
Matsiatra Ambony	18,4	81,6	100,0
Madagascar	20,3	79,7	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

2. Répartition par sexe de la population

² Délimitation des EPM qui constitue la source des statistiques utilisées dans la présente répartition.

Le rapport de masculinité³ mesure l'équilibre, ou le déséquilibre, entre l'effectif des hommes et celui des femmes dans un groupe de population. A Matsiatra Ambony, ce rapport est de 101,2 contre 98,0 au niveau national. C'est surtout le rapport de masculinité du milieu rural de 102,6 qui caractérise la Région.

Tableau 6 Rapport de masculinité selon le milieu de résidence

	Urbain	Rural	Total
Matsiatra Ambony	95,1	102,6	101,2
Madagascar	97,1	98,3	98,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

³ Il s'agit du quotient entre l'effectif des hommes et l'effectif des femmes.

3. Caractéristiques démographiques

Natalité et fécondité

Sous l'hypothèse d'invariabilité des conditions démographiques, économiques et sociales, une femme âgée de 15 à 49 ans de la Région Matsiatra Ambony aura, en moyenne, 6,4 enfants au cours de sa vie. Ce qui est supérieur de 1,6 à la moyenne nationale qui est de 4,8 enfants. Pour le groupe de celles âgées de 40 à 49 ans, le nombre moyen d'enfants nés vivants est de 6,8 à Matsiatra Ambony contre 5,5 au niveau national. Cette fécondité élevée est confirmée par le fait que plus d'une adolescente, âgées entre 15 à 19 ans, sur 4 ont déjà eu des enfants. Par ailleurs, pendant la période de collecte des données de l'EDSM-IV, 7,5% des femmes de Matsiatra Ambony sont enceintes contre 8,3% au niveau national.

Tableau 7 Fécondité des femmes âgées de 15 à 49 ans

	Indice Synthétique de fécondité	Pourcentage de femmes enceintes au moment de l'interview	Nombre moyen d'enfants nés vivants des femmes de 40-49 ans	Age médian à la première naissance	Nombre de mois écoulés depuis la naissance précédente	Pourcentage d'adolescente de 15 à 19 ans ayant déjà donné des
Matsiatra Ambony	6,4	7,5%	6,8	19,9 ans	30,8 mois	26,2%
Madagascar	4,8	8,3%	5,5	20,1ans	32,7mois	31,7%

Source: INSTAT/ Rapport principal de l'EDS-IV Madagascar 2008-2009

Mortalité des enfants

Les indicateurs sur la mortalité des enfants font partie des moyens pour mesurer la condition de vie de la population. Ils sont en effet à interpréter non seulement comme des proportions qui décrivent une situation mais aussi comme étant des probabilités, ou des risques, pour un nouveau né de ne pas atteindre un âge donné. Ce dernier aspect a une influence sur le comportement du ménage vis-à-vis de la procréation. En effet, des risques de mortalité infantiles élevés vont conduire les ménages à décider d'avoir plus d'enfants pour augmenter l'assurance de la descendance.

Tableau 8 Indicateurs de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans

	Mortalité				Unité: ‰
	Mortalité néonatale	Mortalité postnéonatale 1	Mortalité infantile	Mortalité juvénile	Mortalité infantojuvénile
Matsiatra					
Ambony	31	41	72	34	103

Source: INSTAT/ Rapport principal de l'EDS-IV Madagascar 2008-2009

Le tableau ci-dessus montre des indicateurs de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans⁴ qui peuvent être classés comme élevés. Durant les 10 ans qui précèdent la collecte des données de l'EDS-IV, 31 nouveau-nés sur 1000 n'atteignent pas 1 mois. Il y aura encore 40 autres qui seront morts avant l'âge de 1 an. Ce qui donne un taux de mortalité infantiles de 72‰ (pour mille). En tout, 103 nouveau-nés n'atteignent pas leur 5ème anniversaire. Les conditions socio économiques des ménages, en particulier l'alimentation, la nutrition, la prévalence des maladies et des épidémies, ainsi que l'accessibilité aux soins et autres services de pédiatries expliquent ces risques de mortalité des enfants.

4. Composition ethnique

La majorité des habitants de la Région est de l'ethnie Betsileo. Fianarantsoa I étant la Capitale administrative de la Province du même nom et est un carrefour des routes qui relie les hautes terres des régions qui se trouvent au sud, sud ouest et sud est du Pays. La Région est habitée par d'autres ethnies, en particulier des Merina, Antaisaka, Bara, Antandroy et Sakalava.

5. Répartition par classe d'âge et par sexe de la population active

L'âge moyen de la population active du Matsiatra Ambony est de 31,4 ans. Il est supérieur de 1,3ans à la moyenne nationale. 60% de la population active y sont âgés de 25 à 64 ans. Il faut noter que les enfants âgés de moins de 15 ans constituent 6,5% de la population active de la Région. C'est surtout les branches agricoles qui emploient cette proportion qui s'insère trop tôt au monde du travail.

Tableau 9: Age moyen et répartition par tranche d'âge de la population active

Age moyen (ans)	Unités: nombre d'années et %					
	Proportion selon la tranche d'âge (%)					
	05-09	10-14	15-24	25-64	65 et	Total

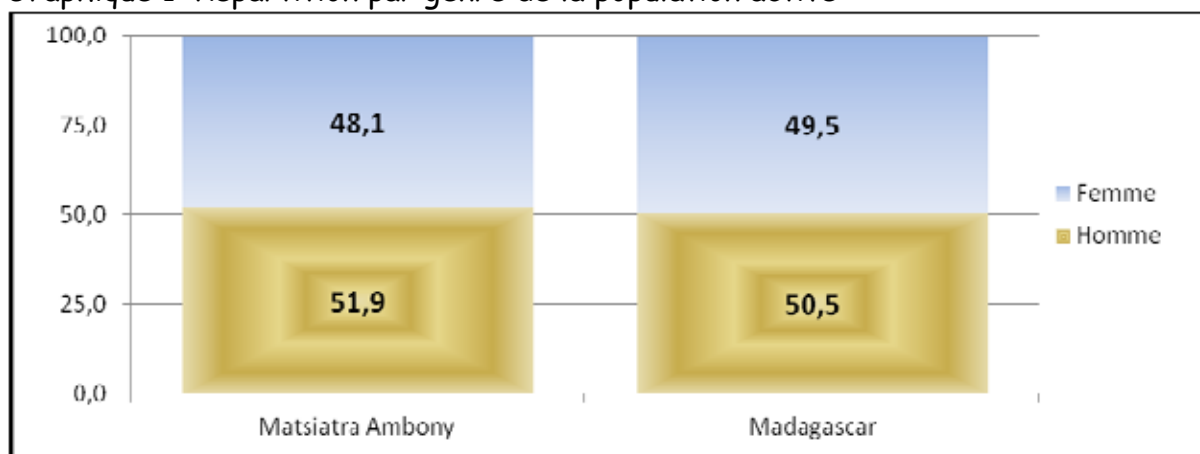
⁴ Il s'agit des quotients de mortalité pour la période de moins de 10 années qui précède l'enquête.

						plus	
Matsiatra	33,4	1,0	5,5	27,9	62,8	3,0	100,0
Madagascar	32,1	2,9	7,2	27,4	59,6	3,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

Les hommes représentent 52% de la population active de la Région. Cela s'explique surtout par le taux d'activité des hommes qui est supérieur de 4 points à celui des femmes. Au niveau national, on a une répartition par genre presque équilibré de la population active.

Graphique 1: Répartition par genre de la population active



Source: INSTAT/DSM/EPM2010

4.1.3. Caractéristiques de la population

1. Niveau d'instruction

Les statistiques issues de l'EPM2010 décrivent que 75,5% des individus âgés de 15 ans et plus du Matsiatra Ambony sont alphabétisés au sens qu'ils savent lire, écrire et faire des calculs arithmétiques simples. Ce taux est supérieur de 4,1 points à celui de l'ensemble du pays. La différence de taux d'alphabétisation atteint 15,6 points entre le milieu urbain et le milieu rural de la Région. A l'instar de la situation nationale, les femmes y sont moins alphabétisées que les hommes. Néanmoins, quel

que soit le groupe d'individus considéré, la situation de la Matsiatra Ambony est meilleure que la moyenne nationale.

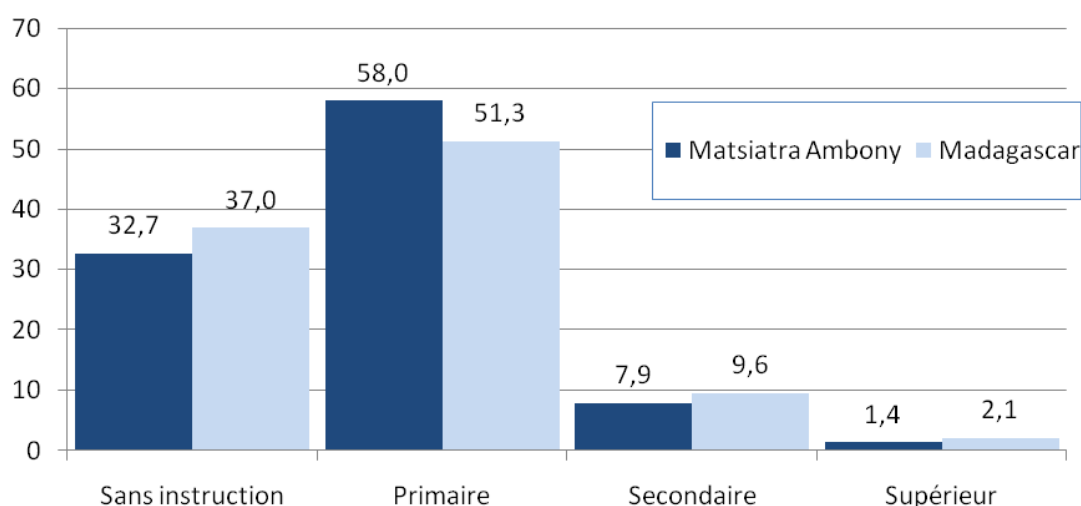
Tableau 10 Taux d'alphabétisation des individus âgés de 15 ans et plus, selon le milieu et le genre

	Milieu		Genre		Unité:%
	Urbain	Rural	Hommes	Femmes	
	Ensemble				
Matsiatra Ambony	87,8	72,2	77,2	73,7	75,5
Madagascar	83,7	67,8	74,9	68,0	71,4

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

Pour ce qui est du niveau d'instruction de la population, un individu de la Région sur 3 est classé sans instruction. 58% y possèdent le niveau primaire et 7,9% le niveau secondaire. Seule 1,4% de ceux qui sont âgés de 4 ans et plus possèdent le diplôme de baccalauréat ou ont fréquenté un établissement d'enseignement supérieur. Ce dernier taux est de 2,1% au niveau national.

Graphique 2: Répartition de la population âgée de 4 ans et plus selon le niveau d'instruction



Source: INSTAT/DSM/EPM2010

2 Etat de santé des enfants

Selon les résultats de l'EDS-IV, aux environs de 4 enfants sur 5, âgés de 12 à 23 mois, du Matsiatra Ambony ont obtenus tous les vaccins nécessaires. Il n'y a qu'un enfant en bas âge sur cent qui n'a reçu aucun vaccin. La situation des enfants de la Région en termes de vaccination est nettement meilleure que celle au niveau national. Malgré cela, les incidences des maladies ou les symptômes de maladies telles que la fièvre et la diarrhée y sont plus importantes, avec des taux respectifs de 11,1% et 14,0%, que celles du niveau national. C'est le taux de symptômes d'IRA qui y est de 1,8% contre 2,9% au niveau national.

Tableau 11 : Etat de santé des enfants

	Vaccinations des enfants âgés de 12 à 23 mois		Enfants âgés de moins de 5 ans		
	Tous les vaccins	Aucun vaccin	Symptômes d'IRA	Fièvre	Diarrhée
Matsiatra Ambony	74,7	0,9	1,8	11,1	14,0
Madagascar	61,6	13,3	2,9	9,3	8,3

Unité: %

Source: INSTAT/ Rapport principal de l'EDS-IV Madagascar 2008-2009

3 Activité

Le taux d'activité dans la Région est de 59,1% contre 63,7% au niveau national. Quels que soient les milieux de résidence et les genres considérés, les taux d'activité des personnes âgés de 5 ans et plus à Matsiatra Ambony sont tous en dessus des moyennes nationales. La Région se caractérise par la similitude des taux d'activité en milieu urbain et en milieu rural. Pour les hommes, il est de 61,0% contre 57,2% pour les femmes. Cet écart se retrouve au niveau national. Que ce soit selon les milieux ou selon les genres, le taux d'activité dans la Région est inférieur à celui national.

Tableau 12 Taux d'activité selon le milieu et selon le genre

	Milieu		Genre		Ensemble
	Urbain	Rural	Masculin	Féminin	
Matsiatra Ambony	59,6	59,0	61,0	57,2	59,1
Madagascar	60,1	64,6	65,0	62,4	63,7

Unité:%

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

Pour ce qui est du travail des enfants, 16% des individus âgés de 5 à 17 ans exercent des activités économiques (à temps plein ou partiel). Ce taux est inférieur de 8,7 points à l'incidence nationale du travail des enfants qui est de 24,7%. Les incidences auprès des garçons et des filles ne sont pas significativement différentes. Par contre, c'est en milieu rural que 16,9% des enfants travaillent contre 11,1% en milieu urbain.

Tableau 13 Incidence du travail des enfants (de 5 à 17 ans) selon le milieu de résidence et le genre

	Milieu de résidence		Sexe		Ensemble
	Urbain	Rural	Masculin	Féminin	
Matsiatra	11,1	16,9	16,2	15,8	16,0
Ambony					
Ensemble	17,2	26,5	26,2	23,2	24,7

Unité:%

Source : INSTAT/ DSM / EPM 2010

Plus de 3 travailleurs sur 4 exercent dans l'agriculture. Pour les hommes, le taux est supérieur de 8,3 points au taux national. Pour les femmes la différence est de 1,4 points. Viennent ensuite les activités commerciales et de services avec des proportions respectives de 10,6% pour les femmes et 4,1% pour les hommes. Les cadres et techniciens de direction représentent 3,3% des femmes travailleurs et 3,5% des hommes travailleurs.

Tableau 14 Types d'occupation des travailleurs âgés de 15 à 49 ans

	Cadre ou technicien	Employé	Ventes et services	Manuel	Manuel	Agriculture	Manquant	Total
Matsiatra Ambony , femmes âgés de 15 à 49 ans	3,3	0,1	10,6	7,7	3,2	74,1	0,9	100
Madagascar, femmes âgés de 15 à 49 ans	3,5	0,5	12,2	6,0	4,6	72,1	0,4	100
Matsiatra Ambony , hommes âgés de	3,5	0,3	4,1	8,6	1,5	82,0	0,0	100

Unité:

15 à 49 ans	5	0	0
Madagascar, hommes âgés de 15 à 49 ans	4, 5	0,5 6,6	11,2 3,1 73, 0,4 10 7 0

Source: INSTAT/ Rapport principal de l'EDS-IV Madagascar 2008-2009

4.1.4. Statut de la femme

1 Emplois et rémunérations des femmes

Selon l'enquête EDS IV de 2008-2009, 6,5% des femmes de Matsiatra Ambony qui travaillent gagnent plus de revenus que leur mari ou conjoint contre 29,9% qui en gagnent moins. 52,8% des femmes y ont un revenu à peu près du même niveau que celui de leur mari contre 39,1% au niveau national. Notons que ces informations font abstraction des postes et types d'emplois occupés par les 2 conjoints. Par contre elles peuvent expliquer, ne serait ce qu'en partie, le statut de la femme.

Tableau 15 : Argent gagné par les femmes comparé à l'argent gagné par leurs maris

	Plus	Moins	A peu près le même	mari/partenaire n'a pas de revenu	Ne sait pas/ manquant	Total	Unité: %
Matsiatra Ambony	6,5	29,9	52,8	2,1	8,6	100,0	
Madagascar	8,1	47,6	39,1	1,2	4,1	100,0	

Source: INSTAT/ Rapport principal de l'EDS-IV Madagascar 2008-2009

2 Contrôle du revenu des femmes

Le contrôle de leur propre revenu est un des indicateurs d'évaluation du degré d'émancipation des femmes. Le tableau qui suit montre une proportion de 32,4% des femmes de la région de Matsiatra Ambony qui contrôlent principalement leur propre revenu. Ce taux est quasiment le même que celui au niveau national. Le contrôle de revenu de la femme par les deux conjoints concerne 65,5% des femmes. Leur conjoint contrôle le revenu de 2,0% des femmes.

Tableau 16 : Contrôle de revenus des femmes par rapport à ceux de son mari

Unité:

	Principalement la femme	Mari/partenaire et femme ensemble	Principalement le mari partenaire	Autre	Manquant	Total
Matsiatra Ambony	32,4	65,3	2,0	0,1	0,2	100,0
Madagascar	32,6	62,9	3,8	0,3	0,5	100,0

Source: INSTAT/ Rapport principal de l'EDS-IV Madagascar 2008-2009

3 Participation des femmes dans la prise des décisions au sein du ménage

Un peu moins de 60% des femmes participent à la totalité des 4 principales décisions évoquées lors de l'EDS IV de 2008-2009. Au niveau national, ce taux est de 72,1%. Néanmoins, il n'y a que 0,9% des femmes de Matsiatra Ambony, respectivement 1,7% des femmes à Madagascar, qui ont déclaré ne participer à aucune des décisions citées

Tableau 17: Participation des femmes dans la prise des décisions au sein du ménage

	Unité: %					
	Soins de santé personne ls	Grosse s dépens es du ménage	Achats des besoins quotidie ns du ménage	Visite à sa propre famille/pare nts	Celles qui participe nt aux quatre décisions	Celles qui ne participe nt à aucune des décisions
Matsiatra	77,1	89,2	94,9	79,7	59,1	0,9
Ambony						
Madagascar	87,9	85,9	93,7	88,8	72,1	1,7

Source: INSTAT/ Rapport principal de l'EDS-IV Madagascar 2008-2009

4.2. Mouvements de la population

Pour des raisons de sécurité ou de recherche de mieux être, une partie ou la totalité de la population a migré. Il en est ainsi des ancêtres de la majorité des Malgaches qui sont des migrants. De nos jours, ce sont surtout les causes économiques qui requièrent des mouvements de population. Ces derniers sont facilités par la disponibilité d'infrastructures et services de transport. Une localité attire les migrants par les opportunités économiques qui s'y trouvent. Grace à l'abondance des ressources humaines, l'immigration contribue à l'accélération du développement des localités d'accueil. Par contre, elle génère des surplus de contraintes démographiques et sociales.

4.2.1. Migration interne

Selon les informateurs au niveau des districts, il n'y a que dans 2 communes sur les 82 que compte la Région où l'on observe une forte migration. Ces 2 communes se trouvent à Ambohimahasoa et Lalangina. Dans 45 communes, la migration est classée moyenne. 25% des communes ont eu une faible migration. Il faut noter que dans 15 des 17 communes d'Ambalavao, cette question de migration n'a pas obtenue de réponse.

Tableau 18 Nombre de communes par district selon l'importance de la migration

Unité: Effectif

District	Forte	Moyenne	Faible	Information manquante	Total
Ambalavao	0	2	0	15	17
Ambohimahasoa	1	15	2	0	18
Fianarantsoa I	0	1	0	0	1
Ikalamavony	0	0	8	0	8
Isandra	0	11	0	0	11
Lalangina	1	12	0	0	13
Vohibato	0	4	10	0	14
Ensemble de la Région	2	45	20	15	82

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

Les immigrants viennent en premier lieu des localités du même district. Il s'agit donc d'une immigration de proximité. 27 communes ont répondu que les immigrants viennent en second lieu de la même Région. En ce qui concerne les troisièmes lieux de provenance, dans 17 communes, il s'agit d'autres Régions contre 15 où il s'agit du même district.

Tableau 19 Nombre de communes selon la provenance des immigrants à Matsiatra Ambony

Unité: Effectif

	Première provenance	Deuxième provenance	Troisième provenance
A l'intérieur du District	19	2	15
A l'intérieur de la Région	5	27	2
Autres Régions	6	6	17
Autres Provinces	6	1	2
Total	36	36	36

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

4.2.2. Immigration

La période de soudure dans leur localité de départ est perçue par les informateurs comme étant la première raison d'immigration vers le Matsiatra Ambony. Vient ensuite l'émergence d'un pôle de travail qui est évoqué dans 9 communes. Le manque de terre concerne seulement une commune.

Tableau 20 Nombre de communes selon les causes de l'immigration vers Matsiatra Ambony

Unité:

Effectif	
Causes de l'immigration	Nombre de communes
Manque de terre arable	1
Période de soudure	12
Manque d'opportunité locale en emploi	5
Découverte d'un filon	6
Emergence d'un pôle de travail	9
Autres causes	3
Total	36

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

4.2..3. Emigration

Sur les 11 communes qui ont une émigration, 6 affirment qu'elle est due à la période de soudure. Le manque de terrain arable et l'émergence d'un pôle de travail concerne respectivement 2 communes. Le manque d'opportunité locale en termes d'emploi est évoqué dans une commune.

Tableau 21 Nombre de communes selon les causes de l'émigration au départ de Matsiatra Ambony

Unité:

Effectif

Causes de l'émigration	Nombre de communes
Manque de terrain arable	2
Période de soudure	6
Manque d'opportunité locale en emploi	1
Découverte d'un filon	0
Emergence d'un pôle de travail	2
Autres causes	0
Total	11

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

4.3. Habitat

Le revenu d'un ménage est en liaison positive avec les caractéristiques de son logement. Par ailleurs, les caractéristiques du logement du ménage ont des impacts sur la santé et le bien-être de ses membres. Du côté des analyses économiques et sociales, ces caractéristiques sont facilement observables. Les informations collectées sont alors nettement plus fiables que celles issues des réponses déclaratives telles que les montants du revenu et des dépenses.

4.3.1. Type d'habitation

Si une grande majorité des Malgaches habitent dans des maisons individuelles de type traditionnel, cette situation concerne la quasi-totalité (95,0%) de la population de Matsiatra Ambony. Loin derrière avec une proportion de 2,3%, les appartements tiennent la deuxième place. Pour les autres types de logement, moins de 1% de la population de la Région s'y loge.

Tableau 22 Type d'habitations des ménages

Unité: %

	Apparteme nt	Studi o	Chambre	Maison individuelle de type traditionnel	Villa de type modern e	Autre s	Tota l
Matsiatra							100,
Ambony	2,3	0,6	0,4	95,0	0,7	0,9	0
Madagascar	4,0	0,6	8,0	85,3	1,6	0,5	100,

Source :
INSTAT/DSM/EPM 2010

4.3.2. Caractéristiques des habitats

1 Type de matériaux du mur extérieur

Près de 2 individus sur 3 de Matsiatra Ambony habitent dans des maisons dont les murs sont bâtis avec de la terre battue. Les maisons en brique abritent 31,1% de la population. Au niveau national, ces 2 types de mur extérieur concernent 57% de la population. Le climat et la disponibilité des matériaux expliquent cette situation régionale.

Tableau 23 Type de matériaux des murs extérieurs des habitations

	Unité: %	
	Matsiatra Ambony	Madagascar
Ecorce, feuille, tige	0,4	31,4
Terre battue	66,4	34,5
Planche	0,1	7,0
Contreplaqué	NS	NS
Tôle ondulée	NS	1,8
Fût bidon	NS	0,1
Pierre	0,4	0,2
Brique	31,1	22,5
Parpaing	1,7	2,2
Autres	NS	0,3
Total	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

2 Type de plancher

Pour ce qui est du plancher des habitations, pour 7 individus sur 10, il est en terre battue. Ce qui constitue une condition sanitaire défavorable en particulier pour les enfants en bas âge. Avec une proportion de 17,3%, le bois est le deuxième type de plancher dans la Région. Moins de 10% de la population habitent dans des maisons de type de plancher "moderne".

Tableau 24 : Type de matériaux du plancher des habitations

	Unité: %	
	Matsiatra Ambony	Madagascar
Terre battue	72,7	44,1
Bois	17,3	28,2
Pierre brique	1,5	0,4
Ciment béton	8,5	18,9
Autres	NS	8,3
Total	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

3 Type de combustibles

Selon les résultats de l'EPM 2010, Il n'y a qu'1% des ménages de Matsiatra Ambony qui ne dépendent pas des ressources naturelles de la forêt pour la cuisson. Les bois ramassés sont utilisés par 85,7% des ménages contre 3,2% pour les bois achetés. 11,1% des ménages utilisent du charbon de bois. Il faudrait qu'il y ait des efforts de régénération de ces ressources ou de promotion d'autres sources énergies afin d'éviter des surplus de contraintes à moyen terme.

Tableau 25 : Répartition des ménages selon le principal type de combustible utilisé pour la cuisine

	Unité: %	
	Matsiatra Ambony	Madagascar
Bois ramassé	85,7	77,7
Bois acheté	3,2	4,5
Charbon	11,1	17,1
Gaz	NS	0,2
Electricité	0,1	0,2
Pétrole	NS	0,1
Autres	NS	0,2
Total	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

4 Sources d'eau à boire, accès à l'électricité et type de toilette

En 2010, Un peu plus d'un habitant sur 5 du Matsiatra Ambony accède à des sources contrôlées pour l'eau à boire. Ce taux est inférieur de 7,4 points à la moyenne nationale. Il en est de même pour l'accès à l'électricité qui est de 7,4% à Matsiatra Ambony contre 13,3% au niveau national. En ce qui concerne le type de toilette, la moitié de la population utilise une latrine (ou mieux). Au niveau national, ce taux est de 39,8%.

Tableau 26 Taux d'accès à certains biens et services

	Unité: %		
	Eau contrôlée	Electricité	Latrine ou mieux
Matsiatra Ambony	20,6	7,4	50,1
Madagascar	44,9	13,3	39,8

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

4.4. Niveau de vie

4.4.1. Possession de bien durable

Pour ce qui est de la possession de biens durables, la population de Matsiatra Ambony est relativement moins lotie que celle du reste de Madagascar. C'est le taux de possession de radio dans cette Région qui est supérieur de près de 5 points de celui de l'ensemble de Madagascar. Pour les meubles, les moyens de télécommunication et de déplacement (bicyclettes), les taux de possession des habitants de Matsiatra Ambony sont en deçà des moyennes nationales respectives.

Tableau 27 Taux de possession de certains biens

	Matsiatra Ambony	Madagascar
Chaises	37,5	51,6
Machines à coudre	10,0	9,4
Radios	19,7	14,9
Radio- cassette	7,8	12,8
Poste TV	34,7	38,7
Bicyclette	15,1	20,5
Téléphones portables	23,3	25,0
Lecteur CD, VCD, DVD, et autre lecteurs	5,9	10,2

Unité: %

*Source: INSTAT/DSM/EPM2010***Encadré 1: Regroupement des individus en quintiles**

En considérant une variable dont les valeurs peuvent être ordonnées, on classe par ordre croissant les individus de la population toute entière. On les regroupe alors dans 5 sous ensembles dont le quintile 1 est constitué des 20% de la population dont les valeurs sont les plus basses. Le quintile 5 contient alors les 20% dont les valeurs sont les plus élevées. Ce classement permet de diagnostiquer la situation d'une sous population par rapport à d'autres sous populations. Si la sous population est constituée majoritairement par ceux des quintiles inférieurs (respectivement supérieurs), alors on conclut que c'est un sous ensemble plus défavorisé (respectivement plus favorisé) que le reste de la population en référence à la variable considérée. Le classement par quintile, ou plus généralement en percentile pour n groupes, est complémentaire avec la comparaison d'autres indicateurs comme la moyenne, la médiane, la variance... Les quintiles ont moins de sensibilités aux valeurs extrêmes.

Une méthode de classement des ménages, par région, selon les quintiles de bien-être économique, consiste à attribuer des scores aux possessions de biens durables et aux accès à quelques services tels que l'eau contrôlée et l'électricité. En comparaison à la répartition nationale qui est uniforme par construction des quintiles, on constate qu'une majorité de la population de Matsiatra Ambony, soit 70,0%, appartient aux quintiles intermédiaires 2,3 et 4. Les 30% restant sont

repartis uniformément parmi les plus pauvres et les plus riches. La population du Matsiatra Ambony fait donc partie de la catégorie "relativement moyenne" de l'ensemble de la population malgache.

Tableau 28 Répartition de la population par quintile de bien-être économique

						Unité: %
	Le plus pauvres	Second	Moyen	Quatrième	Le plus riche	Total
Matsiatra						
Ambony	14,4	23,3	26,3	20,4	15,6	100,0
Madagascar	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	100,0

Source: INSTAT/ Rapport principal de l'EDS-IV Madagascar 2008-2009

4.4.2. Ratio et intensité de la pauvreté de pauvreté

A l'instar de la situation de la pauvreté au niveau national, une large majorité, 84,7%, de la population de Matsiatra Ambony est classée comme pauvre en 2010. Il s'agit de ceux qui ont un niveau de consommations agrégées (alimentaires et non alimentaires) inférieur au seuil national de pauvreté de 468 800 Ar/personne/an⁵. Cette incidence de la pauvreté présente une disparité importante entre le milieu urbain, dont un peu plus de la moitié de la population est pauvre, et le milieu rural où la pauvreté touche 9 individus sur dix.

En ce qui concerne l'intensité de la pauvreté qui mesure la moyenne des écarts en pourcentage des consommations des pauvres par rapport au seuil de pauvreté⁶, son niveau à Matsiatra Ambony est de 43,3% en 2010. Il est de 21,7% en milieu urbain contre 48,1% en milieu rural. En comparaison avec la situation nationale, l'incidence et l'intensité de la pauvreté sont plus graves.

Tableau 29 Ratio et intensité de pauvreté selon le milieu en 2010

Indicateurs	Unité: %					
	Ratio de pauvreté			Intensité de pauvreté		
Milieu	Urbain	Rural	Ensembl	Urbain	Rural	Ensembl

⁵ Se référer à INSTAT/ Rapports principaux des EPM 2005 et 2010 pour les détails de la définition de la pauvreté et des calculs des indicateurs de la pauvreté.

⁶ On impute 0 à cet écart en pourcentage si l'individu est non pauvre (dont la consommation est supérieure ou égale au seuil). L'intensité de pauvreté est un indicateur qui prend en compte la proportion des pauvres et qui donne plus d'importance aux pauvres qui sont plus éloignés du seuil.

	e				e	
Matsiatra Ambony en 2010	55,5	91,1	84,7	21,7	48,1	43,3
Madagascar en 2010	54,2	82,2	76,5	21,3	38,3	34,9

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

En 2010, le total des écarts par rapport au seuil de pauvreté de toute la population de Matsiatra Ambony s'élève à 247 milliards d'Ariary. C'est donc la somme minimale nécessaire pour que les niveaux de consommation des pauvres égalisent le seuil de pauvreté. Ceci ne prend pas encore en compte les autres montants nécessaires pour la gestion et les frais de distribution de ce montant. Néanmoins, elle permet de mesurer les efforts à entreprendre pour réduire significativement la pauvreté. Elle représente 7,5% du montant global au niveau national qui atteint 3 292 milliards d'Ariary, soit à peu près le 1/6^{ème} du PIB.

Tableau 30 Totaux des écarts aux seuils de pauvreté

Unité: Milliards d'Ariary, au prix de la Capitale et %

	Total des écarts au seuil de pauvreté	Part nationale (%)
Matsiatra Ambony	247	7,5
Madagascar	3 298	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

En ce qui concerne l'inégalité, l'indice de Gini au sein de la population du Matsiatra Ambony est de 0,390. Ce même indice est de 0,403 au niveau national. Les 2 chiffres ne sont pas directement comparables à cause du fait que l'inégalité au niveau national inclut à la fois les inégalités intra régionales et celle entre les régions. Néanmoins, on constate que la répartition des consommations à Matsiatra Ambony classe la Région parmi celles où il y a plus d'inégalités.

Chapitre V : ORGANISATION SOCIALE ET ECONOMIQUE

5.1. Organisation de la société civile

Le terme société civile est ici pris dans son sens large qui inclut « l'ensemble des entités sociales, des acteurs sociaux et des institutions (églises, ONG, syndicats, organisations populaires, groupement de paysans, etc.) qui ne sont pas impliqués directement dans la gouvernance et dans la gestion des affaires publiques, et dont l'action concourt à l'émergence ou à l'affirmation d'une identité sociale collective, à la défense des droits de la personne humaine et au mieux être des populations ».

1- Les Religions

La région de Matsiatra Ambony dispose d'environ 753 édifices cultuels d'obédience lors de l'enquête 2009, dont près du tiers se trouve dans le district d'Ambohimahaso. L'EKAR est la plus importante en termes de représentativité avec 296 églises recensées, dont presque la moitié se trouve dans le district d'Ambohimahaso. Viennent ensuite, les églises protestantes à savoir FLM avec 143 édifices et FJKM 104. Ces 3 religions représentent près de 72% des édifices cultuels d'obédience dans la Région. Les autres types de religion à savoir l'Anglican, l'église adventiste, et le Jesosy Mamonjy occupent chacun moins de 10% du nombre total des édifices. La religion musulmane, est aussi très peu présente dans la Région.

Tableau 31: Nombre d'édifices cultuels d'obédience dans la Région Matsiatra Ambony

	EKAR	ANGLICAN	FJKM	FLM	ADVENTIS	JESOSY	AUTRES	MUSULMA	AUTRES	TOTAL
Ambalavao	17	0	5	12	2	1	4	0	4	45
Ambohimahaso	142	1	43	40	6	13	14	0	0	259
Fianarantsoa I	10	1	10	17	13	5	12	3	0	71
Ikalamavony	23	0	4	14	9	1	20	0	0	71
Isandra	27	0	4	21	1	13	8	0	6	80
Lalangina	45	0	15	29	15	4	13	0	0	121
Vohibato	32	0	23	10	6	9	25	0	0	105
Ensemble de la Région	296	2	104	143	52	46	96	3	10	752

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009

2- Associations/Organisations non gouvernementales (ONG)

Elles sont nombreuses à intervenir dans la région de Matsiatra Ambony et leurs domaines d'intervention variés. Selon leur vocation, les associations/ONG œuvrant dans la région de Matsiatra Ambony peuvent être classifiées comme suit :

- les structures qui ont pour principale activité, l'accompagnement des dynamiques de structuration des producteurs, entre autres le FA.FA.FI. / S.P.AF. ou FAnentanana momba ny FAmbolena sy ny FIompiana/ Synodam-Paritany AFovoany, le S.A.F / F.J.K.M.Sampan` Asa Fampadrosona F.J.K.M, le Tafa (TAny sy Fampandrosoana) et le COMODE ZONE SUD, FIANTSO (FIkambanana ANdrin'ny Tambazotra Sy ny Olompirenena) et le CAPR Tsinjoezaka.
- celles à vocation sociale s'occupant des populations vulnérables : CRS (Catholic relief Services, etc.), Gret Nutrimad (Groupe de Recherche et d'Echange Technologique Nutrition de Madagascar) etc.
- les associations/ONG œuvrant dans la santé : Santenet, Alliance international contre le V.I.H/S.I.D.A. et le FISA (Fianakaviana Sambatra).
- et des ONG à vocation environnementale comme W.W.F. (CCEE) ou Centre Culturel et Education à l' Environnement et le C.M.P. ou le Comite Multilocal de Planification et le T.S.A (Tany Sy Ala).

5.2. Cultures, sports et loisirs

Les résultats de l'enquête menée par le CREAM en 2009 ont fait ressortir que la Région Matsiatra Ambony dispose en tout de 63 salles de spectacles, dont 48 publics ; de 21 bibliothèques ou centres de lecture, de 2 halls d'information et de 70 terrains de sport, dont 49 publics.

La répartition par District montre que celui d'Ikalavony ne dispose ni de bibliothèque ni de hall d'information. Seuls les Districts d'Ambalavao et de Fianarantsoa I sont dotés chacun d'un hall d'information dans la Région. Sachant qu'un hall d'information est un outil très important dans la diffusion d'informations au niveau des différentes catégories de la population au sein d'une commune.

Tableau 32: Infrastructures culturelles et sportives existant dans la Région Matsiatra Ambony

Districts	Salles de spectacle (nombre)		Bibliothèque	Hall d'information	Terrains de sport (nombre)	
	Publics	Privés	Nombre de	Nombre de communes	Publics	Privés

	<i>communes</i>					
Ambalavao	7	1	4	1	8	1
Ambohimahasoa	11	1	5	0	14	1
Fianarantsoa I	1	6	1	1	3	3
Ikalamavony	5	0	0	0	8	0
Isandra	8	1	4	0	5	6
Lalangina	9	2	5	0	3	4
Vohibato	7	4	2	0	8	6
Ensemble de la Région	48	15	21	2	49	21

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009

5.3. Projets/programmes de développement

Il s'agit essentiellement de projets ou programmes issus d'une coopération entre le Gouvernement malgache et les partenaires techniques et financiers possédant des antennes ou agences dans la Région Matsiatra Ambony. Ou encore dans le cadre de coopération décentralisées

Tableau 33 : Projets /Programmes de développement au sein de la RHM 2014

Domaine/Secteurs	Partenaires	intitulé du Programme	Démarrage	Observations
1. Développement communal	MID/ BM/UE	FDL	2008	Appui aux communes Allocations fonds pour la maîtrise d'ouvrage régionale
2. Gouvernance locale	ONG Fiantso Madagascar	Appui aux communes sur la gouvernance locale	2000	Appui aux communes
3. Gouvernance locale	ONG LAMINA	Appui aux communes sur la gouvernance locale	2013	Appui aux communes
4. Développement	AFDI	Développement	2004	Appui du

t rural		des filières et Professionnalisati on des producteurs		Réseau SOA
5. Développement t rural	FERT	Appui formation des producteurs	2004	Nouveau projet en 2013
6. Agricole	DRDR/MAEP	ZIA Andonaka	Démarrage en 2010	Formation des jeunes entrepreneurs ruraux avec PROSPERER
7. Agroalimentaire	ONUUDI/PNU D	Transformation des fruits et légumes	2007	Coopérative « FY »
8. Agricole	DRDR/MAEP	mini laiterie	2008	Etudes
9. Agricole	DRDR/MAEP	CSA	2008	Fin première phase de programme AROPA en 2012
10. Agricole	DRDR/MAEP	FRDA	2008	
11. Agricole	DRDR/MAEP/ FIDA	AROPA	2009	
12. Agro industriel	DRDE/MAEP/ UE	PROSPERER	2008	
13. Coopération décentralisée	Région Bourgogne	Développement filières	2007	SOFT, en veilleuse
14. Coopération décentralisée	Grand Lyon Min Eau	Action pour la gestion intégrée de la ressource en eau AGIRE	2006	2006-2008 : SOFT 2009-2011 Hard 2012-2015 Cap'Eau
15. Social	FAA/ SALFA	Projet sur l'ASSAINISSEM ENT	2010	SOFT et mini hard(2010) 2012 : extension du projet dans

				d'autres communes
16. Social	Min Santé Publique	Santé NET	2008	Santé publique
17. Social	Min Santé Publique	PSI	2008	Santé publique
18. Social	GRET	EAH	2008	Appui aux communes MOC
19. Socio-économique	ADRA	Agriculture	2014	Soft et hard
20. Social	GRETT	Electrification rurale	2015	Soft et hard
21. Socio-économique	AGRI SUD	Aménagement de bassin versant	2013	Pour une commune puis d'autres en partenariat avec CITE
22. Economique	DRDR	PURSAPS/BVPI	2014	Appui aux agricultures (soft et surtout hard)
23. CRDW (DIORANO WASH)	- Qui regroupe une trentaine d'acteurs régionaux dans le domaine EAU, HYGIENE et ASSAINISSEMENT			
24. CRLS (Lutte contre le SIDA)	- Qui regroupe une quinzaine d'acteurs régionaux pour la lutte contre les maladies transmissibles, le VIH et le SIDA			

CHAPITRE VI : LES SECTEURS SOCIAUX

6.1. La Santé

6.1.1. Les infrastructures sanitaires de la Région

1. Les infrastructures sanitaires publiques

Le système de santé à Madagascar est structuré par rapport aux niveaux d'administration qui peuvent être définis par les services offerts, la qualité des personnels et les types d'infrastructures disponibles. L'encadré ci-dessous donne un aperçu du système de santé existant.

Encadré 2: Le système de santé à Madagascar

Le système de santé malgache comprend quatre niveaux de structures sanitaires à savoir

Les formations sanitaires de base

Elles sont constituées par des centres de santé de base niveau I (CSB1), des centres de santé de base niveau II (CSB2). Les CSB1 sont équipés d'infirmiers et d'aides-soignants et ne dispensent que les services de vaccination et les soins de santé de base. Les CSB2 sont équipés de Médecin, paramédicaux, d'infirmiers, de sage-femme et offrent entre autres des soins de maternité.

Les centres de référence de premier recours

Ils comprennent les centres hospitaliers de district niveau 1 (CHD1) et niveau 2 forment cette catégorie.

Les CHD1 offrent les soins obstétricaux essentiels, mais n'assurent pas de service de chirurgie ni ne disposent pas de plateau technique adéquat permettant l'établissement du diagnostic et la prise en charge des cas complexes (service d'imagerie, banque de sang et laboratoire).

Les CHD2 sont équipés en plus, par rapport aux CHD1, de chirurgiens, de réanimateurs pratiquent la chirurgie d'urgence et offrent des soins obstétricaux complets.

Les Centres de Référence de second recours

Dans cette catégorie d'établissements, on compte les 22 Centres Hospitaliers de Référence Régionale (CHRR) situés au niveau de la capitale Régionale (dont 4 ex- hôpitaux provinciaux). Ces Centres de Référence devront assurer, selon le plateau technique dont ils disposent, la prise en charge des cas médicaux référés par les niveaux inférieurs ainsi que des interventions chirurgicales. Ils sont équipés de personnel de toutes spécialités.

Les Centres de Référence Nationale

Les Hôpitaux de référence de 3^{ème} recours sont composés du groupe CHU d'Antananarivo et de Mahajanga. Ce sont des Hôpitaux de Référence Nationaux et lieux de formation universitaire initiale et postuniversitaire. Ils assurent l'encadrement des hôpitaux de premier recours. Pour un meilleur équilibre régional, les hôpitaux provinciaux de Toamasina et de Fianarantsoa ont été promus au niveau de CHU. Leur personnel comprend des professeurs et des spécialistes.

Extrait de la Politique Nationale de Santé dernière version, 2005

Dans la Région Matsiatra Ambony, 22 communes disposent de CSB I et 80 ont des CSB II. En ce qui concerne les centres hospitaliers de niveau I et II, les chiffres découlant de l'enquête en 2009 montrent qu'aucun District de la Région Matsiatra Ambony ne dispose de CHD II. Cependant, la Région dispose de 4 CHD I, situés dans les Districts d'Ambalavao, d'Ambohimahasoà, de Fianarantsoa I et d'Ikalamavony. En outre 80 Communes sont pourvues de maternité publique, et 8 Communes, de services de soins dentaires.

Tableau 34 : Répartition des communes par districts selon le nombre d'infrastructures sanitaires

DISTRICT	Unité : nombre communes						
	CSB I	CSB II	Maternité publique	CHD I	CHD II	Soin dentaire public	Total
Ambalavao	8	17	17	1	0	1	17
Ambohimahasoà	3	18	18	1	0	1	18
Fianarantsoa I	1	1	1	1	0	1	1
Ikalamavony	3	8	8	1	0	1	8
Isandra	2	11	11	0	0	1	11
Lalangina	3	12	12	0	0	2	13
Vohibato	2	13	13	0	0	1	14
Ensemble de la Région	22	80	80	4	0	8	82

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

En termes de chambres pour les femmes qui accouchent, sur les 7 Districts de la Région, seul celui de Lalangina ne connaît pas 100% de ses Communes en disposer.

Tableau 33 : Répartition des Districts suivant l'existence des chambres pour les femmes qui accouchent

DISTRICT	Unité : %		
	Existence	Inexistence	Total
Ambalavao	100	0	100
Ambohimahasoà	100	0	100
Fianarantsoa I	100	0	100
Ikalamavony	100	0	100
Isandra	100	0	100
Lalangina	92	7,7	100
Vohibato	100	0	100
Ensemble de la Région	98,5	1,5	100

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

Les données de l'enquête monographique en 2009 montrent que dans l'ensemble de la Région, un accouchement par césarienne n'est praticable que dans le District de Fianarantsoa I.

Tableau 34 : Répartition des Districts par rapport à la possibilité de pratiquer un accouchement par césarienne

DISTRICT	OUI	NON	Unité : %
			Total
Ambalavao	0	100	100
Ambohimahasoa	0	100	100
Fianarantsoa I	100	0	100
Ikalamavony	0	100	100
Isandra	0	100	100
Lalangina	0	100	100
Vohibato	0	100	100
Ensemble de la Région	1,2	98,8	100

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

Seulement les hôpitaux au niveau de 4 Districts partagent les 486 lits d'hôpitaux recensés dans la Région Matsiatra Ambony. En effet, 84,9% de cet effectif est localisé dans le District Fianarantsoa I. Le reste est réparti au sein des Districts Ambalavao, Ambohimahasoa et Ikalamavony.

Tableau 35 : Répartition des districts suivant le nombre de lits d'hôpitaux publics

DISTRICT	Nombre de lits d'Hôpitaux publics
Ambalavao	18
Ambohimahasoa	40
Fianarantsoa I	413
Ikalamavony	15
Isandra	0
Lalangina	0
Vohibato	0
Ensemble de la Région	486

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

2 - Les infrastructures sanitaires privées

Par rapport à l'existence de cabinet médical privé, 6 Communes de la Région en disposent. Ces 6 Communes sont réparties dans 4 Districts, à savoir Ambohimahasoa, Fianarantsoa I, Lalangina et Vohibato.

En termes de maternité privée, seulement 3 Communes parmi les 82 de la Région en disposent. Ces 3 Communes sont situées respectivement dans 3 Districts à savoir le District Fianarantsoa I, Isandra et Lalangina.

En ce qui concerne les hôpitaux et cliniques privés, il n'y a que les Districts Fianarantsoa I et Lalangina qui en disposent, soit deux Communes parmi les 82 de la Région. La situation est identique par rapport à l'existence de cabinet dentaire privé qui ne se rencontre que dans deux Commune situées dans les deux Districts dont Fianarantsoa I et Ambohimahasoa.

Toutefois, l'effectif de Communes disposant d'officine ou de dépôt de médicament est relativement élevé car 36 Communes parmi les 86 de la Région en disposent.

Tableau 38 : Répartition des communes par district suivant la disposition de cabinet médical privé :

Unité : nombre de communes

	Cabinet médical privé	Maternité privée	Hôpital et clinique privé	Cabinet dentaire privé	Officine ou dépôt de médicaments
Ambalavao	1	0	0	0	6
Ambohimahasoa	0	0	0	1	8
Fianarantsoa I	1	1	1	1	1
Ikalamavony	0	0	0	0	3
Isandra	0	1	0	0	4
Lalangina	2	1	1	0	6
Vohibato	2	0	0	0	8
Ensemble de la Région	6	3	2	2	36

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

6.1.2. Accessibilité de la majorité dans les centres de santé

1 - Accessibilité dans un centre de santé le plus proche

Pour la Région Matsiatra Ambony, la majorité de la population au niveau de 18,3% des Communes parcourt moins de 1 km pour se rendre à leurs formations sanitaires la plus proche, celle dans 51,2% des Communes entre 1 et 5 km et celle dans 28,1% entre 6 et 10 km. Au niveau du District Vohibato, la majorité de la population au

niveau de 14,3% des Communes du District parcourt plus de 11 km pour se rendre à la formation sanitaire la plus proche.

Tableau 3936 : Distance pour la majorité de la formation sanitaire la plus proche
Unité : %

DISTRICT	Moins de 1 km	1 à 5 km	6 à 10 km	11 km et plus	Total
Ambalavao	5,9	94,1	0	0	100
Ambohimahasoa	5,6	5,6	88,9	0	100
Fianarantsoa I	0	100	0	0	100
Ikalamavony	12,5	87,5	0	0	100
Isandra	100	0	0	0	100
Lalangina	7,7	61,5	30,8	0	100
Vohibato	0	64,3	21,4	14,3	100
Ensemble de la Région	18,3	51,2	28,1	2,4	100

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

En termes de durée, la majorité de la population au niveau de 40,2% des Communes de la Région met moins d'une heure pour aller à la formation sanitaire la plus proche. Celle au niveau de 54,9% des Communes met entre 1h à 3h. Cependant, celle au niveau de 4,9% des communes effectue le trajet entre 3h et une demi-journée. Le tableau ci-dessous en donne les détails par districts.

Tableau 40 : Durée du parcours pour aller à la formation sanitaire la plus proche
Unité : %

DISTRICT	Moins d'une heure	1 h à 3 heures	3h à une 1/2 journée	TOTAL
Ambalavao	94,1	5,9	0	100
Ambohimahasoa	5,6	94,4	0	100
Fianarantsoa I	100,0	0	0	100
Ikalamavony	12,5	87,5	0	100
Isandra	100	0	0	100
Lalangina	23,1	76,9	0	100
Vohibato	0	71,4	28,6	100
Ensemble de la Région	40,2	54,9	4,9	100

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

Selon le tableau ci-dessus, la majorité de la population au niveau de toutes les Communes des Districts Fianarantsoa I et Ambalavao peut atteindre en moins d'une heure la formation sanitaire la plus proche. Par contre, pour la majorité de la population au niveau de la plupart des Communes des districts d' Ambohimahaso, d' Ikalamavony, de Lalangina et de Vohibato, il faut dépenser entre 1 heure et 3 heures de temps pour rejoindre la formation sanitaire la plus proche.

Dans le district de Vohibato, la majorité de la population au niveau de 28,6% des Communes met entre 3 heures et une demi journée pour se rendre à la formation sanitaire la plus proche.

2 - Accessibilité des services de maternité.

Dans la Région Matsiatra Ambony, la majorité de la population au niveau de 22 Communes représentant 26,8% de l'effectif régional ont leurs maternités la plus proche à moins de 1 km, celle au niveau de 29,3% des Communes parcourent entre 1 et 5 km, celle au niveau de 37,8% des Communes effectue entre 6 et 10 km et pour le reste à 11 km et plus.

Pour les Communes dont la majorité de la population est confrontées à un éloignement de plus de 11km, ils ne sont qu'au nombre de 5, et sont recensés auprès du District Ambalavao et Vohibato. Par ailleurs, les maternités au niveau des 82 Communes de la Région sont accessible toute l'année.

Tableau 41 : Répartition des communes par district suivant la distance pour la majorité du service de maternité le plus proche

DISTRICT	Unité : %, (nombre de communes)				
	Moins de 1 km	1 à 5 km	6 à 10 km	11 km et plus	Total
Ambalavao	52,9%(9)	11,8%(2)	17,6%(3)	17,6%(3)	100,0%(17)
Ambohimahaso	5,6%(1)	5,6%(1)	88,9%(16)	0,0%(0)	100,0%(18)
Fianarantsoa I	0,0%(0)	100,0%(1)	0,0%(0)	0,0%(0)	100,0%(1)
Ikalamavony	12,5%(1)	87,5%(7)	0,0%(0)	0,0%(0)	100,0%(8)
Isandra	100,0%(11)	0,0%(0)	0,0%(0)	0,0%(0)	100,0%(11)
Lalangina	0,0%(0)	38,5%(5)	61,5%(8)	0,0%(0)	100,0%(13)
Vohibato	0,0%(0)	57,1%(8)	28,6%(4)	14,3%(2)	100,0%(14)
Ensemble de la	26,8%(22)	29,3%(24)	37,8%(31)	6,1%(5)	100,0%

Région (82)

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

Concernant les moyens de locomotion utilisés par la majorité de la population pour se rendre auprès de la maternité la plus proche de leurs Communes, celle au niveau de 92,7% des Communes de la Région Matsiatra Ambony parcourent à pied.

Cependant, il faut souligner que dans le District Ambalavao, la majorité de la population au niveau de 35,3% des Communes du District utilisent une voiture pour se rendre auprès de la maternité la plus proche.

Tableau 42: Répartition des communes suivant le moyen de locomotion utilisé

DISTRICT	à pied	En voiture	TOTAL
Ambalavao	64,7	35,3	100
Ambohimahasoa	100	0	100
Fianarantsoa I	100	0	100
Ikalamavony	100	0	100
Isandra	100	0	100
Lalangina	100	0	100
Vohibato	100	0	100
Ensemble de la Région	92,7	7,3	100

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

En termes de durée, le parcours pour se rendre à un service de maternité le plus proche peut varier entre moins d'une heure à une demi-journée. Dans la majorité des Communes, c'est-à-dire 58,5%, la majorité de la population met entre 1 heure et 3 heures ; dans 32,9% des Communes, cette dernière met moins d'une heure. Pour un pourcentage de 8,5% des Communes, la durée du parcours peut varier entre 3 heures et une demi-journée. Par ailleurs, la majorité de la population dans 15,4% des Communes du District Lalangina et celle au niveau de 35,7% des Communes du District Vohibato sont confrontés à un parcours pouvant atteindre 3 heures à une demi-journée pour se rendre à une maternité la plus proche.

Tableau 43: Pourcentage des communes par district selon la durée du parcours

DISTRICT	Moins d'une heure	1h à 3 heures	3h à 1/2 journée	Total
Ambalavao	76,5	23,5	0	100
Ambohimahasoa	5,6	94,4	0	100
Fianarantsoa I	100	0	0	100
Ikalamavony	12,5	87,5	0	100
Isandra	100	0	0	100
Lalangina	0	84,6	15,4	100
Vohibato	0	64,3	35,7	100
Ensemble de la Région	32,9	58,5	8,5	100

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

6.1.3. Les personnels soignants

1 - Dans les CSB I et CSB II

Le tableau ci-dessous relate le nombre de médecin exerçant dans les Centres de Santé de Base de niveau II, ainsi que le nombre d'aide - sanitaire servant dans ces établissements.

Tableau 44 : Répartition des communes selon le nombre de médecins publics et les nombre d'aide sanitaire servant dans les CSB II

DISTRICT	Nombre de médecins publics exercent dans les CSB II	Nombre d'Aide- sanitaire servant dans les CSB II
Ambalavao	8	37
Ambohimahasoa	5	26
Fianarantsoa I	25	88
Ikalamavony	8	12
Isandra	2	22

Lalangina	10	16
Vohibato	6	18
Ensemble de la Région	64	219
Part à l'ensemble du pays	5,4%	4,6%

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

A la lecture de ces résultats, on constate qu'en moyenne chaque district possède 9 médecins travaillant dans des CSB II et 35 aides - sanitaires en appui. Pourtant, en réalité, la répartition entre les Districts est très inégale. A Fianarantsoa I, le nombre de médecins publics se chiffre à 25 et celui des aides sanitaires 88. Le district de Lalangina dispose de 10 médecins contre 6 pour Vohibato et 5 pour Ambohimahaso. Parallèlement à cette situation, le nombre d'aides - sanitaires constaté et correspondant à ces districts sont respectivement de 16, 18 et 26. La Région Matsiatra Ambony tient une part de 5,4% en termes de nombre de médecin par rapport à l'ensemble des 22 Régions, et 4,6% par rapport au nombre d'aide - sanitaire servant dans les CSB II.

Par ailleurs, au niveau des services de maternité, le tableau suivant donne la répartition par district du nombre de médecin et de sages-femmes servant au niveau des communes.

Tableau 45 : Répartition des communes par districts selon l'existence de médecins dans une maternité

DISTRICT	Pourcentage des communes disposant de médecin dans une maternité	Nombre de sages femmes publiques dans une maternité
Ambalavao	0%	18
Ambohimahaso	22,2%	11
Fianarantsoa I	100%	23
Ikalamavony	100%	2
Isandra	18,3%	8
Lalangina	69,2%	9
Vohibato	53,8%	6
Ensemble de la Région	38,3%	77

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

Globalement, 22,2% des Communes d'Ambohimahaso et 18,2% de celles d'Isandra bénéficient de services des médecins travaillant dans des maternités. Pour Lalangina et Vohibato, ces pourcentages sont respectivement de 69,2% et de 53,8%. A Ikalamavony et Fianarantsoa I, les maternités au niveau de toutes les Communes sont pourvues de médecins.

En ce qui concerne le nombre de sages femmes publiques dans les maternités, au niveau de la Région Matsiatra Ambony, ces derniers comptent au total 77.

2 - Répartition des personnels dans les centres de santé publics

Pour l'ensemble des Districts de la Région Matsiatra Ambony, l'effectif des aides-sanitaires s'élève à 36. En effet, les districts d'Ambalavao et d'Ambohimahasoa possèdent respectivement 9 et 6 aides sanitaires, 20 et 12 respectivement d'infirmiers, de 18 et 11 sages femmes, et finalement, 11 et 8 médecins généralistes. Il faut préciser qu'Ambalavao et le district d'Ambohimahasoa ne disposent pas de médecins spécialistes.

En ce qui concerne les districts de Fianarantsoa I, d'Ikalamavony et d'Isandra, les chiffres sont respectivement à 5; 5 et 1 d'aide - sanitaires contre 48 ; 4 et 8 pour les infirmiers. Ces trois Districts disposent également des sages femmes au nombre respectivement de 55 ; 4 et 8 à côté des nombres respectifs des médecins de 58 ; 9 et de 2. Pour les trois Districts qui sont Fianarantsoa I, Ikalamavony et Isandra, seuls Fianarantsoa I et Isandra possèdent des médecins spécialistes. En effet, parmi ces derniers, 9 servent au niveau du District Fianarantsoa I et seulement 1 au niveau d'Isandra.

Tableau 46 : Répartition des communes selon le nombre d'aides sanitaires, Infirmier(e), sages-femmes, médecins généralistes et spécialistes

DISTRICT	Aide-sanitaires	Infirmiers et infirmière s	Sages-femmes	Médecins généralistes	Médecins spécialistes
Ambalavao	9	20	18	11	0
Ambohimahasoa	6	12	11	8	0
Fianarantsoa I	5	48	55	58	9
Ikalamavony	5	4	4	9	0
Isandra	1	8	8	2	1
Lalangina	2	5	9	9	0
Vohibato	8	4	6	7	1
Ensemble de la Région	36	101	111	104	11

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

Pour les Districts de Lalangina et de Vohibato les aides - sanitaires sont respectivement au nombre de 2 et 8. Les deux Districts possèdent respectivement 5 et 4 infirmiers, ainsi que 9 et 6 sage-femmes. Par ailleurs, Lalangina dispose de 9 médecins généralistes mais ne disposant d'aucun médecins spécialistes. De sa part, le District Vohibato recense 7 médecins généralistes et 1 médecin spécialiste.

Globalement, en 2009, la Région Matsiatra Ambony dispose au total de 111 sage-femmes, 104 médecins généralistes et 11 médecins spécialistes.

6.1.4. Les services de santé

1. Utilisation du service de maternité public en 2008

Le tableau donné ci-dessous nous montre la répartition des Communes selon le nombre de décès maternels ramené au nombre d'accouchement dans les maternités publiques. En effet, le nombre d'accouchement dans les établissements publics est en moyenne 2 712. Toutefois, l'effectif d'accouchement le plus élevé est recensé dans le District Ambalavao.

En ce qui concerne le nombre de décès maternels à l'accouchement ramené au nombre d'accouchement, la moyenne régionale s'élève à 1 ‰. Pour ce qui en est du nombre de décès infantile à l'accouchement ramené avec le nombre d'accouchement, la moyenne régionale se chiffre à 23,7‰ en 2009.

Tableau 47 : Répartition des Districts selon le nombre de décès maternels et décès infantiles ramené au nombre d'accouchement dans les services de maternités publics.

DISTRICT	Nombre d'accouchement dans services de maternités publics	Nombre de décès maternels à l'accouchement ramené avec le nombre d'accouchements	Nombre de décès infantiles à l'accouchement ramené avec le nombre d'accouchements
Ambalavao	4509	0,0007	0,0175
Ambohimahasoa	2162	0,0032	0,0263
Fianarantsoa I	2673	0,0034	0,0722
Ikalamavony	1072	0,0009	0,0252
Isandra	2203	0	0,0063
Lalangina	2420	0	0,0145
Vohibato	3948	0	0,0114
Ensemble de la Région	18987	0,001	0,0237

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

2. Utilisation du service de maternité privé en 2008

En 2008, la Région Matsiatra Ambony ne recense que 169 accouchements dans les maternités privées et ces derniers sont répartis au niveau de 3 Districts à savoir Fianarantsoa I, Isandra et Lalangina. Si dans les maternités privés, le nombre de décès maternels à l'accouchement ramené au nombre d'accouchement est nul, le

nombre de décès infantile ramené au nombre d'accouchement, quant à lui, s'élève à 1,18% au niveau régional. Plus précisément, ce niveau a été influencé uniquement par celui du District Isandra avec un taux de décès infantile à l'accouchement atteignant 4,25%.

Tableau 48 : Répartition des Districts selon le nombre de décès maternels et décès infantiles ramené au nombre d'accouchement dans les maternités privées.

DISTRICT	Nombre d'accouchements dans les maternités privées	Nombre de décès maternels à l'accouchement ramené au nombre d'accouchements	Nombre de décès infantiles à l'accouchement ramené au nombre d'accouchement
Ambalavao	0	0	0
Ambohimahasoa	0	0	0
Fianarantsoa I	34	0	0
Ikalamavony	0	0	0
Isandra	47	0	0,0425
Lalangina	88	0	0
Vohibato	0	0	0
Ensemble de la Région	169	0	0,0118

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

6.1.5. Accès aux services de la santé

1. Nombre de consultation dans les centres de soins publics en 2008

Par rapport à l'ensemble des 7 Districts, Fianarantsoa I enregistre le plus grand nombre de consultations auprès des centres de soins public en 2008, avec 34,2% de l'effectif régional. Ambalavao vient en deuxième position avec 16,1%, suivi par Ambohimahasoa avec 13,4%, Ikalamavony avec 10,7%. Pour les autres Districts, les taux sont inférieurs à 10%.

Tableau 49 : Répartition des Districts selon le nombre de consultations dans les centres de soin public en 2008

DISTRICT	Nombre de consultation dans les centres de soin public en 2008	Part du district par rapport à l'ensemble de la Région
Ambalavao	66 635	16,1%
Ambohimahasoa	55 599	13,4%

Fianarantsoa I	141 371	34,2%
Ikalamavony	30 952	7,5%
Isandra	34 294	8,3%
Lalangina	44 429	10,7%
Vohibato	40 236	9,7%
Ensemble de la Région	413 516	100%
Part par rapport à l'ensemble du pays	8,5%	

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

Le soin prénatal est une fréquente consultation que les femmes enceintes devraient suivre auprès de leur médecin avant l'accouchement. Ceci est extrêmement important, car il permet de prévenir les risques et les complications lors de l'accouchement.

2. Le service de planning familial public

Sur les 7 districts que compte la Région, Vohibato est le seul où le service de planning familial ne couvre pas 100% des communes.

Par rapport à la variation annuelle du nombre de femmes affiliées durant la période 2007-2008, le niveau régional connaît un accroissement. La seule variation négative est observée dans le District Ambalavao.

Le tableau donné ci-après fournit des informations, d'une part, sur l'existence d'un service de planning familial à caractère public, et d'autre part, sur le nombre de femmes affiliées à ce service au niveau des 7 Districts de la Région Matsiatra Ambony.

Tableau 50 : Répartition des districts selon la proportion de communes disposant de Service Public de Planning Familial et selon le nombre de femmes affiliées

DISTRICT	Existence de service public de planning familial	Nombre de femmes affiliées		
	Oui	2007	2008	Variation
Ambalavao	100%	18 466	12 535	-5 931
Ambohimahasoa	100%	6 995	9 642	2 647
Fianarantsoa I	100%	7 012	7 746	734
Ikalamavony	100%	2 194	2 452	258
Isandra	100%	4 766	5 818	1 052
Lalangina	100%	6 447	9 228	2 781
Vohibato	92,9%	11 597	13 286	1 689
Ensemble de la	98,8%	57 477	60	3 230

Région	707
--------	-----

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

3. Le service de planning familial privé

Le service de planning familial privé est disponible au niveau de presque tous les districts de la Région. Cependant, il est à remarquer que dans le District Ikalamavony, aucune Commune n'en dispose. Par contre, dans celui de Fianarantsoa I, toutes les Communes en sont pourvues ; 18,2% des Communes dans le District Isandra mais les pourcentages restent faibles dans les autres Districts

Tableau 51: Répartition des District selon la proportion de Communes disposant de Service Privé de Planning Familial et selon le nombre de femmes affiliées

DISTRICT	Existence d'un planning familial privé	Nombre de femme affiliés au service de planning familial		Variation
	oui	2007	2008	
Ambalavao	5,9%	448	0	-448
Ambohimahasoa	5,6%	1025	625	-400
Fianarantsoa I	100%	2064	2382	318
Ikalamavony	0%	0	0	0
Isandra	18,2	1119	104	-1015
Lalangina	7,7%	365	664	299
Vohibato	7,1%	61	35	-26
Ensemble de la Région	8,5%	5082	3810	-1272

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009.

En ce qui concerne la variation annuelle de l'effectif des femmes affiliées à ce service durant la période 2007-2008, seuls les Districts Fianarantsoa I et Lalangina ont des variations positives, respectivement de l'ordre de 318 et de 299. Cependant, au niveau régional, cette variation est décroissante de -1272.

6.2. L'ÉDUCATION

6.2.1. Les infrastructures scolaires de la Région

Globalement, le système éducatif à Madagascar comprend cinq niveaux : l'alphabétisation et le préscolaire, l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire général (collège et lycée), la formation technique et professionnelle et l'enseignement supérieur et la recherche scientifique.

L'enquête menée par le CREAM en 2009 a porté sur les types d'infrastructures correspondant aux niveaux de l'enseignement primaire, de l'enseignement secondaire existant dans la Région, leur appartenance (publique ou privée) ainsi que sur leur répartition spatiale.

1. Les infrastructures scolaires publiques

a- Les Ecoles primaires Publiques (EPP)

Selon l'enquête monographique de 2009, toutes les communes de la Région Matsiatra Ambony disposent au moins d'une EPP, contre un pourcentage au niveau national de 97,9%. Au total 1 002 EPP ont été recensées dans les 787 fokontany que dispose la Région, soit plus d'une EPP par fokontany.

Parmi les EPP de la Région, seulement 77⁷ (7,7%) sont des écoles *daba*. Par rapport au niveau national, dont le taux moyen des écoles *daba* est de 26,1%, on peut dire que le nombre de ce type d'EPP dans la région de Matsiatra Ambony a été très faible. Cette situation pourrait s'expliquer par l'avancée de la Région en termes d'éducation ; en d'autres termes, les EPP de la Région pourraient être construites, bien avant de l'arrivée du système « école *daba* ». C'est dans les districts d'Ikalavony, Isandra, Lalangina et Vohibato qu'on a enregistré ces types d'EPP. Par contre, aucune EPP des districts d'Ambalavao, Ambohimahasoa et Fianarantsoa I n'a été classée *daba*.

Du point de vue logistique, 3 904 salles de classe ont été recensées soit en moyenne près de 4 salles de classe par EPP (niveau national 2,6 salles de classe par EPP).

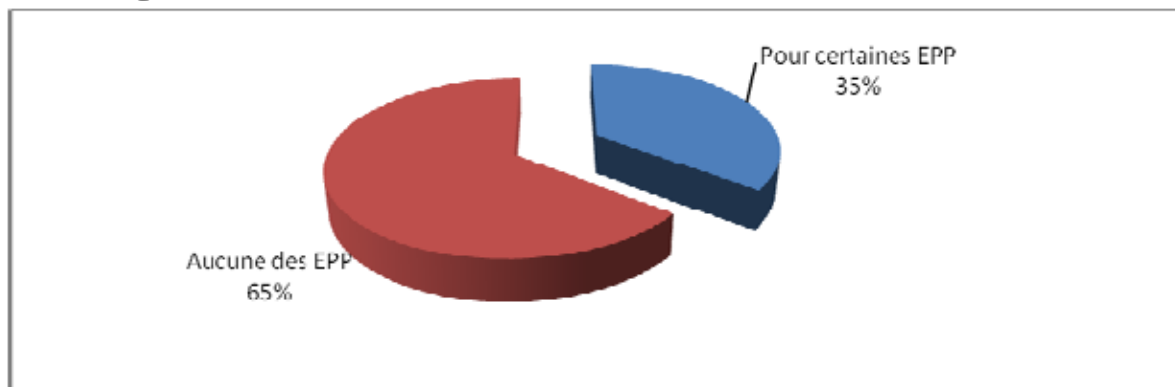
Existence de cantines scolaires dans les EPP :

L'existence de cantine scolaire dans les EPP contribue à l'amélioration du taux de rétention des élèves à l'école. Les résultats de l'enquête CREAM 2009 montrent que

⁷ Daba= un bidon de 20 litres, couramment utilisé comme mesure dans le commerce du paddy. Ces écoles sont appelées ainsi étant donné que les enseignants (non fonctionnaires) sont payés en nature, généralement en bidon de riz (*daba*) par l'association des parents d'élèves

dans les 35% des communes, quelques EPP disposent des cantines scolaires tandis que dans 65% des communes, aucune des EPP n'en est dotée.

Graphique 3: Répartition des Communes selon l'existence de cantine scolaire au sein de leurs EPP



Source : MEEI/CREAM/Monographie 2009

b- Les Collèges d'Enseignement Général (CEG)

Dans l'ensemble, 95,1% des communes de la Région ont des CEG implantés sur leurs territoires, une proportion élevée par rapport à la moyenne nationale de 70,2%. Pourtant, seules 62,5% des communes du district d'Ikalavony disposent d'un CEG. Au total, on a recensé 90 CEG dans la région de Matsiatra Ambony. Parmi ces CEG, 8 sont des établissements *daba*, lesquels sont localisés dans les districts de Vohibato et de Lalangina soit 8,8% (contre 8,6% au niveau national).

En termes de salles de classe des CEG, la Région Matsiatra Ambony en compte 612 soit entre 6 et 7 (6,8) salles par établissement ; chiffre qui n'est pas éloigné de la moyenne nationale (6,6 salles de classe par établissement). Pourtant, cette moyenne a caché la disparité par district. En effet, les CEG du district de Fianarantsoa I ont en moyenne plus de 15 salles de classe, tandis que ceux d'Ikalavony n'en disposent qu'en moyenne entre 4 et 5. Par contre, dans les autres districts, le nombre moyen de salle de classe par CEG a été de 6.

c- Les lycées publics d'enseignement général

Au total, 16 Communes de la Région disposent d'un lycée public d'enseignement général, soit 20,2% contre 8,8% pour tout Madagascar. En termes de répartition spatiale, les districts d'Ambalavao et d'Ambohimahasoa disposent chacun de 4 lycées publics d'enseignement général tandis que les districts d'Isandra et d'Ikalavony n'en sont dotés qu'un chacun.

En termes de salle de classe, les lycées de la région de Matsiatra Ambony en disposent au total de 135 soit en moyenne entre 8 et 9 salles par établissement contre une fourchette de 10 à 11 pour tout Madagascar. Pourtant, si les lycées publics de Fianarantsoa I sont dotés en moyenne de 24 salles de classe, ceux

d'Ikalamavony et de Vohibato n'en disposent qu'entre 3 et 4. Pour les autres districts, le nombre de salle de classe des lycées publics tourne autour de la moyenne.

d- Les lycées publics d'enseignement technique

La région de Matsiatra Ambony a disposé d'un lycée d'enseignement technique public qui se trouve à Fianarantsoa I. On a dénombré 42 salles de classe dans cet établissement en 2008.

Tableau 52 : Les infrastructures scolaires publiques en 2008 dans la Région Matsiatra Ambony

	Ambalavao	Ambohimahaso a	Fianarantsoa I	Ikalamavony	Isandra	Lalangina	Vohibato	Ensemble Région	Niveau national
Disponibilité des infrastructures									
Existence d'EPP	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	97,9 %
Existence de CEG	100%	94,4 %	100%	62,5 %	100%	100%	100%	95,1 %	70,2 %
Existence de Lycée	29,4 %	22,2 %	100%	12,5 %	12,5 %	15,4 %	14,3 %	20,2 %	8,8% 8
Nombre d'infrastructures									
Nombre d'EPP	271	177	27	122	118	99	188	1002	4,3%
Nombre d'EPP Daba	0	0	0	7	21	31	18	77	1,3%
Nombre de CEG	20	17	5	5	11	15	17	90	7,7%
Nombre de CEG Daba	0	0	0	0	0	2	6	8	8,0%
Nombre de lycée d'ens. général	4	4	2	1	1	2	2	16	11,2%
Nombre de lycée technique	0	0	1	0	0	0	0	1	

⁸ Part de la Région par rapport au niveau national

Nombre des salles de classe									9
Dans les EPP	1019	688	197	298	444	460	798	3904	7,1%
Dans les CEG	123	112	78	23	72	91	113	612	7,8%
Dans les Lycées d'ens. généraux	28	22	48	3	10	15	9	135	8,1%
<i>Dans le lycée technique</i>	0	0	42	0	0	0	0	42	

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2008

2. Les infrastructures scolaires privées

Les infrastructures scolaires privées, comme celles du secteur public, peuvent être catégorisées selon les trois niveaux d'enseignement.

a- Ecoles primaires privées

Les résultats de l'enquête CREAM 2009 font ressortir l'existence d'écoles primaires privées dans 91,5% des communes de la Région; une proportion très élevée comparée au niveau national où le taux a été de 57,6%. Néanmoins, seule la moitié des communes du district d'Ikalamavony a été dotée d'une école primaire privée. Au total, Il a été recensé 487 écoles primaires privées dans toute la Région en 2008, dont 108 sont situés dans le district de Vohibato contre 19 seulement dans le district d'Ikalamavony.

En termes de logistique, les écoles primaires privées de la région de Matsiatra Ambony ont eu 1542 salles de classes ce qui fait qu'en moyenne une école primaire privée dispose de 3 salles de classe. Sur le plan national, une école primaire privée possède entre 3 et 4 salles de classes (3,8). Par district, une école primaire privée comporte à peu près le même nombre de salles de classes, en moyenne entre 2 et 4, sauf à Fianarantsoa I où un établissement de ce type a été doté en moyenne de plus de 5 salles de classe.

b- Collèges privés

Au total, 28,1% des Communes de la Région Matsiatra Ambony disposent de collèges privés sur leurs territoires, contre un pourcentage moyen de 25,6% pour tout Madagascar. On a compté 61 collèges privés lors de l'enquête CREAM 2009 dont presque la moitié se trouve dans le district de Fianarantsoa I.

En termes de nombre de salles de classe, les collèges privés de la Région Matsiatra Ambony ont eu 341 salles de classe, ce qui, rapporté au nombre d'écoles fait en moyenne entre 5 et 6 salles par établissement (5,6). Ce taux a été plus ou moins égal dans tous les districts. Au niveau national, en moyenne un collège privé comprend entre 4 et 5 salles de classe (4,6).

⁹ Part de la Région par rapport au niveau national

c- Lycées privés d'Enseignement Général

Au total, 6 communes sur les 82 de la Région possèdent des lycées privés sur leur territoire. Sur les 19 lycées privés que comptent la Région, 11 se trouvent dans le district de Fianarantsoa I. Le district d'Ikalamavony ne dispose pas de lycée privé en 2008.

En termes de salles de classe, les 19 établissements en sont dotés au nombre de 111 dont 83 dans le district Fianarantsoa I. En moyenne, chaque établissement de ce type a été doté de plus de 7 salles de classe à Fianarantsoa I, contre entre 2 et 3 dans les districts d'Ambalavao, de Lalangina et de Vohibato. Au niveau national, le ratio est de 4,8 soit entre 4 et 5 salles de classes par établissement.

Tableau 37: Les infrastructures scolaires privées en 2008 dans la Région Matsiatra Ambony

	Ambalavao	Ambohimahaso ^a	Fianarantsoa I	Ikalamavony	Isandra	Lalangina	Vohibato	Ensemble Région	Niveau national
Disponibilité des infrastructures									
Existence d'école primaire privée	82,3 %	100%	100%	50%	100%	100%	100%	91,5 %	57,6 %
Existence de collège privé	23,5 %	16,7 %	100%	12,5 %	36,4 %	38,5 %	35,7 %	28,1 %	25,6 %
Existence de lycée Privé	5,9%	5,6%	100%	0%	9,1%	7,7%	7,1%	7,3%	8,0%
Nombre d'infrastructures									¹⁰
Ecoles primaires privées	68	98	66	19	42	86	108	487	7,9%
Collèges privés	8	4	27	2	4	9	7	61	4,1%
Lycées privés	3	2	11	0	1	1	1	19	3,8%
Lycées techniques privés	0	0	3	0	0	0	0	3	
Nombre des salles de classe									¹¹
Dans les écoles primaires privées	271	255	361	54	138	185	278	1542	6,6%
Dans les collèges privés	46	27	160	12	17	45	34	341	5,0%
Dans les lycées privés	6	11	83	0	5	3	3	111	4,8%
<i>Dans les lycées techniques</i>	0	0	34	0	0	0	0	34	

¹⁰ Part de la Région par rapport au niveau national¹¹ Part de la Région par rapport au niveau national

privés

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2008

6.2.2. Accessibilité

L'accès de la population à l'encadrement pédagogique est principalement mesurée d'une part, par rapport à la distance de l'infrastructure pédagogique la plus proche et la majorité de la population au sein de chaque commune; et d'autre part, par rapport aux moyens les plus utilisés par la majorité de la population au sein de chaque commune pour se déplacer vers l'infrastructure scolaire la plus proche. Par ailleurs, il est parfois nécessaire de parler de la localisation et l'origine de la formation pédagogique. L'accès de la population par rapport aux trois niveaux d'enseignements : primaire, secondaire de premier et secondaire de second cycle sera présenté ci-après.

1. Dans l'enseignement primaire

a- Distance

D'après l'enquête monographique 2009, la majorité de la population de la Région parcourt une assez longue distance pour rejoindre l'école primaire la plus proche. En effet, dans 55% des communes, la majorité des élèves parcourt une distance moins de 1km tandis que 41,5% devraient sillonner une distance comprise entre 1 et 5km.

Au niveau des districts, les élèves des communes d' Ambalavao et d' Ambohimasoa sont les plus avantagés car dans toutes les communes de ces deux districts, ils ne parcourent que moins de 1km. Par ailleurs, la majorité des élèves de toutes les communes des districts de Fianarantsoa I et d' Ikalamavony devrait franchir une distance entre 1 et 5 km pour rejoindre l'école primaire la plus proche. Pourtant, quelques élèves de communes des districts d' Isandra et de Lalangina devaient parcourir plus de 6 km pour regagner l'école primaire la plus proche.

Tableau 384: Répartition des Communes selon la distance pour la majorité de la population de l'école primaire la plus proche dans la Région Matsiatra Ambony

District	Moins de 1km	1 à 5km	6 à 10km	11km et plus
Ambalavao	100%	0%	0%	0%
Ambohimahasoa	100%	0%	0%	0%
Fianarantsoa I	0%	100%	0%	0%
Ikalamavony	0%	100%	0%	0%
Isandra	27,3%	54,5%	9,1%	9,1%
Lalangina	7,7%	84,6%	7,7%	0%
Vohibato	42,9%	57,1%	0%	0%
Ensemble de la Région	54,9%	41,5%	2,4%	1,2%

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2008

b- Moyen de déplacement

Le moyen de déplacement le plus pratique et le plus fréquent pour aller à l'école primaire la plus proche dans toutes les communes de la Région Matsiatra Ambony est la marche à pied.

c- Localisation et origine

Pour toutes les communes de la région de Matsiatra Ambony, l'école primaire la plus proche par rapport à la majorité de la population se situe dans la commune elle-même. En termes d'origine, l'école primaire la plus proche est d'origine publique.

2. Dans l'enseignement secondaire du premier cycle

a- Distance

Dans près de 90% de communes de la Région, le collège le plus proche pour la majorité de la population se trouve à une distance de moins de 5km. Dans les autres, il se trouve un peu plus loin comme c'est le cas dans 7,4% des communes où la distance à parcourir est comprise entre 6 et 10km. Pourtant, dans les 2,5% des communes restantes, la majorité des élèves devraient sillonner plus de 11 km pour rejoindre le collège le plus proche.

Au niveau des districts, la majorité des élèves de communes d'Ambalavao ne parcourt qu'une distance de moins de 1 km pour aller au collège le plus proche, tandis que celle de communes des districts d'Ambohimahaso, de Fianarantsoa I et de Lalangina devait sillonner une distance entre 1 et 5km. Par ailleurs, la majorité des élèves dans les 4 communes de Vohibato et celle des 2 communes d'Ikalamavony, ont été obligées de parcourir une distance, respectivement de 6 à 10km et plus de 11 km pour regagner le collège le plus proche.

Tableau 55: Répartition des Communes par district selon la distance pour la majorité de la population du collège le plus proche dans la Région Matsiatra Ambony

District	Moins de 1km	1 à 5km	6 à 10km	11km et plus
Ambalavao	94,1%	5,9%	0%	0%
Ambohimahaso	5,6%	94,4%	0%	0%
Fianarantsoa I	0%	100%	0%	0%
Ikalamavony	62,5%	0%	12,5%	25%
Isandra	70%	30%	0%	0%
Lalangina	0%	92,3%	7,7%	0%
Vohibato	50%	21,4%	28,6%	0%
Ensemble de la Région	44,4%	45,7%	7,4%	2,5%

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2008

b- Localisation et origine

Au niveau global c'est-à-dire de la Région, le collège le plus proche se trouve localisé au sein de la commune même dans 95,1% des cas. Dans 4 communes, dont deux dans le district d'Ikalamavony, le collège le plus proche est situé en dehors de la commune.

De plus, en général, le collège le plus proche dans toutes les communes est d'origine publique.

c- Moyens de déplacement

Dans la région de Matsiatra Ambony, la marche à pied est le moyen de déplacement le plus couramment utilisé pour atteindre le collège le plus proche.

3. Dans l'enseignement secondaire de second cycle

a- Distance

A l'exception du district de Fianarantsoa I et dans une moindre mesure celui de Lalangina, la majorité des élèves dans des communes (plus de 60%) de la Région se trouve à 11km et plus par rapport au lycée d'enseignement général le plus proche. A Fianarantsoa I, les élèves parcourent entre 1 et 5 km, tandis qu'à Lalangina dans 61% des communes, la majorité des élèves devait marcher sur une distance de 1 à 10 km.

b- Localisation et origine

A l'exception des districts de Fianarantsoa I et d'Isandra où le lycée le plus proche est sis dans le chef lieu de la commune, l'établissement d'enseignement secondaire de second cycle le plus proche, dans la majorité de communes (plus de 78%) de la Région, se trouve en dehors de leur territoire. Si le lycée le plus proche est d'origine publique à Ambohimahasoà, à Fianarantsoa I et à Vohibato, celui d'Ambalavao, d'Ikalamavony et d'Isandra est par contre non public. A titre de comparaison, pour tout Madagascar 90,8% des communes ont leur lycée le plus proche situé en dehors de leur circonscription.

6.2.3. Les personnels enseignants

1. Dans l'enseignement primaire

a- Dans les écoles publiques (EPP)

L'effectif total des enseignants dans les EPP dans la Région Matsiatra Ambony durant l'année scolaire 2007-2008 s'élève à 4 390 et représente 7,5% par rapport à l'effectif national. Parmi ces enseignants, 2 239 d'entre eux sont des enseignants FRAM. Cet effectif représente 51% du total des enseignants dans les EPP dans la Région Matsiatra Ambony. Ce qui représente un pourcentage en dessous du niveau national qui est de 59,6% durant l'année scolaire 2007-2008. D'un district à l'autre, les enseignants FRAM représentent 70,6% dans le district d'Ikalamavony contre 4,8% à Fianarantsoa I.

Tableau 56: Effectifs des enseignants des EPP par district dans la région de Matsiatra Ambony

District	Total des Enseignants (2007-2008)	Enseignants FRAM (2007-2008)
Ambalavao	1213	658
Ambohimahasoà	717	408
Fianarantsoa I	460	22
Ikalamavony	286	202

Isandra	467	286
Lalangina	509	246
Vohibato	738	417
Ensemble de la Région	4390	2239
Par rapport au niveau national	7,5%	6,5%

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2008

b- Dans les écoles primaires privées

L'effectif total des enseignants dans les écoles primaires privées dans la région de Matsiatra Ambony est de 1 517 soit 7,6% de l'effectif total national. Par district, 24,7% des enseignants servent dans le district de Fianarantsoa I contre 3,8% dans le district d'Ikalamavony.

Tableau 57: Effectifs des enseignants des écoles primaires privées par district dans la Région

District	Nombre total d'enseignants durant l'année scolaire 07-08
Ambalavao	274
Ambohimahasoa	232
Fianarantsoa I	375
Ikalamavony	58
Isandra	152
Lalangina	205
Vohibato	221
Ensemble de la Région	1517
<i>Par rapport au niveau national</i>	7,6

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2008

2. Dans l'enseignement secondaire du premier cycle

a- Dans les collèges publics (CEG)

Au total, on a recensé un nombre total de 1 322 enseignants pour toute la Région (soit 9,6% du niveau national) dans les collèges publics, dont seulement 36 (soit 2,7%) dans le district d'Ikalamavony. Si tous les enseignants des CEG à Fianarantsoa I sont payés par l'Etat, dans les autres districts, entre 3 et 5 d'entre eux sont prises en charge par le FRAM.

Tableau 58: Effectif des enseignants dans les CEG, par district dans la Région Matsiatra Ambony

District	Total des Enseignants (2007-2008)	Enseignants FRAM (2007-2008)
Ambalavao	229	99
Ambohimahaso	197	103
Fianarantsoa I	244	0
Ikalamavony	36	10
Isandra	114	51
Lalangina	174	78
Vohibato	228	97
Ensemble de la Région	1322	438
Par rapport au niveau national	9,6%	

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2008

b- Dans les collèges privés

L'effectif total des enseignants dans les collèges privés de la région durant l'année scolaire 2007-2008 est de 654. Cet effectif représente en effet 4,6% par rapport à l'effectif national.

Par ailleurs, plus de la moitié (54,4%) d'entre eux sont en poste à Fianarantsoa I contre seulement 1,8% et 5,4% respectivement dans les districts d'Ikalamavony et d'Isandra.

Dans le district d'Ambalavao, l'effectif total des enseignants dans les collèges privés est de 90, soit 13,8% du total de la Région. A Ambohimahaso, Lalangina et Vohibato, le nombre de ces enseignants varie autour de 50 (soit environ 8%) par district.

Tableau 59: Effectifs des enseignants des collèges privés par District dans la région de Matsiatra Ambony durant l'année scolaire 2007-2008

District	Nombre total d'enseignants (2007-2008)
Ambalavao	90
Ambohimahaso	55
Fianarantsoa I	356
Ikalamavony	12
Isandra	36
Lalangina	50
Vohibato	55
Ensemble de la Région	654

<i>Par rapport au niveau national</i>	4,6%
---------------------------------------	------

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2008

3. Dans l'enseignement secondaire du second cycle

L'effectif total recensé au cours de l'enquête CREAM 2009 s'élève à 249 enseignants dans les lycées publics, durant l'année scolaire 2007-2008 ; représentant ainsi 7,6% du niveau national. Par ailleurs, près de 60% de ces enseignants travaillent dans le district de Fianarantsoa I contre près de 2,7% seulement dans chaque district d'Ikalamavony et de Vohibato. En outre, 36 et 24 enseignants ont été en poste respectivement aux lycées publics d'Ambalavao et d'Ambohimahasoa.

Tableau 60: Effectif des enseignants dans les lycées publics et privés par district dans la Région Matsiatra Ambony durant l'année scolaire 2007-2008

	Lycée public	Lycée prive	Lycée technique public	Lycée technique privé
Ambalavao	36	19	0	0
Ambohimahasoa	24	25	0	0
Fianarantsoa I	147	228	52	nd
Ikalamavony	7	0	0	0
Isandra	13	6	0	0
Lalangina	16	8	0	0
Vohibato	6	6	0	0
Ensemble de la Région	249	292	52	nd
<i>Au niveau national¹</i>	7,6%	5,2%		

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2008, ¹ Pourcentage par rapport à l'effectif national, nd : non disponible

Du côté des lycées privés, ils sont pourvus de 292 enseignants pour toute la Région (soit 5,2% du niveau national). Plus de trois quarts de ces enseignants (78%) sont en poste dans le district de Fianarantsoa I. Aucun d'entre eux n'est à Ikalamavony. Par ailleurs, 19 et 25 enseignants ont servi respectivement les lycées techniques privés d'Ambalavao et d'Ambohimahasoa.

Concernant l'enseignement technique, 52 enseignants ont servi le seul lycée technique public sis à Fianarantsoa I. Pour ce qui est des 3 lycées techniques privés à Fianarantsoa I, durant l'année scolaire 2007-2008, les chiffres relatifs à l'effectif de leurs enseignants n'étaient pas disponible.

6.2.4. Fréquentation et performance scolaire

1. Dans l'enseignement primaire

En 2008, le Taux Brut de Scolarisation (TBS) à l'enseignement primaire de la région de Matsiatra Ambony s'élève à 130% ; un taux identique au TBS national. Dans le système éducatif malgache, le TBS à l'enseignement primaire est le rapport entre l'effectif total des élèves scolarisés dans les écoles primaires (publiques et privées) et l'effectif total de la population entre 6 ans et 10 ans. Sa valeur supérieure à 100% peut s'expliquer par l'entrée probablement tardive des élèves, occasionnés par la politique nationale de l'éducation pour tous et toutes les activités y afférentes.

a- Dans les Ecoles primaires publiques (EPP)

Le nombre total d'élèves inscrits en EPP de la Région Matsiatra Ambony durant l'année scolaire 2007-2008 est estimé à 200 120. Cet effectif représente, en effet 5,9% de l'effectif national.

Tableau 61: Tableau synthétique de l'effectif des élèves dans les EPP par district dans la Région

District	Elèves inscrits (2007-2008)	Redoublants (2007-2008)	Candidats au CEPE en 2008	Reçus au CEPE en 2008
Ambalavao	54193	10509	5145	2644
Ambohimahaso	37227	8246	2674	1997
Fianarantsoa I	17440	2467	2280	1956
Ikalamavony	14037	3028	897	513
Isandra	21570	3701	1557	1050
Lalangina	24000	4072	2885	2005
Vohibato	31653	5945	2625	1720
Ensemble de la Région	200120	37968	18063	11885
<i>Niveau National¹</i>	5,9	5,3	5,4	6,2

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2008, ¹ Par rapport au niveau national
Concernant la performance de l'enseignement primaire dans la région de Matsiatra Ambony, le nombre de redoublants durant l'année scolaire 2007-2008 s'élève à 37 968, soit 18,9% des élèves inscrits en EPP dans la même période, contre une moyenne nationale de 21,1 %. Ce taux de redoublement est plus ou moins uniforme dans tous les districts qui composent la Région.

Par ailleurs, le nombre de candidats issus des EPP à l'examen de CEPE en 2008 dans la région de Matsiatra Ambony s'élève à 18 063 et représente 5,4% de l'effectif national. Le nombre de candidats ayant réussi au CEPE en 2008 a été de 11 885, soit un taux de réussite de 65,8% pour l'ensemble de la Région, contre 55,8% au niveau national. Ce taux de réussite au CEPE est de 85,8% dans le district de Fianarantsoa I contre 57,2% dans le district d'Ikalamavony.

b- Dans les écoles primaires privées

L'effectif total des élèves inscrits dans les écoles primaires privées est de 64 377, ce chiffre représente, entre autres, 8,2% de l'effectif national. Au niveau des districts, 2,6% seulement de cet effectif viennent du district d'Ikalamavony, contre 20,2% pour le district d'Ambohimahaso. Les districts d'Ambalavao et de Vohibato ont chacun 18,2% des élèves inscrits dans les écoles primaires privées de la Région, contre 11,2%, 14% et 15,5% respectivement à Isandra, Lalangina et Fianarantsoa I. En termes de redoublements dans les écoles primaires privées, le nombre est estimé à 9 563 soit un taux moyen de 14,8% pour toute la Région contre un taux moyen national de 12,7%. Au niveau des districts, ce taux est de 21,3% à Ambohimahaso, contre 5,9% à Fianarantsoa I.

Pour ce qui est des candidats au CEPE en 2008, leur nombre est estimé à 8 306 élèves et le taux de réussite pour cette catégorie d'école s'élève à 75,1%, un niveau au-dessus à celui enregistré au niveau national qui est de 69,0%.

Tableau 62: Tableau synthétique sur l'effectif des élèves dans les écoles primaires privées par district dans la Région Matsiatra Ambony

District	Elèves inscrits (2007-2008)	Redoublants (2007-2008)	Candidats au CEPE en 2008	Reçus au CEPE en 2008
Ambalavao	11711	1805	1050	873
Ambohimahaso	13010	2776	3407	2333
Fianarantsoa I	9982	587	1567	1279
Ikalamavony	1663	236	122	90
Isandra	7233	862	734	509
Lalangina	9031	1677	660	562
Vohibato	11747	1620	766	596
Ensemble de la Région	64377	9563	8306	6242
<i>Niveau National 2</i>	8,2%	9,6%	8,3%	9,1%

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2008, ²Par rapport au niveau national

2. Dans l'enseignement secondaire du premier cycle

Comme tous les niveaux pédagogiques, l'enseignement secondaire du premier cycle se divise en secteur public (CEG) et en secteur privé (Collèges privés).

a- Dans les Collèges d'Enseignement Général (Public)

Durant l'année scolaire 2008-2009, 13 282 élèves étaient inscrits en 6^{ème} dans les CEG sis dans la région de Matsiatra Ambony soit 7,1% de l'effectif national. Pourtant, seulement 4,2% d'entre eux sont dans le district d'Ikalamavony. Par ailleurs, cet effectif des élèves inscrits en 6^{ème} représente près de 70% du nombre des élèves ayant réussi à l'examen de CEPE dans la Région, lors de l'année scolaire 2007-2008. Pour l'ensemble des élèves inscrits aux CEG durant l'année scolaire 2007-2008, ils sont estimés à 31 512 élèves (6,6% de l'effectif national) pour toute la Région dont seulement 3,5% d'entre eux sont inscrits aux CEG du district d'Ikalamavony, contre 21,4% dans le district de Fianarantsoa I.

En ce qui concerne les redoublants, les CEG de la région de Matsiatra Ambony en compteraient 4 864 durant l'année scolaire 2007-2008 soit 15,4% des élèves inscrits contre 10,4% enregistré au niveau national.

Concernant les candidats au BEPC en 2008, 6 673 sont issus des CEG pour la région de Matsiatra Ambony dont 2,6% sont inscrits dans le district d'Ikalamavony contre 29,6% dans le district de Fianarantsoa I. Cet effectif représente 8,7% de l'effectif national. Le taux de réussite au BEPC s'élève à 44,1% (2945 reçus sur 6673) contre un taux moyen national de 44,4%. Ce taux est de 71% pour le district

d' Ambohimahasoa contre 25,4% et 30,2%, respectivement pour les districts d' Isandra et de Fianarantsoa I.

Tableau 63: Tableau synthétique de l'effectif des élèves dans les CEG par district dans la Région Matsiatra Ambony

District	Inscrits 6 ^{ème} (2008- 2009)	Inscrits (2007- 2008)	Redoublants (2007- 2008)	Candidats au BEPC 2008	Réussis au BEPC (2008)
Ambalavao	2853	2941	322	1309	817
Ambohimahasoa	2516	5945	1253	659	473
Fianarantsoa I	1598	6738	622	1975	596
Ikalamavony	564	1112	193	173	98
Isandra	1419	3639	440	654	166
Lalangina	1925	5086	887	860	397
Vohibato	2407	6051	1147	1043	398
Ensemble de la Région	13282	31512	4864	6673	2945
<i>Niveau National²</i>	7,1	6,6	6,5	8,7	8,6

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2008, ²Par rapport au niveau national

b- Dans les collèges privés

D'après l'enquête monographique 2009, l'effectif des élèves inscrits en 6^{ème} dans les collèges privés était de 4 236 dans la région de Matsiatra Ambony dont 41,6% inscrits dans le district de Fianarantsoa I contre 1,1% dans celui d' Ikalamavony. La proportion a été aussi faible dans les districts d' Ambohimahasoa (4,7%) et d' Isandra (6,3%).

Tableau 64: Tableau synthétique de l'effectif des élèves dans les Collèges privés par district dans la Région Matsiatra Ambony

District	Inscrits en 6 ^{ème} durant l'année scolaire 08-09	Candidats au BEPC 2008	Candidats reçus au BEPC 2008
Ambalavao	779	354	64
Ambohimahasoa	200	125	104
Fianarantsoa I	1761	1588	857
Ikalamavony	45	38	15
Isandra	268	94	46
Lalangina	488	172	85
Vohibato	695	163	74

Ensemble de la Région	4236	2534	1245
<i>Niveau National 1</i>	4,4	3,9	3,6

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2008, ¹ Par rapport au niveau national
 Concernant les candidats des collèges privés au BEPC 2008, la région de Matsiatra Ambony compte au total 2 534 élèves avec 62,7% pour le district de Fianarantsoa I. Cet effectif représente 3,9% par rapport à l'effectif national. Le nombre d'élèves ayant réussi au BEPC 2008 dans la région de Matsiatra Ambony atteint 1 245, soit 49,1% contre un taux moyen national de 51,5%. Par district, le taux de réussite atteint 83,2% dans le district d'Ambohimahasoa contre 18,1% dans celui d'Ambalavao. Dans les autres districts, ce taux tourne autour de la moyenne, c'est-à-dire entre 40% et 53%.

3. Dans l'enseignement secondaire du second cycle

a- Dans les lycées publics

Pour le cas de la région de Matsiatra Ambony, l'effectif des élèves inscrits en 2^{nde} durant l'année scolaire 2007-2008 est de 2 168 ce qui représente 6,7% de l'effectif national. Par ailleurs, près du tiers de ces élèves sont inscrits dans le district de Fianarantsoa I contre 26,3% et 15,2% respectivement dans les districts d'Ambalavao et d'Ambohimahasoa. Pour les autres districts, la proportion est en dessous de 10%, notamment dans le district d'Ikalavony (3,7%).

Concernant les inscrits au lycée durant l'année scolaire 2007-2008, l'effectif total des élèves pour la région de Matsiatra Ambony est de 5 445 soit 7,9% de l'effectif au niveau national. Globalement, 32,9% des élèves sont inscrits dans le district de Fianarantsoa I, 30,2% dans celui d'Ambalavao et 17,6% dans celui d'Ambohimahasoa.

Tableau 65: Tableau synthétique de l'effectif des élèves dans les lycées publics d'enseignement général par district dans la Région Matsiatra Ambony

District	Inscrits en 2 ^{nde} (2008-2009)	Inscrits au lycée (2007-2008)	Redoublants (2007-2008)	Candidats BACC 2008	Reçus au BACC 2008
Ambalavao	570	1650	279	274	154
Ambohimahasoa	330	960	74	462	227
Fianarantsoa I	690	1791	271	1791	389
Ikalavony	80	70	29	0	0
Isandra	129	291	40	51	23
Lalangina	172	295	38	53	22
Vohibato	197	388	55	72	27
Ensemble de la	2168	5445	786	2703	842

Région					
Niveau national/1	6,7%	7,9%	6,8%	12,4%	8,1%

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2008, ¹ Par rapport au niveau national

En ce qui concerne les redoublants dans les lycées publics durant l'année scolaire 2007-2008, l'effectif s'élève à 786, ce qui représente 6,8% des redoublants recensés au niveau national et 14,4% des élèves inscrits. Il est légèrement inférieur, comparé au niveau national qui est de 16,7%. Il s'élève à 41,1% dans le district d'Ikalamavony et 7,7% dans le district Ambohimahasoa.

A propos du nombre de candidats au Baccalauréat 2008, les lycées publics de la région de Matsiatra Ambony comptaient au total 2703 candidats, ce qui représente 12,4% de l'ensemble des candidats issus d'établissements de même catégorie. Par district, les deux tiers des candidats sont inscrits dans le centre d'examen de Fianarantsoa I. Pour 2008, il n'y avait pas de centre d'examen de baccalauréat dans le district d'Ikalamavony. En somme, 842 candidats ont réussi leur baccalauréat soit 44,2% des candidats inscrits dans la Région et 8,1% de l'effectif national. Le taux de réussite a atteint 31,2% dans la Région dont seulement 21,7% dans le district de Fianarantsoa I contre plus de 40% dans les autres districts.

b- Dans les lycées privés

Au total, 2 211 élèves étaient inscrits en seconde dans les lycées privés d'enseignement général durant l'année scolaire 2008-2009 pour toute la Région. Ce nombre représente 6,8% de l'effectif national. Par district, près de 60% de ces élèves sont inscrits dans la circonscription de Fianarantsoa I, 23,2% à Ambalavao et 10,2% à Ambohimahasoa. Il est à noter que le district d'Ikalamavony ne dispose pas de lycée privé en 2008.

Tableau 39: Effectif des élèves dans les lycées privés d'enseignement général de la Région Matsiatra Ambony

District	Inscrits en 2 nd (2008- 2009)	Inscrits lycée (2007- 2008)	Redoublants (2007- 2008)	Candidats au BACC 2008	Réussis au BACC 2008
Ambalavao	514	1611	0	0	0
Ambohimahasoa	226	1015	39	105	65
Fianarantsoa I	1313	3347	213	1146	687
Ikalamavony	0	0	0	0	0
Isandra	51	129	20	51	20
Lalangina	51	53	0	0	0
Vohibato	56	93	0	0	0
Ensemble de la	2211	6248	272	1302	772

Région					
<i>Niveau national 1</i>	6,8	9,1	2,4	6,0	7,4

Source : MEEI/CREAM/Monographie 2008 ¹ Par rapport au niveau national

Durant l'année scolaire 2007-2008, l'effectif total des élèves inscrits dans les lycées privés de la région de Matsiatra Ambony s'élevait à 6 248. Près de 95% d'entre eux proviennent de trois districts, à savoir Fianarantsoa I (53,6%), Ambalavao (25,8%) et Ambohimahasoà (16,2%). Par rapport au niveau national, cet effectif en représente 9,1%. En matière de redoublement, l'effectif total des redoublants dans des lycées privés de la Région s'élevait à 272 durant l'année scolaire 2007-2008.

Concernant le nombre de candidats au baccalauréat 2008, ceux issus des lycées privés d'enseignement général dans les districts d' Ambohimahasoà, de Fianarantsoa I et d' Isandra ont atteint 1302, ce qui représente 6% de l'effectif national. Ainsi, 772 parmi ces candidats inscrits ont réussi au baccalauréat 2008 soit 59,3% de taux de réussite, contre un taux moyen national de ces mêmes catégories d'établissement de 45,6%.

CHAPITRE VII : ACTIVITES ECONOMIQUES

7. 1. Caractéristiques de la population active

7.1.1. Niveau d'instruction

Dans l'ensemble, plus de la moitié de la population active de la région de Matsiatra Ambony a au moins suivi le cycle d'étude primaire avec un taux de 60,3%. De plus, 9,7% de la population ont continué jusqu'au niveau secondaire et seulement 2% ont fréquenté l'enseignement supérieur.

Toutefois, 28% de la population restent sans instruction, un pourcentage relativement faible lorsque comparé au niveau national où la proportion de personnes non instruites atteint 33,3% de la population active totale.

Tableau 67: Répartition par niveau d'instruction de la population active

Unité: %					
Région	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Matsiatra					
Ambony	28	60,3	9,7	2	100,0
Madagascar	33,3	52	11,9	2,8	100

Source : INSTAT/DSM/EPM2010

7.1.2. Répartition de la population active dans les différents secteurs d'activité

La région de Matsiatra Ambony peut être qualifiée de région agricole tant sur le nombre de personnes occupées par l'agriculture que par la diversité des spéculations culturelles pratiquées. D'après les données de l'enquête démographique et de santé (EDSMG IV), les femmes sont occupées en grande majorité dans l'agriculture (74,1%) contre une moyenne nationale de 72,7%. Les autres secteurs emploient des femmes mais dans des proportions relativement faibles ; par exemple à Matsiatra Ambony 10,6% dans les services contre une moyenne nationale de 12,2%. Cependant le pourcentage de femmes exerçant le travail manuel qualifié dépasse largement la moyenne nationale avec un taux de 7,7% contre 6% au niveau national, etc.

Tableau 68: Proportion de femmes occupées dans les différents secteurs d'activité
Unité : %

Caractéristique sociodémographique	Cadre/technicien/direction	Employé	Ventes et services	Manuel qualifié	Manuel non qualifié	Agriculture	Manquant	Total	Effectif de femmes
Haute Matsiatra	3,3	0,1	10,6	7,7	3,2	74,1	0,9	100,0	774
Ensemble	3,5	0,5	12,2	6,0	4,6	72,7	0,4	100,0	14 623

Source : EDSMD-IV Madagascar 2008-2009

Les mêmes tendances observées au niveau des femmes se retrouvent au niveau des hommes. En effet, 82% travaillent dans l'agriculture contre une moyenne de 73,5% (15-59 ans) au niveau national. Ensuite, 10,1% font du travail manuel (qualifié et non qualifié) contre 13,8% au niveau national, 4,1% dans les ventes et services et 3,5% cadres/techniciens de direction contre respectivement 6,6% et 5% au niveau national. Il en ressort que les activités des femmes et des hommes à Matsiatra Ambony sont surtout orientées vers l'agriculture, le travail manuel et les ventes et services.

Tableau 69: Proportion d'hommes occupés dans les différents secteurs d'activité à Matsiatra Ambony

Unité : %

Caractéristique sociodémographique	Cadre/technicien/direction	Employé	Ventes et services	Manuel qualifié	Manuel non qualifié	Agriculture	Manquant	Total	Effectif de femmes
Haute Matsiatra	3,5	0,3	4,1	8,6	1,5	82,0	0,0	100,0	368
Ensemble 15-49	4,5	0,5	6,6	11,2	3,1	73,7	0,4	100,0	6 766
Hommes 50-59	9,2	1,5	6,4	9,3	1,6	71,6	0,4	100,0	926
Ensemble des hommes 15-59	5,0	0,6	6,6	10,9	2,9	73,5	0,4	100,0	7 693

Source : EDSMD-IV Madagascar 2008-2009

7.1.3. Niveau de salaire des femmes comparé à celui gagné par les maris¹²

Au sein d'un ménage lorsque l'homme et la femme travaillent tous les deux, 29,9% des femmes gagnent moins que leur partenaire, 52,8% à peu près le même et 6,5% plus que leur partenaire. C'est ce qui résulte de l'enquête de démographie et de santé effectuée par l'Instat en 2008-2009. La proportion de femmes qui gagnent à peu près le même que leur mari à Matsiatra Ambony du point de vue revenu est supérieure de 13,7 points comparée au niveau national, tandis que celles qui ont un

¹² Sans considération de la nature de l'emploi occupé

mari/partenaire n'ayant pas de revenu dépasse de 0,9 point de pourcentage la moyenne nationale.

Pour les deux autres critères (« gagner moins », « gagner plus »), la Région se trouve en deçà.

Tableau 70: Argent gagné par les femmes comparé à celui gagné par leurs maris

Région	Plus	Moins	A peu près le même	Mari/partenaire n'a pas de revenu	Ne sait pas/manquant	Total
Matsiatra	6,5	29,9	52,8	2,1	8,6	100
Ambony						
Madagascar	8,1	47,6	39,1	1,2	4,1	100

Unité : %

Source: EDS IV Madagascar 2008- 2009

7.2. Infrastructures économiques

7.2.1. Infrastructures routières

Les infrastructures routières jouent un rôle primordial dans la mesure où d'une part elles assurent l'acheminement des produits des zones productrices vers les consommateurs et d'autre part elles permettent de rompre l'isolement géographique des communes de la Région. En effet, dans la région de Matsiatra Ambony, une forte proportion de chefs lieux de communes, soit 81,7%, se trouve située à plus de 11 km du chef lieu de district. Néanmoins, la Région affiche un taux d'accessibilité relativement élevé avec un pourcentage de 65,8% de communes accessibles en voiture légère toute l'année. Pour les communes non accessibles en voiture légère, les données de l'enquête CREAM de 2009 font ressortir que 8,5% sont accessibles en 4x4 en permanence et 2,4% non accessibles et que le moyen le plus utilisé est de faire le trajet à pied (4,9%). Pour quelques communes, la durée du trajet dure entre une et trois heures de temps (9,% des communes) ou entre une demi-journée et une journée (4,9% des communes). Réserve est toutefois faite à propos de ces données étant donné l'importance des réponses manquantes.

Tableau 71: Accessibilité/moyens de transport

Distance du chef lieu de commune par rapport au chef lieu de district	Proportion de communes
Moins de 1km	4,9%
1 à 5 km	3,7%
6 à 10 km	8,5%
11 km et plus	81,7%
Manquant	1,2%
Total	100%
Accessibilité en voiture légère du chef lieu de commune	
En permanence	65,8%
En période sèche uniquement	26,8%
Manquant	7,4%
Total	100%
Durée du trajet	
Moins d'une heure	2,4%
1 heure à 3 heures	9,8%
3 heures à 1/2 journées	1,2%
1/2 journée à 1 journée	4,9%
Manquant	81,7%
Total	100,0%
Desserte régulière de la commune par une ligne de	65,8%
Existence de terminus d'une ligne de transport en commun	65,8%
Existence d'une station d'essence dans la commune	4,9%

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2008

Une bonne partie des communes de la Région (65,8%) est desservie par une ligne régulière de transport en commun et dispose de terminus. Par contre, en ce qui concerne l'existence de stations d'essence, une faible proportion de communes en dispose (4,9%).

7.2.2. Réseau électrique

- *Puissance installée/fournie*

Certains districts de la Région disposent d'installations de réseau électrique dont il est difficile de connaître la puissance fournie étant donné la faiblesse des réponses obtenues lors de l'enquête CREAM de 2009. Sur les 7 districts que compte la Région, celui d'Ikalamavony a indiqué qu'il disposait de 88 KWh de puissance installée JIRAMA. Quatre districts ont fourni le nombre d'abonnés en 2009 et le

nombre cumulé de demandes d'abonnement non satisfaites en 2009 à savoir Ambalavao, Ambohimahaso, Ikalamavony et Isandra.

Tableau 72: Electricité/Données structurelles

DISTRICT	Puissance fournie ou installée JIRAMA (kw)	Nombre d'abonnés JIRAMA en 2009	Nombre cumulé de demandes d'abonnement non satisfaites en 2009
Ambalavao	-	1519	313
Ambohimahaso	-	931	6
Fianarantsoa I	-	-	-
Ikalamavony	95	350	50
Isandra	-	25	25
Lalangina	-	-	-
Vohibato	-	-	-

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2008

- *Sources d'énergie*

L'énergie produite dans la Région provient de sources hydro-électrique pour 15,9% des communes, thermique pour 7,3%, solaire pour 3,7%. Il importe de remarquer que ces données concernent les communes pour lesquelles on a obtenu des réponses lors de l'enquête CREAM 2009 et qu'ainsi, les résultats sont à relativiser étant donné une forte proportion de réponses manquantes (73,1%).

- *Principaux fournisseurs*

La libéralisation de la production d'électricité entreprise par le gouvernement malgache depuis 1999 a permis à des opérateurs privés d'entrer dans le secteur. C'est le cas dans les villes ou communes qui ne sont pas couvertes par le réseau de la JIRAMA. Par conséquent, suivant les cas l'on pourrait rencontrer une diversité des fournisseurs d'électricité au niveau des communes. Dans la région de la Matsiatra Ambony, 17,1% des communes sont desservies par la JIRAMA contre 11,0 % à la fois par la JIRAMA et par des fournisseurs autres que la JIRAMA.

Il importe toutefois de signaler que malgré la présence effective sur le terrain d'autres fournisseurs, plus de la moitié des communes de la Région (57,3%) ne disposent pas de réseau électrique.

- *Offre/demande, qualité de service*

En ce qui concerne la zone de couverture de la JIRAMA, les données de l'enquête CREAM de 2009 montrent qu'aucune commune n'est couverte en totalité par le réseau de la JIRAMA et que 20,3% d'entre elles sont couvertes en partie.

Du côté de la disponibilité du service de fourniture d'électricité, l'importance des données manquantes ne permet pas de fournir un état des lieux fiable et exhaustif au moment de l'enquête.

Tableau 72: Electricité/Données opérationnelles

Principale source de production d'électricité	Proportion de communes
hydro-électrique	15,9%
thermique	7,3%
solaire	3,7%
manquant	73,1%
Total	100,0%
Existence de fournisseurs de réseau électrique	
JIRAMA uniquement	17,1%
JIRAMA et autres fournisseurs	11,0%
Inexistant	57,3%
Manquant	14,6%
Total	100,0%
Zone couverte par le réseau de la JIRAMA	
Une partie de la commune	20,7%
Manquant	79,3%
Total	100,0%
Proportion de communes ayant un délestage de plus d'une heure	
Oui	6,1%
Non	18,3%
Manquant	75,6%
Total	100,0%
Zone de délestage	
Tous les quartiers (ou Fokontany) sans exception	3,7%
Certains seulement	7,3%
Manquant	89,0%
Total	100,0%
Durée du délestage	
1 à 3 heures	2,4%

	3 à 6 heures	3,7%
	24 heures et plus	2,4%
	manquant	91,5%
	Total	100,0%
Fréquence du délestage par jour		
	1 fois par jour	6,1%
	Manquant	93,9%
	Total	100,0%

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2008

7.2.3. Réseau de distribution d'eau

- *Capacité fournie/consommée*

Sur les sept districts de la Région, seul celui d'Ambalavao a communiqué la capacité en eau courante de la Jirama dont il dispose qui est de 540 m³. Il apparaît d'après le tableau ci-dessous que le volume d'eau consommée (117 781 m³) au niveau du district dépasse largement la capacité fournie au niveau du district d'Ambalavao. Pour les trois autres districts, aucune comparaison capacité fournie/consommation ne pourrait être effectuée du fait qu'ils n'ont pas communiqué la capacité mise à leur disposition.

Tableau 74: Eau /Données structurelles

District	Capacité fournie (m ³)	Volume d'eau consommée (m ³)	Nombre d'abonnés en 2009	Nombre cumulé de demandes d'abonnement non satisfaites en 2009
Ambalavao	540	117 781	1 519	313
Ambohimahasoa	-	51 800	931	6
Fianarantsoa I	-	-	-	-
Ikalamavony	-	450	350	50
Isandra	-	500	25	25
Lalangina	-	-	-	-
Vohibato	-	-	-	-

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

- *Fournisseurs*

La JIRAMA n'est pas la seule à assurer la distribution d'eau dans la région. Selon les communes, la distribution peut être assurée uniquement par la JIRAMA, ce qui est le cas pour 1,2% des communes de la Région. Pour certaines (4,9%), elles bénéficient de l'approvisionnement de la JIRAMA et d'autres fournisseurs, alors

que pour d'autres (53,7 %), elles sont desservies uniquement par de fournisseurs autres que la JIRAMA. D'autres encore soit 40,2% des communes ne bénéficient d'aucune fourniture d'eau courante.

- *Zones de couverture*

Dans la région de Matsiatra Ambony, la zone de couverture est assez large dans la mesure où les réseaux de distribution d'eau courante couvrent la totalité de la commune pour 54,9% d'entre elles. Pour le reste soit 45,1%, la couverture est partielle.

- *Disponibilité du service de distribution*

Par ailleurs, la disponibilité du service est limitée dans le temps. La distribution d'eau dure 24heures/24 heures dans seulement 15,9% des communes ; elle dure entre 12 et 23 heures pour 4,9% et moins de 12 heures par jour pour 34,1% heures par jour.

- *Infrastructures de distribution*

En termes d'infrastructures de distribution, 62,2% des communes de la région disposent de bornes fontaines contre une forte proportion de 37,8% qui n'en dispose pas. 62,2% des communes disposent de structures de gestion et d'entretien des bornes fontaines contre 2,4% qui n'en disposent pas. Il importe cependant de remarquer l'existence d'une proportion relativement élevée de réponses manquantes qui concernent 35,4% de communes.

Le mode d'approvisionnement de la population en eau est diversifié. Les plus importants sont constitués par la borne fontaine pour 25,6% des communes, la source pour 21,9%, les rivières et fleuve pour 18,3% d'entre elles, le forage manuel pour 15,9%. L'eau courante et le puits se rencontrent respectivement dans 8,5% et 9,8% des communes de la Région.

Tableau 75: Eau/Données opérationnelles

Fournisseurs d'eau courante	Proportion de
JIRAMA uniquement	1.2%
JIRAMA et autres fournisseurs	4.9%
Fournisseurs autres que JIRAMA	53.7%
Pas de fournisseurs	40.2%

	Total	100.0%
Zone couverte par le réseau		
	toute la commune	54,9%
	une partie de la commune	45,1%
	Total	100.0%
Nombre d'heures par jour de distribution d'eau		
	24 heures/24 heures	15,9%
	12 heures à 23 heures	4,9%
	moins de 12h/j	34,1%
	manquant	45,1%
	Total	100.0%
Existence de bornes fontaines dans la commune		
	JIRAMA uniquement	1,2%
	JIRAMA et autres fournisseurs	4,9%
	Fournisseurs autres que JIRAMA	56,1%
	Inexistant	37,8%
	Total	100.0%
Structure de gestion et d'entretien de bornes		
	Existence	62,2%
	Non	2,4%
	Manquant	35,37%
	Total	100,0%
Mode d'approvisionnement en eau de la population		
	Eau courante	9,8%
	Borne fontaine	25,6%
	Source	21,9%
	Puits	8,5%
	Forage manuel	15,9%
	Rivière, fleuve	18,3%

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2008

7.3. Secteur primaire

Les principales activités comprennent l'agriculture, l'élevage, la pêche et la pisciculture.

7.3.1. Agriculture

✓ Surface cultivable/surface cultivée

La Région Matsiatra Ambony dispose d'un potentiel agricole mesurée par la disposition d'une surface cultivable de 503 905 ha répartie entre les sept districts

Ambalavao (111 822 ha), Ambohimahaso (126 700 ha), Fianarantsoa I (1.154 ha), Isandra (19 228 ha), Lalangina (89 128 ha) et Vohibato (40 425 ha). La superficie cultivée est très disparate dans la Région avec des districts comme Isandra et Vohibato ayant une superficie cultivée représentant 60,6% et 55,8% des surfaces cultivables et des districts comme Ambalavao et Ambohimahaso où la potentialité agricole reste peu exploitée avec une surface cultivée représentant seulement 9,8% et 14,4% de la surface cultivable.

Par rapport à la situation au niveau national, la région de Matsiatra Ambony représente 4,9% des surfaces cultivables totales et 2,1% des surfaces cultivées. Le rapport surface cultivée/ cultivable fait ressortir une proportion cultivée relativement faible au niveau de la région, seulement 22% contre une moyenne nationale de 51,7%.

Tableau 76: Surface cultivable/ cultivée

District	Surface cultivable (ha)	Surface cultivée (ha)	Surface cultivée /cultivable
Ambalavao	111 822	10 971	9,8%
Ambohimahaso	126 700	18 199	14,4%
Fianarantsoa I	1 154	500	43,3%
Ikalamavony	115 448	24 833	21,5%
Isandra	19 228	11 644	60,6%
Lalangina	89 128	22 378	25,1%
Vohibato	40 425	22 546	55,8%
Total de la région	503 905	111 071	22,0%
MADAGASCAR	10.140.964	5.245.237	51,7%

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

✓ *Méthodes et techniques de cultures utilisées*

Généralement, sur les hauts plateaux presque toute la totalité des vallées sont exploitées et les pentes présentant des possibilités d'irrigation sont occupées par les rizières en étage. Les autres cultures vivrières (manioc, patate douce, haricot, maïs,..) destinées surtout à l'autoconsommation sont très pratiquées avec des techniques adéquates.

Par ailleurs, on peut remarquer l'affluence des cultures maraîchères et fruitières (agrumes surtout) et la vitiviniculture.

La partie orientale de la Région est destinée aux cultures de rente comme le café arabica. Dans le Sud, le tabac est plus prospère. Par contre dans le moyen Ouest, la plantation de manioc, arachide, et maïs sont abondants, à part la riziculture

Les méthodes de production restent toutefois traditionnelles si bien que le nombre de paysans qui pratiquent la méthode culturale améliorée ou qui utilisent la fumure

organique est encore relativement faible, avec un effectif avoisinant les 43 932 paysans, tandis que ceux qui utilisent de la fumure minérale est de 33 285. Ce sont les Districts d'Ambalavao, d'Ambohimahaso, de Lalangina et de Vohibato qui recensent le plus de paysans qui pratiquent une méthode culturale améliorée (plus de 10 000 paysans).

Tableau 77: Méthode culturales/engrais utilisés

District	Nombre de paysans pratiquant une méthode culturale améliorée	Nombre de paysans utilisant de la fumure organique	Nombre de paysans utilisant la fumure minérale
Ambalavao	8 786	8 786	4 465
Ambohimahaso	11 290	11 290	10 970
Fianarantsoa I	139	139	50
Ikalamavony	240	240	55
Isandra	370	370	245
Lalangina	12 127	12 127	7 850
Vohibato	10 980	10 980	9 650
Total de la Région	43 932	43 932	33 285

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

En ce qui concerne les techniques agricoles utilisées, la majeure partie des paysans de la Région a déclaré utiliser la technique traditionnelle (5 districts sur 7). Seuls les districts de Fianarantsoa I et d'Ambohimahaso utilisent déjà la technique semi-mécanisée. L'usage des techniques mécanisées reste encore au stade d'essai, et n'est pas encore développé dans les 7 districts que compte la Région.

Tableau 78: Classement des types de techniques utilisés selon leur importance

	La plus utilisée	Deuxième technique utilisée	La moins utilisée
Fianarantsoa I	Semi-mécanisée	Traditionnelle	Mécanisée
Ambalavao	Traditionnelle	Semi-mécanisée	Mécanisée
Ambohimahaso	Semi-mécanisée	Traditionnelle	Mécanisée
Ikalamavony	Traditionnelle	Semi-mécanisée	Mécanisée
Vohibato	Traditionnelle	Semi-	Mécanisée

		mécanisée	
Isandra	Traditionnelle	Semi-mécanisée	Mécanisée
Lalangina	Traditionnelle	Semi-mécanisée	Mécanisée
Ensemble Matsiatra Ambony	Traditionnelle	Semi-mécanisée	Mécanisée

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2008

✓ *Les cultures pratiquées à des fins commerciales*

La région de Matsiatra Ambony produit une variété de spéculations. On y cultive essentiellement à des fins commerciales les céréales (95,1% des communes), les légumes et légumineuses (70,7% des communes chacun), les racines et tubercules (68,3% des communes), les fruits (45,1% des communes). Les cultures industrielles et les épices y sont pratiqués également mais dans une proportion relativement modeste par rapport aux autres produits, eu égard aux proportions de communes qui les produisent (respectivement de 31,7% et 18,3%).

Tableau 79: Cultures pratiquées à des fins commerciales

Unité : Pourcentage de communes

District	Céréales	Racine et tubercules	Légumineuses	Légumes	Cultures industrielles	Epices	Fruits	Autres
Ambalavao	100,0	35,3	58,8	47,1	23,5	0,0	11,8	11,8
Ambohimahaso	100,0	100,0	100,0	100,0	27,78	61,11	83,33	0,0
a								
Fianarantsoa I	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0
Ikalamavony	100,0	50,0	0,0	25,0	25,0	0,0	0,0	0,0
Isandra	100,0	100,0	90,9	90,9	54,5	36,4	45,5	63,6
Lalangina	100,0	100,0	100,0	100,0	30,8	0,0	100,0	0,0
Vohibato	71,4	21,4	42,9	42,9	28,6	0,0	14,3	0,0
Total	95,1	68,3	70,7	70,7	31,7	18,3	45,1	11,0

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

7.3. 2. Elevage

Zone à vocation agropastorale par excellence vu ses conditions climatiques propices à des activités agricoles diversifiées, la Région Matsiatra Ambony est favorable à toutes les spéculations en matières d'élevage.

✓ *Le cheptel*

La région peut être répartie en deux zones géographiques suivant son importance :

- Moyen Ouest : essentiellement pour un élevage extensif et promotion de bovins (grande étendue de pâturage naturel)
- Les hautes terres traversées par la RN 7 : importance de l'élevage à cycle court (porcin, caprin, volailles,..) et de développement de l'élevage laitier.

De part le nombre de cheptel au niveau de la Région, l'élevage de volaille tient le premier rang suivi par celui des zébus, des porcs, des caprins et des ovidés.

Pour ce qui est de l'élevage bovin, ce sont les districts d'Ambalavao et d'Ikalamavony qui sont les principaux éleveurs avec plus de 30% du nombre de zébus du total de la Région, avec un ratio moyen de 4 têtes de zébu par éleveurs pour les 6 districts contre 5,6 têtes de zébu par éleveurs pour le district de Vohibato.

Tableau 80: Part des cheptels porcin, ovin, caprin, volaille et bovin par district

	Bovin	Porcin	Ovin	Caprin	Volaille	Nombre d'éleveurs bovins	Cheptel bovin/éleveur
Ambalavao	34,1%	15,4%	29,0%	7,1%	23,9%	24771	4,0
Ambohimahaso	8,9%	23,3%	22,2%	9,3%	28,1%	6445	4,0
Fianarantsoa I	1,7%	7,1%	0,0%	0,0%	9,6%	1250	4,0
Ikalamavony	33,1%	18,6%	23,5%	75,4%	5,1%	24000	4,0
Isandra	6,7%	6,6%	19,1%	6,1%	10,9%	4854	4,0
Lalangina	5,9%	11,5%	3,1%	1,0%	10,5%	4305	4,0
Vohibato	9,5%	17,5%	3,2%	1,0%	12,0%	4913	5,6
Total Région	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	70538	4,1
% Madagascar	4,6%	9,7%	8,8%	1,3%	2,2%		

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

✓ *Disponibilité des services aux agriculteurs et aux éleveurs*

Les sept (07) districts de la Région Matsiatra Ambony sont pourvus de structures d'appui, en l'occurrence de cabinets vétérinaires pour l'élevage, tandis que seul le district de Fianarantsoa I dispose de dépôts de vente d'engrais et de semence pour l'agriculture.

7.3.3. Pêche et pisciculture

La population de la Région pratique des activités de pêche comprenant la pêche en eau douce, la rizipisciculture, la pisciculture et l'aquaculture. Parmi ces activités, l'aquaculture est de loin l'activité la plus pratiquée et se rencontre dans toutes les communes de la Région. La pêche en eau douce vient au second rang et se pratique dans 69,5% des communes suivie par la rizi pisciculture et la pisciculture respectivement avec 65,8% et 54,9%.

Tableau 81: Proportion des communes pratiquant pêche, rizipisciculture et pisciculture
Unité : % de communes

District	Pêche en eau douce	Rizipisciculture	Pisciculture	Aquaculture
Ambalavao	5,9	35,3	5,9	100,0
Ambohimahasoa	100,0	50,0	33,3	100,0
Fianarantsoa I	100,0	100,0	100,0	100,0
Ikalamavony	25,0	0,0	0,0	100,0
Isandra	72,7	100,0	90,9	100,0
Lalangina	100,0	100,0	100,0	100,0
Vohibato	100,0	100,0	100,0	100,0
Total Région	69,5	65,9	54,9	100,0

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

Par district, trois se distinguent par l'importance prise par les quatre activités au niveau de leurs communes respectives à savoir Fianarantsoa I, Lalangina et Vohibato. En effet, les données de l'enquête CREAM 2009 montrent que toutes les communes de ces districts pratiquent les quatre activités de pêche au contraire de celles d'Ambalavao ou d'Ikalamavony où l'aquaculture semble dominer les trois autres activités.

7.4. Secteur secondaire

7.4.1. Les activités de transformation

Les activités du secteur secondaire au niveau de la Région sont surtout constituées par la transformation des produits de culture, du bois, des produits miniers et par des travaux métalliques.

L'Enquête Monographique de 2009 a permis de dénombrer 85 unités de menuiserie, scierie à Matsiatra Ambony. Cela représente une moyenne de 1 unité par commune. La moitié de ces ateliers se trouve à Fianarantsoa I. Ils forment 8,9 % de toutes les menuiseries et scieries de Madagascar.

Les unités de décortiquerie occupent la deuxième position dans les activités de transformation de la Région avec 67 unités, et se concentrent surtout dans les districts de Fianarantsoa I (29 unités) et d'Ambohimahasoa (13 unités). 6% des ateliers de décortiquerie de Madagascar se trouvent dans la région.

Tableau 82: Les activités de transformation

Unités : nombre

d'unités

	Décortiquerie	Boisson	Transformation de produits	Menuiserie, scierie	Transformations de bois, fibres,	Textile, confection	Lapidaire, bijouterie	Travaux métalliques	Autres
Ambalavao	7	5	1	1	0	0	0	0	5
Ambohimahasoa	13	2	1	2	0	0	0	0	0
Fianarantsoa I	29	6	15	78	8	2	21	10	46
Ikalavony	4	0	0	0	0	0	0	0	0
Isandra	4	0	2	0	0	0	0	0	0
Lalangina	9	1	2	4	0	0	0	0	7
Vohibato	1	3	0	0	0	0	0	0	1
Total Matsiatra Ambony	67	17	21	85	8	2	21	10	59
Part dans le total national	6.1 %	3.9 %	5.6 %	8.9 %	1.3 %	0.1 %	3.0 %	2.5 %	0.8 %

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

Les autres branches du secteur secondaire telles que la « Transformation de produits agricoles », « la lapidairerie, la bijouterie » et la « Boisson » représentent chacune entre 6% et 7% du total des activités de transformation de la Région. Notons qu'il s'agit seulement des effectifs des unités de production. Ces informations ne contiennent pas les tailles de ces unités en termes d'effectifs des employés, des chiffres d'affaires et des valeurs ajoutées. Ces dernières ne peuvent être obtenues de manière fiable qu'à l'aide d'une "enquête entreprise".

Pour ce qui est de la « transformation du bois », les « travaux métalliques » et le « textile et confection », ces activités se concentrent surtout dans le district de Fianarantsoa I, et sont au nombre de 8, 10 et de unités.

7.4.2. Création d'entreprises

En 2008, 466 entreprises et 11 sociétés ont été créées à Matsiatra Ambony. Il s'agit des entreprises formelles au sens de la possession d'un numéro statistique (NS) et d'un numéro d'identification fiscale (NIF). 76% des entreprises et 90% des sociétés nouvellement créées sont localisées à Fianarantsoa I. Il est à noter que le district d'Ambalavao arrive en deuxième place en termes de création d'entreprise dans la région avec 44 entreprises créés. Au niveau national, Matsiatra Ambony abrite respectivement 2,8% et 1,9% des entreprises et sociétés qui ont débutée leur existence formelle en 2008

Tableau 83 Nombres d'entreprises individuelles et de sociétés nouvellement créées en 2008

Unités: Effectif et % pour la dernière ligne

	Entreprises créées en 2008	Sociétés créées en 2008
Ambalavao	44	0
Ambohimahasoa	28	0
Fianarantsoa I	354	10
Ikalamavony	6	0
Isandra	4	0
Lalangina	24	1
Vohibato	6	0

Total Matsiatra Ambony	466	11
Part dans le total national	2.8%	1.9%

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

7.4.3. Activité minière

La notion de communes « minières » se réfère ici aux communes qui font de l'exploitation minière. L'activité minière est relativement importante dans quatre districts de la Région. Les données de l'enquête CREAM 2009 font ressortir qu'à Ikalamavony, 62,5% des communes exercent une activité minière, 57,1% à Vohibato, 50% à Ambohimahasoà et 35,3% à Ambalavao. Du côté des exploitants miniers, des chiffres ont été obtenus pour le district d'Ambohimahasoà, d'Ikalamavony et de Vohibato.

Tableau 40 : Communes « minières », nombre d'exploitants et types de pierres et métaux exploités

	Pourcentage de communes « minières »	Nombre d'exploitants miniers	Types de pierres et métaux
Ambalavao	35,3	-	Béryl -Pierres précieuses
Ambohimahasoà	50,0	12	Béryl - Cristal
Fianarantsoa I	-	-	Béryl
Ikalamavony	62,5	1	Béryl - Cristal
Isandra	-	-	Béryl
Lalangina	-	-	Béryl
Vohibato	57,1	13	Béryl - Chorion - Corindon tourmaline Crysoberi - Or
Total	34,2		

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

7.5. Secteur tertiaire

7.5.1. Commerce

Les échanges commerciaux figurent parmi les activités économiques dominantes de la Région. En effet, comme il a été mentionné ci-haut, dans la majorité des communes les produits de l'agriculture sont essentiellement destinés à être vendus

sur le marché. En témoignent l'existence d'infrastructures de commercialisation au niveau des communes et le nombre de jours de marché par semaine.

✓ *Infrastructures de commercialisation*

Au total, 74,4% des communes disposent de places de marché et 63,4% sur un lieu aménagé à cet effet. L'éloignement pourrait toutefois constituer un obstacle au développement des échanges étant donné que pour se rendre au marché le plus proche, il faudrait parcourir plus de 6 km dans 40,2% (26,8% + 13,4%) des communes. Le trajet se fait généralement à pied dans 91,5 % des communes de la Région et en voiture pour une petite proportion d'entre elles (8,5%).

Le nombre total de jours de marché s'élève à 71 jours par semaine pour les 82 communes de la Région, mettant en exergue l'absence de places de marché dans certaines communes (voir en annexe).

Tableau 85: Infrastructures de commercialisation

Existence d'un marché	Proportion de communes
Oui	74,4%
Non	25,6%
Total	100,0%
Marché sur un lieu aménagé	
Oui	63,4%
Non	25,6%
Manquant	11,0%
Total	100,0%
Distance du marché le plus proche	
Moins de 1km	54,9%
1 à 5 km	4,9%
6 à 10 km	26,8%
11 km et plus	13,4%
Total	100,0%
Moyens utilisés pour aller au marché	
A pied	91,5%
En voiture	8,5%
Total	100,0%
Nombre cumulé de jours de marché dans la commune	
	Jours par semaine
Ambalavao	19
Ambohimahasoa	14
Fianarantsoa I	2
Ikalamavony	10
Isandra	7
Lalanaina	7
Vohibato	71

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

✓ *Collecte de produits agricoles*

La vente de produits agricoles peut se faire directement sur le marché entre producteur et acheteur. Elle peut également transiter par des intermédiaires en l'occurrence des collecteurs qui font profession d'achats et de revente. Les statistiques de l'enquête du CREAM en 2009 font ressortir l'importance de ce type de circuit de commercialisation dans la Région. En effet, on a dénombré 151

collecteurs de produits agricoles exerçant dans la Région. Ils représentent 3,2% de l'ensemble des collecteurs recensés à Madagascar, dont plus de 60% d'entre eux exercent leurs activités dans le district de Fianarantsoa I.

Tableau 86: Collecte de produits agricoles

	Nombres de Collecteurs de produits agricoles
Ambalavao	24
Ambohimahasoa	7
Fianarantsoa I	102
Ikalamavony	5
Isandra	1
Lalangina	7
Vohibato	5
Total Matsiatra Ambony	151
Part dans le total national	3.2%

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

✓ *Circuit commercial du produit phare*

L'utilisation du principal produit de la Région est partagée entre la vente (51,22% des communes) et l'autoconsommation (48,78% des communes). Pour ce qui est de la vente, elle se fait à des proportions comparables à l'intérieur et à l'extérieur de la commune pour respectivement 36,59% et 30,49 % des communes. Concernant le circuit de commercialisation du principal produit de la Région, les données obtenues attribuent la première place aux intermédiaires (mpijirika) et la seconde aux collecteurs/grossistes. Réserve est toutefois faite à l'endroit de ces chiffres étant donné l'importance des réponses manquantes (32,93% des communes).

Tableau 87: Circuit commercial du produit phare

Lieu de vente du principal produit	Proportion de communes
dans la commune	36.6%
hors de la commune	30.5%
manquant	32.9%
Total	100.0%
Destination phare du principal produit	
Dans la commune	30.8%

Hors de la commune	69.2%
Utilisation du principal produit	
vente	51.2%
autoconsommation	48.8%
Total	100.0%
Circuit commercial du principal produit	
collecteur grossiste	28.0%
intermédiaire	39.0%
manquant	32.9%
Total	100.0%

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

7.5.2. Transport et communication

✓ *Transport routier*

Le transport routier assure la liaison entre les communes de la Région ainsi que de cette dernière avec les autres régions. Des lignes de transport en commun regroupées au sein de coopératives desservent une bonne partie des communes. On dénombre 40 coopératives de transport desservant les 7 districts de la Région dont la majorité d'entre elles exercent à Fianarantsoa I. Elles représentent 5,8% du total des coopératives dans tout Madagascar.

Tableau 88: Transport routier

District	Nombre de coopératives de transport desservant le district
Ambalavao	4
Ambohimahasoa	5
Fianarantsoa I	19
Ikalamavony	2
Isandra	3
Lalangina	3
Vohibato	4
Total Matsiatra Ambony	40
Part dans le total national	5.8%

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

✓ *Réseau de télécommunication*

La disponibilité des réseaux de téléphonie fixe et mobile réduit l'éloignement physique et permet la communication à l'intérieur de la Région ainsi qu'avec l'extérieur. La connexion au réseau de téléphonie fixe est relativement limitée au

niveau de la Région. Elle n'est disponible que dans le district de Fianarantsoa I dont toutes les communes sont raccordées. La disponibilité des réseaux de téléphonie mobile atténue le problème de communication au niveau de certains districts comme Ambalavao où 100% des communes y sont connectées, à Ambohimahaso (66,7% des communes), à Lalangina (61,5% des communes) ou à vohibato (50,0% des communes). Pour d'autres par contre, comme c'est le cas du district d'Isandra la connexion aux réseaux de téléphonie est la plus faible de la Région avec seulement 9,1% des communes connectées.

En moyenne, 13,4% des communes sont connectées au réseau fixe contre 61% connectées aux réseaux mobiles pour l'ensemble de la Région. Pour ce qui est de la connexion à internet, elle n'est effective qu'au niveau de 3 districts à savoir Fianarantsoa I (100% des communes), Lalangina (23,1% des communes) et Ambalavao (5,9% des communes).

La communication par BLU est utilisée dans 45,1% des communes de la Région.

Tableau 89: Réseaux de télécommunication

	Connexion tél fixe (% communes)	Connexion tél mobile (% communes)	Accès internet (% communes)	Cybercaf é ou télé centre (nombre communes)	Communication chef lieu commune par BLU (% communes)
Ambalavao	5,9	100,0	5,9	3	29,4
Ambohimahaso	16,7	66,7	0,0		83,3
Fianarantsoa I	100,0	100,0	100,0	12	100,0
Ikalamavony	12,5	50,0	0,0		87,5
Isandra	0,0	9,1	0,0		45,4
Lalangina	15,4	61,5	23,1		0,0
Vohibato	21,3	50,0	0,0		28,6
Total Matsiatra	13,4	61,0	6,1		45,1

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

✓ *L'accès aux médias*

L'accès à l'information est assuré par des stations de radio et de télévision à des degrés divers. La Radio nationale ainsi que des radios privées sont captées pratiquement au niveau des communes de la Région à l'exception de celles du district de Lalangina où la RNM ne peut être reçue que par 84,6% des communes.

Pour ce qui est de l'accès aux émissions télévisées, à part le district de Fianarantsoa I et de Lalangina, très peu de communes y ont accès aussi bien en ce qui concerne la télévision nationale que les stations de télévision privée. En

moyenne, 20,7% des communes de toute la Région peuvent capter la TVM et seulement 2,4% une télévision privée.

Tableau 90: Accès aux médias

Unité : pourcentage de communes

Accès aux média	Accès à RNM	Accès à TVM	Accès à une radio privée	Accès à une TV privée
Ambalavao	100,0	5,88	100,0	0,0
Ambohimahasoa	100,0	16,67	100,0	0,0
Fianarantsoa I	100,0	100,0	100,0	100,0
Ikalamavony	100,0	12,5	100,0	0,0
Isandra	100,0	0,0	100,0	0,0
Lalangina	84,62	53,85	100,0	7,69
Vohibato	100,0	28,57	100,0	0,0
Total Matsiatra Ambony	97,56	20,73	100,0	2,44

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

✓ *Service postal*

Dans la Région, 20,7% des communes disposent sur leur territoire d'une agence de la Paositra Malagasy (PAOMA) et 20,7% bénéficieraient des services offerts par la PAOMA comme la poste, les colis postaux, la messagerie. En ce qui concerne les services de transfert d'argent, ceux de la caisse d'épargne ou du service privé de la poste, le pourcentage de communes qui y ont accès n'est que de 3,7% pour toute la Région.

Tableau 91: Service postal au niveau des communes

District	Agence de la PAOMA	Services postaux	Transfert d'argent	Caisse d'épargne	Service privé de poste
Ambalavao	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9
Ambohimahasoa	38,9	38,9	5,6	5,6	5,6
Fianarantsoa I	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ikalamavony	62,5	62,5	0,0	0,0	0,0
Isandra	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Lalangina	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Vohibato	21,4	21,4	0,0	0,0	0,0
Total de la Région	20,7	20,7	3,7	3,7	3,7

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

7.5.3. Tourisme et hôtellerie - Artisanat

71. Service touristique et Sites touristiques

La région Matsiatra Ambony possède un Office du Tourisme qui s'occupe de la promotion du secteur. Il vise à "doter la Région d'un potentiel considérable de croissance économique et d'emploi si les secteurs privé et public conjuguent leurs efforts"

La Région est plus ou moins riche en sites et produits touristiques. La recherche des lieux touristiques de la part de la Direction Régionale du Tourisme en collaboration avec les collectivités territoriales décentralisées et la Maison du Tourisme va renforcer ces atouts.

Il faut noter que le parc national de Ranomafana où on trouve des faunes et flores endémiques, des belles forêts, chutes, barrages électrique, source thermale et

crue se situe dans la périphérie Est de la Région du Centre-Sud. Ce sont les RN 25 et 45 qui relient cette dernière avec le parc.

La ville de Fianarantsoa est le point de départ de la découverte et de nombreuses excursions, non seulement du pays Betsileo mais aussi de la région Sud, en général. Le Province de Fianarantsoa compte également parmi les pôles touristiques les plus importants de Madagascar. La faune, la flore, la source thermale, la viticulture et l'artisanat constituent les atouts touristiques de la région.

2. Infrastructures hôtelières

Selon les statistiques obtenues durant la collecte des données monographiques de 2009, la Région Matsiatra Ambony dispose de 2 agences de voyages et abrite 25 établissements formels qui louent des chambres (hôtels, auberges, pensions de famille, chambres...). 11 d'entre eux sont ces hôtels de catégorie étoiles et 14 de catégorie ravinala.

Tableau 92: Infrastructures hôtelières/agences de voyage

District	Catégorie Etoile	Catégorie Ravinala	Agence de Voyage
Ambalavao	4	2	
Ambohimahaso	0	0	
Fianarantsoa I	6	12	2
Ikalamavony	0	0	
Isandra	0	0	
Lalangina	1	0	
Vohibato	0	0	
Total Matsiatra Ambony	11	14	2
Part dans le total national	4.3%	1.8%	0,8%

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

7.5.4. Banques et institutions financières

La couverture en termes de banques et d'institutions financières montre une grande disparité au niveau des districts de la Région. Ce sont les établissements de microcrédit qui couvrent tous les 7 districts. Le Trésor public y est représenté uniquement dans 4 districts (Ambalavao, Ambohimahaso, Fianarantsoa I, Ikalamavony) tandis que seul le district de Fianarantsoa I dispose d'agences de la CNAPS, de Compagnies d'Assurance, d'Agences de Banque, et de Caisse d'Épargne.

Tableau 413: Agences de Banques et Institutions financières au niveau district

District	Agence CNaPS	Bureau du Trésor/ perception	Compagnie d'assurances	Agence de banque	Institution micro crédit	Caisse d'épargne
Liste des Districts qui en possèdent	Fianarantsoa I	Ambalavao, Ambohimahaso, Fianarantsoa I, Ikalamavony	Fianarantsoa I	Fianarantsoa I	Ambalavao, Ambohimahaso, Fianarantsoa I, Ikalamavony, Isandra, Lalangina, Vohibato	Fianarantsoa I
Pourcentage de Districts qui en possèdent	14.3%	57.1%	14.3%	14.3%	100.0%	14.3%

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

7.5.5. Autres services

D'autres services dont de proximité sont disponibles dans quelques communes. Des stations d'essence existent dans 4,9% des communes, des ateliers de vulcanisation dans 12,2%, des ateliers de dépannage de voitures dans 11,0% et des ateliers de tôlerie dans 3,7%.

Tableau 94: Disponibilité des services de proximité

Existence de Station d'essence	Proportion de communes
Grandes compagnies pétrolières	4,9%
Inexistant	95,1%
Total	100,0%
Ateliers de vulcanisation	
Oui	12,2%
non	87,8%

	Total	100,0%
Ateliers de dépannage de voitures		
	oui	11,0%
	non	89,0%
	Total	100,0%
Ateliers de tôlerie de voiture		
	oui	3,7%
	non	96,3%
	Total	100,0%

Source: MEEI/CREAM/Monographie 2009

Chapitre VIII Potentialités économiques de la Région

La région de Matsiatra Ambony dispose d'atouts qui lui permettent de développer son économie et de rehausser le niveau de vie de sa population. Les activités économiques sont cependant soumises à des contraintes de divers ordres constituant de véritables défis aux actions de développement.

8.1. Les atouts

8.1.1. Potentiel hydrologique important

La Région est dotée d'important réseau hydrologique. Elle est traversée par trois grandes rivières qui forment toutes des affluents du fleuve Mangoky (la rivière Zomandao au sud de la Région, la rivière Mananantanana dans la partie centrale et la rivière Matsiatra). Ces rivières jouent un rôle important en matière de développement agricole. Par ailleurs, il importe de souligner le rôle joué par le fleuve Namorona dans la fourniture d'électricité à plusieurs villes de Fianarantsoa par le biais de l'alimentation d'une centrale hydro-électrique.

8.1.2. Potentiel en ressources minérales

La carte des indices miniers de la Région montre que cette dernière regorgerait de métaux précieux comme l'or, de ressources minérales comme la sillimanite, le béryl, le columbite, le ferbérîte, la cordiérîte, l'uranium, etc.

A titre d'exemple, l'existence de la sillimanite¹³ est signalée un peu partout dans la Région, l'or et la cordiérite dans plusieurs communes, de l'uranium existerait dans les communes d'Ikalamavony et de Vohimarina, etc. Ces ressources sont faiblement exploitées (cf. section 4 §4.3.).

8.1.3. Capital humain

La région de Matsiatra Ambony dispose d'un potentiel humain important. En termes d'effectif, la Région abrite 5,6% de la population nationale (moyenne nationale 4,5%). La taille du ménage est l'une des plus élevées au niveau national de même que la proportion de population alphabétisée qui représente 75,5% pour les individus âgés de 15 ans et plus. L'accès à l'éducation primaire mesuré par le taux brut de scolarisation de 130% est comparable à celui du niveau national. Les taux de réussite aux examens officiels sont assez élevés comparés aux chiffres obtenus au niveau national.

Le taux de vaccination des enfants de moins de 5 ans est l'un des plus élevés par rapport au niveau national. Toutefois, les incidences des maladies ou les symptômes de maladies telles que la fièvre et la diarrhée y sont plus importantes.

En termes de mouvements démographiques, la Région est une zone d'immigration pour les ethnies comme les Antaisaka, Merina, Bara, Antandroy et Sakalava. Cette diversité de la population pourrait être mise à profit pour la mise en valeur du potentiel de la Région aussi bien en termes de terres cultivables, de variétés culturelles, d'élevage que de conditions climatiques.

8.1.4. Accès à l'information

L'accès aux media se fait essentiellement par l'antenne de la Radio nationale et de quelques stations de radio privée. Des émissions télévisées peuvent être captées, bien que seules quelques communes y aient accès pour l'instant.

8.1.5. Présence d'institutions financières

Les institutions financières et de crédit, non seulement elles sécurisent les transactions financières mais facilitent aussi la monétarisation de l'économie. Les sept districts de la Région sont pourvus de structures de collecte d'épargne monétaire et/ou d'octroi de microcrédits, en l'occurrence des institutions de micro

¹³ La sillimanite existe à Ampasimainty, Betroka District, Région d'Anosy (Fort Dauphin), Province de Tuléar (Toliara) qui font partie des gisements remarquables des autres pays comme l'Algérie, le Canada, la France (Wikipédia)

crédit. Quant aux banques commerciales et à la Caisse d'épargne, chaque établissement possède une seule agence localisée à Fianarantsoa.

8.1.6. Présence de divers organismes d'appui, de programmes ou projets de développement

Le Région bénéficie de l'appui de divers organismes étatiques comme privés dont les activités couvrent plusieurs domaines tels que la nutrition, l'environnement, l'épargne et le crédit, le développement local, etc.

Une bonne coordination des activités de ces organismes avec celles des acteurs locaux et régionaux ne pourrait être que bénéfique pour l'économie et la population de la Région.

8.2. Les contraintes et défis

Un potentiel ne se transforme en richesses que lorsqu'il est exploité moyennant la mise en place de facteurs favorables. Les contraintes auxquelles doivent faire face les responsables régionaux et communaux sont de diverses origines et nécessitent que des actions ciblées soient entreprises.

8.2.1. Les infrastructures économiques gagneraient à être développées

D'après les données de l'enquête CREAM 2009, la région de Matsiatra Ambony, dispose d'un réseau routier plus ou moins développé qui permet de circuler en voiture légère toute l'année dans une bonne partie des communes (près de 65%).

Le développement du potentiel de la Région repose en grande partie sur l'amélioration du réseau routier pour favoriser le déplacement des personnes et des biens tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Région.

Du côté des autres infrastructures comme l'électricité, l'eau courante, la couverture géographique ainsi que la disponibilité des services sont limitées à quelques communes selon les informations recueillies. La même faiblesse est observée pour ce qui concerne la télécommunication et le service postal.

8.2.2. Dégradation de l'environnement

La Région doit faire face à de graves problèmes de déforestation, de feux de brousse, de problèmes liés à la biodiversité (prélèvement faune et flore, prolifération des espèces envahissantes, dégradation de la richesse paysagère, etc.), par rapport au sol et à la couverture végétale (tavy, érosion, etc.), par rapport au climat, etc.

8.2.3. Niveau d'instruction bas de la population active

La région de Matsiatra Ambony figure parmi les régions dont le niveau d'instruction de la population active est assez bas dans l'ensemble au vu des proportions de personnes qui n'ont suivi aucune formation ou qui ont suivi le cycle primaire, secondaire ou tertiaire. Si la proportion de la population ayant suivi le primaire est relativement importante, très peu ont continué jusqu'au secondaire et encore moins au niveau supérieur. Environ un tiers de la population est sans instruction.

Ceci constituerait un handicap en ce sens qu'une amélioration de la productivité par exemple par le biais d'une modernisation des techniques et méthodes de culture requiert un niveau minimum d'éducation. Comme d'autres régions, à Matsiatra Ambony les méthodes culturelles sont dominées par la méthode traditionnelle connue pour son faible rendement.

8.2.4. L'accès aux services de santé mérite d'être amélioré

L'éloignement des infrastructures sanitaires pourrait constituer un frein à l'accès aux services de santé. En effet, pour l'ensemble de la Région, les malades ainsi que leurs accompagnateurs auront à parcourir jusqu'à 10 km dans 97,56% des communes pour rejoindre la formation sanitaire la plus proche pour une durée pouvant aller jusqu'à 3 heures de temps dans 95,1% des communes. Dans 92,68% des communes le trajet se fait à pied. Par ailleurs, en matière d'accouchement par césarienne, elle se pratique uniquement dans la commune de Fianarantsoa I.

8.2.5. Pauvreté de la population et précarité des conditions de vie

Plus la pauvreté est élevée, plus le revenu est absorbé par les dépenses de consommation. La population de la Matsiatra Ambony peut être classée parmi les moyennement pauvres au regard à la possession de biens durables. Toutefois, c'est également la Région où, en comparaison avec la situation nationale, l'incidence et l'intensité de la pauvreté sont plus graves.

8.2.6. Ressources financières

Les ressources destinées au financement des investissements de la Région ont enregistré une hausse importante en 2009 puis ont baissé en 2010 suite à la politique d'austérité décrétée par le Gouvernement. Du côté de l'exécution des dépenses, le taux d'engagement a été faible en 2009 puis s'est amélioré en 2010.

Au niveau des communes, il se dégage de l'analyse des chiffres obtenus lors de l'enquête que l'équilibre entre Recettes et Dépenses ne peut être assuré même en prenant en compte les subventions de l'Etat central. En effet, les recettes collectées au niveau de l'ensemble des communes auxquelles sont ajoutées les

subventions de l'Etat n'arrivent à couvrir que 86,47% des dépenses budgétisées en 2008.

IX- VISION ET STRATEGIES REGIONALES

91. DEVISE DE LA REGION & VISION HAUTE MATSIATRA

DEVISE DE LA REGION

« *Zay soa raha atao ro mivoatsa ...* »

VISION HAUTE MATSIATRA

- Une nature protégée et valorisée ;
- Une population dynamique vivant et travaillant dans un environnement sécurisant ;
- Une région misant sur ses atouts économiques et ses valeurs socioculturelles

9.2. Stratégies générales de pilotage du développement régional :

1- Assurer le développement économique rapide par :

- L'orientation des activités agricoles de subsistance vers une économie de marché, en valorisant les Avantages comparatifs des pôles de croissance
- Le renforcement du rôle des pôles urbains et sub-urbains pour le prolongement de valeurs des produits une meilleure intégration de l'économie rurale et la mise à profit les potentiels miniers, touristiques et artisanaux pour soutenir le développement de la région
- Le développement du secteur privé
- La promotion des filières porteuse régionales
- L'assurance d'un mécanisme de financement en faveur d'une politique d'équipements et l'investissements équitables des communes

2- Assurer un développement durable par :

- Le développement des ressources humaines et la sécurisation sociale pour tous
- Le développement du capital humain, l'intégration de la culture d'excellence, l'adéquation de la formation professionnelle au besoin du développement
- La promotion de l'accès de la population à l'eau, hygiène et assainissement
- La pérennisation des infrastructures socio économiques de base et des organisations professionnelles d'appui au développement

- La valorisation et exploitation durable des ressources, et la réduction de la pression sur les ressources naturelles, des stratégies pour faire face au changement climatique
- La création des environnements favorables pour les investisseurs en particuliers les PME/PMI locales. Les femmes entrepreneurs obtiendront des encouragements pour une meilleure compétitivité et productivité

3- Instaurer la bonne gouvernance et renforcer l'Etat de Droit par :

- la réconciliation nationale
- La redevabilité sociale
- Le renforcement des systèmes judiciaires et sécuritaires à tous les niveaux pour lutter contre la corruption
- Le renforcement de la capacité des institutions déconcentrées et l'amélioration de leur fonctionnement
- L'effectivité de la décentralisation
- L'instauration de l'ordre public

4- • Créer un environnement socio culturel favorable pour le développement humain par :

- Le respect des droits humains surtout les femmes et les groupes vulnérables
-

X. STRATEGIES OPERATIONNELLES AU NIVEAU DES FILIERES

X.1.Secteur stratégique : Filière RIZ

DIAGNOSTIC STRATEGIQUE DE LA FILIERE AU NIVEAU REGIONAL :

Forces

- Disponibilité de surface cultivable/aménageable dans l'Ouest et des mains d'oeuvres qualifiés à l'Est
- Centre semencier : Nasandratrony, Anosy

Faiblesses

- L'offre locale en semences améliorées est insuffisante en terme de quantité
- Faiblesse du rendement rizicole liée à la non maîtrise de l'eau
- inondation et ensablement des bas-fonds
- mauvaise gestion des périmètres irrigués dans la partie centrale de la Région
- le manque d'infrastructure de stockage
- Faible adoption de techniques de production et de gestion appropriées : pratiques de techniques de production peu performantes, matériel de production rudimentaire.
- Capacité de gestion de l'exploitation et des ressources insuffisantes dues à l'insuffisance de l'assistance technique dans le moyen Ouest
- Accès limité au financement

STRATEGIE OPERATIONNELLE

Objectif

Augmenter la production rizicole pour assurer la sécurité alimentaire et avoir une production excédentaire.

Indicateurs

- Réduction de la période de soudure, à trois mois, pour 70% des communes
- Accroissement du volume de production
- Augmentation d'adoption de semences améliorées

Stratégies

- *Accroissement de la valeur ajoutée de la filière par la promotion du riz pluvial et de riz pour exportation*
- *Professionnalisation des producteurs à travers le renforcement de la capacité*
- *Réduction des risques d'inondation et ensablement des basins versant*

- *Extension de la superficie cultivée par l'exploitation des ressources dans l'Ouest de la région, amélioration de la productivité de la culture dans la partie centrale et Est de la région*
- *Vulgarisation des semences améliorées*
- *Création d'environnement favorable pour les femmes et les groupes vulnérables : AGR, accès aux microfinances*

Ligne d'actions

- Entretien, réhabiliter, aménager les périmètres irrigués et les bassins versants
- Mise à jour des bases de données : bassins hydroagricoles , surfaces aménageables productions et productivité , variétés de cultures au niveau de la région
- Réhabilitation des infrastructures hydroagricoles
- Aménagement de nouveau périmètre irrigué
- Mettre en place des dispositifs d'approvisionnement des producteurs en facteurs de production

(semence, engrais, kubota, charrue, herse....)

- Approvisionnement en engrais des producteurs
- Equipement des producteurs
- Accroître la disponibilité de fertilisant organique
- Renforcer les systèmes de financement du secteur
 - Développer des partenariats pour financer la riziculture
 - Développer des partenariats pour financer le stockage de riz
- Renforcer l'intensification de la production rizicole
 - Produire et diffuser des semences certifiées
 - Vulgariser le SRI/SRA
 - Relancer de la mécanisation agricole
 - Relancer les mécanismes de financement accessibles par les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables
- Renforcer la gestion post récolte des produits
 - Mettre en place des systèmes SILO et GCV
 - Implanter de rizerie/décortiquerie au niveau des communes
 - Améliorer le traitement post récolte de riz
 - Garantir la qualité sanitaire de riz de consommation
- Renforcer la structuration et la professionnalisation des producteurs
- Intensifier la recherche appliquée sur le secteur

Eléments pour la mise en oeuvre

Opportunités

- Produit à très forte potentialité de croissance rapide

Région :

- Des ressources en eau considérables
 - La riziculture occupe la moitié des surfaces cultivées dans la zone de Fianarantsoa.
 - Haute Matsiatra occupe la première place en matière de superficies cultivées dans la Province de Fianarantsoa : 114.715ha en 1999 soit 49,6% de la surface totale cultivée dans le faritany.
 - Démarrage des « Sous projets riz » appuyés par le PSDR et ses partenaires stratégiques
 - Marchés largement ouverts pour le ravitaillement des zones internes déficitaires et des autres régions (Vatovavy Fitovinany, Atsimo Atsinana, Atsimo Andrefana, Anosy)
 - Projet d'intervention de BAMEX axé sur l'amélioration de l'approvisionnement, la distribution et le financement
 - Existence de variétés adaptées (FOFIFA) aux conditions agro écologiques de culture et aux exigences des marchés
 - Existence du groupement semencier à Nasandratrony et CMS à Fianarantsoa
- Présence des projets/programmes : AROPA, PROSPERER, PURSAPS ORN, etc...

Hautes terres :

- L'aménagement des rizières en gradins caractérise le pays du Betsileo.
- Présence de plusieurs d'aménagements hydro agricoles (anciens et nouveaux)

Moyen Ouest :

- Terres cultivables très vastes et fertiles à l'ouest

Menaces et Risques :

- Faible adoption de techniques intensives de production : problèmes d'accès aux facteurs d'intensification (maîtrise de l'eau, semences améliorées, engrais, crédit, marchés)
- Difficultés des riziculteurs à bien gérer leur produit : stockage pour la consommation et valorisation pour les ventes
- Absence de structure d'encadrement de proximité depuis la mise en veilleuse des activités des services publics de la vulgarisation

Hautes terres :

- Saturation de l'occupation des bas fonds et des gradins rizicoles sur les hautes terres

- Abondance des ménages en situation difficile d'insécurité alimentaire et tombés dans un cercle vicieux du sous développement

- Utilisation abusive d'engrais minéraux

Moyen Ouest :

- Extension des surfaces cultivées limitée par la non maîtrise de l'eau et l'insuffisance de la main d'œuvre

- - Alternative en riziculture pluviale non exploitée

Les actions prioritaires

1. Maîtrise de l'eau et de la technique de production

2. Approvisionnement en intrants et semences

3. Gestion de la production: silos communaux, GCV.....

Partenaires pour la mise en œuvre.

- Le GPS de Nasandratrony, en partenariat avec le CMS d'Anosy pour la production et l'approvisionnement en semences améliorées des producteurs

X.2 Secteur stratégique: la filière VITIVINICOLE

DIAGNOSTIC STRATEGIQUE

Forces

- Des sociétés productrices de vin dans la région

Conditions agro écologiques favorables à la viticulture

- Vaste terre cultivable

- Vulticulteurs organisés : des nouvelles gammes de produits de qualité en émergence

- Redressement significatif de la Société Lazan'i Betsileo suite au partenariat avec la région Bourgogne

- Les manifestations économiques telles que le festival du vin contribuent à la promotion de la filière

Faiblesses

- rendement et qualité affecté par le changement climatique

- Insuffisance de l'encadrement

- Cherté des intrants (engrais, produits phytosanitaires, bouteilles...)

- Environnement juridique peu incitatif pour l'investissement

STRATEGIE OPERATIONNELLE

Objectif

Augmenter la production de raisin et de vin.

Indicateurs

- Evolution de la production de raisin et de vin
- Augmentation de la superficie de vignoble
- Augmentation de vente sur le marché national et extérieur

Stratégies

- *Booster les sociétés existantes par l'organisation et la professionnalisation des producteurs et la relation entre producteur et transformateur.*
- *Promotion de la compétitivité par l'augmentation de la productivité de raisin et de vin en adoptant l'approche qualité, amélioration des conditions cadres (législation, taxe, politique de gestion des entreprises) afin d'acquérir un label permettant de rehausser la renommée du vin de la région.*
- *Renforcer le lobbying pour améliorer les conditions cadre de développement de la filière (dépolitisation, taxation, législation)*

Ligne d'actions

- Renforcer le dispositif d'approvisionnement des producteurs en facteurs de production
- Contribuer à un meilleur accès des paysans aux intrants et matériels agricoles
- Intensifier la recherche et diffusion des produits phytosanitaires biologiques de substitution.
 - Normalisation de la filière
- Soutenir le renforcement et accompagnement techniques des viticulteurs
- Plaidoyer pour l'élaboration d'une norme nationale sur le vin impliquant les acteurs.
- Appuyer les départements concernés dans le contrôle de qualité et de légalité.
- Développer des partenariats pour la diffusion des informations sur le marché, les normes de qualité et la législation

Eléments pour la mise en oeuvre

Opportunités

- Demande nationale loin d'être satisfaite.
- Une culture spécifique qui fait la renommée de la région.

Menaces et Risques

- Concurrence des produits importés en provenance d'Afrique du sud et d'Europe, et les produits locaux tels que le vin de palme, le vin de canne et le vin de miel.
- Concurrence des produits synthétiques

- Système de taxation actuelle pénalisant les viticulteurs : les taxes sont trop élevées.
 - Disponibilité limitée et cherté des intrants à tous les niveaux de production (engrais, produits phyto sanitaires, bouteilles...)
 - Importance du secteur informel qui offre des produits de moindre qualité, mais nettement moins cher.
 - Accessibilité limitée des zones de production au moment de la vendange
 - L'insécurité constitue un frein de développement à la production de vin.
- Importation de vin par les grandes surfaces.

Les actions prioritaires

1. Réforme de la législation
2. Augmentation de la production de raisin et de vin
3. Acquisition d'un label permettant de rehausser la renommée de la région
4. développement du Partenariat
5. Encourager les dynamiques locales

X.3. Secteur stratégique: filière CAFE ARABICA

DIAGNOSTIC STRATEGIQUE DE LA FILIERE AU NIVEAU REGIONAL

Forces

- Le test de qualité que le CCS (Corridor Coffee and Spices) a effectué en 2004, a montré que l'arabica d'Isandra est parmi le numéro un mondial.
- Demande en café sans caféine
- Marché non saturé
- Existence de pépinières

Faiblesses

- Vieillesse de la plantation
- Insuffisance de plant de café
- Faible productivité des pieds de café
- Une exploitation à majorité de petite taille, peu ou mal entretenue
- Normalisation pour la compétitivité sur le plan international.

STRATEGIE OPERATIONNELLE

Objectif

Augmenter la productivité de la culture de café Arabica de qualité et la contribution du secteur au revenu des acteurs.

Indicateurs

- Volume exporté
- Volume de production respectant la qualité

Stratégies

- Augmentation de la productivité respectant les normes de qualité requises.
- Meilleurs accès du café de la région sur le marché national et international

Développement des infrastructures productives et d'exploitation

- Développement d'exploitation à grande échelle par une mesure incitative de sécurisation foncière

Ligne d'actions

- Renouveler la plantation et faire des extensions
- Mise en place de centre de production de plants de qualité
- Renforcement de l'encadrement technique, organisationnel et de gestion des producteurs de café
- Dotation en intrants et matérielles agricoles
 - Structurer et professionnaliser les acteurs de la filière
- Vulgarisation des cahiers de charges
- Renforcement de capacité
- Développement de label « produits de terroir »
 - Mettre en place des dispositifs de collecte, de stockage et de transformation
- Mettre en place des unités de traitements post récolte, de transformation

Eléments pour la mise en oeuvre

Opportunités

- Perspective de marché à l'extérieur pour le café Arabica haut de gamme (marché gourmet)
- Le CNCC, qui regroupe les représentants des exportateurs et des conditionneurs stockeurs est présent dans la région de Haute Matsiatra à travers le CCS. Ce comité a entre autres missions la promotion de café à Madagascar, l'information des producteurs sur les prix d'achat de café, et l'accord d'autorisation d'exportation
- Possibilité du café malgache à trouver un marché niche auprès des manufacturiers de speciality coffees et de café gourmets

Menaces et Risques

- Instabilité du cours mondial de café
- Forte fluctuation de prix, démotivant les producteurs.
- Exploitation de petite taille, peu ou mal entretenue
- Absence de contrôle de qualité
- Pas de recherche nationale (FOFIFA) dans ce segment de marché (la recherche FOFIFA travaille sur le café sans caféine)

Les actions prioritaires

1. Production de plant de caféier de qualité
2. Amélioration de production et transformation
3. Normalisation et vulgarisation des pépinières
4. Structuration des producteurs
5. Développement du partenariat

X.4. Secteur stratégique: filière TABAC

DIAGNOSTIC STRATEGIQUE DE LA FILIERE AU NIVEAU REGIONAL

Forces

- ☺ Conditions agro écologiques favorables pour la production de tabac corsé.
- ☺ Fortes maîtrise de la technique de production par les planteurs
- ☺ Filière très réglementée par l'Etat à travers l'OFMATA

Faiblesses

- ☹ Textes obsolètes ne répondant plus à la réalité et au besoin pour le développement de la filière
- ☹ Filière sujette à de nombreuses fraudes et des circuits de commercialisation parallèles et illégaux
- ☹ Monopole de l'OFMATA, prix non intéressant pour les producteurs d'où règne de marché noir

STRATEGIE OPERATIONNELLE

Objectif

Augmenter la productivité de la filière tabac et la retombée du secteur sur l'économie régionale.

Indicateurs

- Augmentation du volume commercialisé dans le circuit réglementaire
- Augmentation de la superficie cultivée

Stratégies

Développement de lobbying pour assurer la retombée de la filière sur l'économie régionale et l'ouverture au privée

- Amélioration des conditions cadre de développement de la filière afin d'assainir la filière tabac
- Renforcement de la compétitivité en rehaussant la productivité du secteur par l'adoption de variété noble et de qualité, l'extension de la surface cultivée, développement des infrastructures production et d'exploitation tout en professionnalisant les acteurs de la filière.

Ligne d'actions

- Renforcer l'intensification de la culture tabacole
- Doter les producteurs en facteurs de production (matériels, semence, motopompe, produits de traitement..)
- Consolider les systèmes d'irrigation
- Vulgariser le tabac noble
 - Structurer et professionnaliser des planteurs
- Renforcer l'encadrement technique et organisationnel des planteurs
 - Développer l'aval de la filière tabac
- Assainir le marché parallèle
- Diffuser et vulgariser les textes réglementaires sur le tabac
- Mettre en place une usine de transformation locale de tabac, centre de collecte et stockage

Eléments pour la mise en oeuvre

Opportunités

- Filière porteuse pour la caisse de l'Etat
- Marchés organisés et revenus assurés pour les planteurs

Menaces et Risques

- Monopole de la filière par l'OFMATA.
- Compétitivité du tabac corsé de la Région par rapport à des variétés nobles d'autres zones de production
- Forte concurrence du marché parallèle.
- Conflits éternels entre OFMATA et les planteurs en matière de norme/qualité et de mode de paiements

Les actions prioritaires

1. Développement de l'aval de la filière : réactualisation des textes, et amélioration du système officiel de commercialisation.

2. Structuration et professionnalisation des producteurs.
3. Renforcement de l'intensification de la production
4. Réorganisation de la filière (tarif, texte,)
4. Développement du partenariat
5. Renforcement de l'encadrement technique des producteurs, l'augmentation de la superficie cultivée et de la productivité.

X.5. Filières Pomme de terre

Forces et Opportunités

- Climat favorable
- Des groupements producteurs de semences à Andranovorivato, Anjomà Ambalavao
- - Existence de marchés potentiels et/ou réels non encore couverts : des demandes locales et inter régionales non satisfaites
- - Existence de groupement d'acteurs déjà structurés

X.6. Secteur stratégique : filières des HUILES ESSENTIELLES

DIAGNOSTIC STRATEGIQUE DE LA FILIERE AU NIVEAU REGIONAL

Forces

- Conditions climatique et géographique favorables à la culture des plantes à huiles essentielles.
- Diversité de plantes naturelles, cultivées et/ou encore à l'état sauvage
- Filière structurée

Faiblesses

- La maîtrise technique de la plantation est encore très limitée.
Risque de disparition de certaines variétés suite à des exploitations sauvages
- Le développement de la plantation est encore faible
- Exploitation de la filière mal organisée

STRATEGIE OPERATIONNELLE

Objectif

Accroître la production d'huiles essentielles respectant les normes de qualité.

Indicateurs

- Augmentation de la superficie cultivée, et de la production d'huiles essentielles.
- Evolution du nombre d'acteurs de la filière.

Stratégie

- Extension et amélioration de la production pour des produits de quantité et de qualité
- Assurance de la qualité de la transformation locale
- Renforcement de la capacité des pépinières d'entreprise
- Création d'emploi productif en milieu rural par le biais de la filière

Ligne d'actions

- Définir la spécialisation des zones productrices
- Mettre en place un centre de multiplication des plants (pépinières)
- Soutenir la production à grande échelle de plantes aromatiques
- Mettre en place un système de formation professionnalisant sur la filière.
- Appuyer la vulgarisation textes régissant la filière
- Assurer meilleur accès des producteurs au financement
- Mettre en œuvre des mesures d'accompagnement pour la protection de l'environnement
- Renforcer le développement de la filière intégrée et formalisation de la filière
- Mener des actions de promotion pour conquérir les marchés potentiels
- Organiser la filière de l'amont à l'aval

Éléments pour la mise en œuvre

Opportunités

- Existence de marchés potentiels et/ou réels non encore couverts : des demandes locales (Homéo pharma entre autres) et extérieures non satisfaites
- Existence de groupement d'acteurs déjà structurés

Menaces et Risques

- Risques d'épuisement et de destruction des espèces sauvages dus à l'exploitation abusive et irrationnelle.
- Manque de plantations à grande échelle
- Insuffisance de moyens adéquats pour l'extension de la surface de production
- Manque de compétence (maîtrise technique) permettant de répondre aux besoins du marché

Filière en voie d'organisation, foisonnement du secteur informel

- L'effectivité de la création d'emploi productif en milieu rural semble ne pas être évidente par le biais de la filière

Les actions prioritaires

1. Organisation intégrée de la filière de l'amont à l'aval.

2. Spécialisation régionale et locale de la production pour mieux conquérir le marché.
3. Mise en place d'un système de formation professionnalisant pour la filière.
4. Structuration à renforcer
5. Développement du partenariat

X.7 Secteur stratégique : filière POISSON D'EAU DOUCE

DIAGNOSTIC STRATEGIQUE DE LA FILIERE AU NIVEAU REGIONAL

Forces

- Existence de producteurs privés d'alevins
- Le réseau hydrographique de la région est assez dense pour permettre une extension de cette activité à grande échelle.
- Des renforcements de capacité au sein des associations
- Plateforme régionale mise en place et des structurations fédérées dans les districts
- Grandes superficies favorables à la (rizi) pisciculture

Faiblesses

- La (rizi) pisciculture (grossissement) est moins développée:
- Pas de transformation locale
- Difficulté de conservation des poissons
- Accès difficile au facteur de production (alimentation, équipement) et à la micro finance
- Non respect de la réglementation menaçant la disparition des ressources

STRATEGIE OPERATIONNELLE

Objectif

Améliorer la production de poisson d'eau douce et le revenu des acteurs

Indicateurs

- Accroissement de la disponibilité/hab
- Accroissement du volume de production
- augmentation des ventes

Stratégies

- Amélioration de la compétitivité des producteurs d'alevin par la professionnalisation des (rizi) pisciculteurs et le développement de l'amont de la filière
- Assurance de la durabilité des ressources halieutiques
- Renforcement de la structuration des producteurs

Ligne d'actions

- Renforcer la recherche en matière de pisciculture
- Mettre en œuvre des recherches en matière de pisciculture continentale
- Mettre en place des centres de recherche et de production de souches améliorées
 - Mettre à la disposition des producteurs les facteurs de production (alevin, alimentation, équipement, accessoires...)
- Fournir des services de proximité (aliment...)
- Production d'alevin au niveau des communes
 - Intensifier la production de poisson d'eau douce
- Renforcer la capacité des rizipisciculteurs
- Re-empoissonner les plans d'eau par la création de station piscicole
- Renforcer les systèmes de conservation, de transport des poissons
 - Structurer et professionnaliser les pisciculteurs
 - Exploiter et gérer rationnellement les ressources halieutiques continentales
- Respect des réglementations
- Transfert de gestion des ressources à la communauté de base
 - Faciliter l'accès au crédit surtout pour les femmes et les groupes vulnérables

ELEMENTS POUR LA MISE EN OEUVRE

Opportunités

- La potentialité en pisciculture est proportionnelle à celle en riziculture.
- Les activités qui contribueront à développer l'une développent par la même occasion l'autre (intensification des réseaux hydro-agricole).
- Plusieurs projets interviennent ou prévoient d'intervenir dans cette filière.
- Des essais de production à grande échelle pour certaines variétés : « trondromena », Tilapia dans le Moyen Ouest.
- Des structures d'appui : AROPA, PROSPERER,...

Menaces et Risques

- Inondation et ensablement des bassins versant
- Enclavement de la zone productrice
- Inexistence de station de production d'alevins.

- L'enclavement de certaines zones de production ne permet pas de mieux vendre les poissons dans les zones non productrices et les grands marchés urbains (Fianarantsoa)
- Inexistence des infrastructures adéquates de conservation (système de froid) et de commercialisation.
- Circuit commercial n'est pas structuré aussi bien pour les alevins que pour les poissons.
- Développement de la pêche maritime

Les actions prioritaires

1. Structuration des (rizi) pisciculteurs
2. Renforcement de la réglementation de la pêche à la rivière
- 3 Amélioration de la commercialisation
- 4 Développement du partenariat

X.8. Secteur stratégique : filière POULET DE RACE LOCALE

DIAGNOSTIC STRATEGIQUE

Forces

- un produit très prisé des consommateurs par rapport au goût fade des poulets de chair
- Déclin de la filière poulet de chair avec les difficultés engendrées par la disponibilité et le coût des matières premières alimentaires et les diverses maladies
- Le complexe à Iboaka pour le développement de la filière : production et vulgarisation de races pures, centre de formation

Faiblesses

- La prolifération des maladies et les vols
- La défaillance du contrôle des mouvements de la population avicole et l'état sanitaire des volailles vendues sur le marché
- l'insuffisance de l'encadrement sanitaire et du contrôle sanitaire
- La production et les débouchés des produits avicoles sont encore marginalisés et non professionnalisés par les paysans
- Défaillance du système de conservation et de transformation

STRATEGIE OPERATIONNELLE

Objectif

Augmenter la production de poulet gasy et le revenu des acteurs

Indicateurs

- Accroissement de la production
- Nombre de reproducteur par éleveur
- Nombre d'éleveurs professionnels
- Nombre de points de vente organisés

Stratégies

- Assurer la couverture sanitaire de l'élevage avicole par le développement et dynamisation du partenariat entre OP et secteur privé
- Promotion de label « poulet gasy » par la structuration et professionnalisation des éleveurs tout en développant des infrastructures de production et d'exploitation

Ligne d'actions

- Mise en œuvre de plan de lutte contre les maladies
- GDS, réglementation de la circulation, couverture vaccinale..
- Renforcement de la capacité du service d'élevage et appui au redéploiement des vétérinaires privés
 - Intensifier la production avicole
- Mener des recherches sur l'amélioration des souches et l'alimentation
- Développer la fourniture de service de proximité (alimentation, santé animale, ...)
 - Appuyer l'organisation et la professionnalisation des éleveurs
- Structuration des éleveurs
- Renforcer la capacité technique et de gestion des éleveurs
 - Appuyer la mise en marché de poulet de race locale
- Etat de lieux sur la filière avicole
- Mettre en place des dispositifs d'abattages et de conservation, marché de bestiaux
- Mettre en place des dispositifs de contrôle sanitaire des produits

Eléments pour la mise en oeuvre

Opportunités

- Existence des débouchés et des pôles d'attraction au travers des marchés hebdomadaires.
- Présence de collecteurs extérieurs intervenant sur les marchés hebdomadaires et expédiant vers d'autres régions (Ihorombe, Atsimo Andrefana, Antananarivo)
- Services d'agro véto fournisseurs : AFAFI, AGRIVET, MIZAMI, CVA...
- Soutien financier et appuis techniques du PSDR de la DREL et des projets/programmes (AROPA, PROSPERER)
- Partenariat avec IMVAVET pour couverture sanitaire

- Goût et qualité bio des poulets gasy très appréciés par les consommateurs locaux et étrangers

Menaces et Risques

- Tendances actuelles de la généralisation de la couverture sanitaire (multiplication des GDS)
- Faible adoption des techniques par les éleveurs non membres d'association
- Concurrence des autres zones de production
- Prix de vente non compétitif par rapport à l'élevage traditionnel qui n'a pas beaucoup de charges

Les actions prioritaires

- Couverture sanitaire du cheptel aviaire
- Partenaires pour la mise en œuvre développement du partenariat et voir de près la santé animale

X.9. Secteur stratégique : La filière APICULTURE

DIAGNOSTIC STRATEGIQUE

Forces

- ☺ Des abeilles indemnes de maladies et travailleuses des producteurs organisés dans les districts
- ☺ Des circuits de commercialisation plus organisés
- ☺ Des apiculteurs professionnels structurés
- ☺ Labellisation dans certaines zones
- ☺ Compétitivité sur le plan national

Faiblesses

- ☐ Le faible investissement des paysans
- ☐ Non-maîtrise du phénomène de désertion des essaims
- ☐ Absence de plan de surveillance des résidus limitant l'ouverture de miel malgache au marché européen
- ☐ Non compétitif sur le plan local à cause des exploitations traditionnelles
- ☐ Des emballages de mauvaise qualité pour la majorité
- ☐ Dégradation de l'environnement
- ☐ Les ressources mellifères en régression : la Haute Matsiatra est une région de plantation d'eucalyptus et de forêt naturelle, constituant la principale ressource

mellifère. Ces ressources sont fortement menacées de disparition due à la fabrication abusive de charbon, de feu de brousse et de tavy.

STRATEGIE OPERATIONNELLE

Objectif

Augmenter la production de miel de meilleure qualité

Indicateurs

Volume de production

Evolution des acteurs impliqués dans la filière

Stratégies

- Protection et préservation des forêts
- Développement de miel exotique et labellisé pour conquérir les marchés à l'export
- Renforcement des services en matière d'appui technique
- Développement de la recherche en matière apicole
- Harmonisation et actualisation la législation et son application
 - Assurance de la traçabilité du miel
- Professionnalisation et structuration des acteurs
- Contrôle de l'utilisation des produits nocifs à l'environnement et pour les abeilles

Lignes d'actions

- Appuyer le regroupement des apiculteurs
- Identifier et préserver les zones forestières à vocation apicole
- Doter les apiculteurs des équipements adéquats pour produire du miel respectant les normes
- Renforcer les capacités techniques des apiculteurs
- Vulgariser les cahiers de charges
- Appuyer la mise en place des petits transformateurs (conditionnement, vente de miel de qualité)
- Informer et sensibiliser tous les acteurs de la filière
- Redynamiser la plateforme régionale

PILOTAGE STRATEGIQUE POUR LA MISE EN OEUVRE :

Opportunités

- Une opportunité au niveau du marché national et international
- Potentiel de production de miel exotique, très apprécié sur les marchés internationaux

- Emergence de groupe professionnel bénéficiaire d'appui des PP/ONGs (AROPA, PROSPERER)
- Filière stratégique pour la préservation de la forêt et de l'environnement de la région Haute Matsiatra

Menaces et Risques

- Déforestation intense à cause de la confection de charbon de bois, des feux de brousse criminels
- Non contrôle d'usage de pesticide
- Concurrence du miel en provenance de l'Australie sur le marché international et du miel importé sur le marché national

Les actions prioritaires

1. Préservation des zones forestières à vocation apicole
2. Equipement des apiculteurs pour produire du miel respectant les normes
3. Soutien à la mise en place de petits transformateurs
- 4- Renforcement des systèmes de contrôles
- 5-renforcer la professionnalisation par la redynamisation de la plateforme régionale de la filière
- 6-Partenaires pour la mise en oeuvre

X.10.Secteur stratégique : La filière LAIT

DIAGNOSTIC STRATEGIQUE

Forces

- Le complexe à Iboaka pour le développement de la filière : production et centre de formation
- Existence des organisations des éleveurs et coopérative Laitière ROFAMA, etc.
- Emergence de groupe professionnel bénéficiaire d'appui des PP/ONGs (AROPA, PROSPERER)

Faiblesses

- Défaillance de la couverture sanitaire par manque de moyen humain et matériel
- Absence de politique régionale d'amélioration génétique et de contrôle laitier
- Accès difficiles des éleveurs en provendes, en produits vétérinaires et petits matériels (cherté de coût, éloignement, irrégularité de l'approvisionnement)

- Désorganisation de la collecte : inexistence de laboratoire de contrôle qualité, non-application de norme de salubrité et des normes de qualité
- Sous valorisation des tanks existants
- Accès au financement limité

STRATEGIE OPERATIONNELLE

Objectif

Augmenter la production laitière et la contribution du secteur sur l'économie régionale.

Indicateurs

- Volume de consommation/habitant/an
- Volume de lait transformé
- Evolution de la production laitière
- Nombre de points de vente

Stratégies

- Amélioration du cadre juridique et réglementaire relatif à la filière
- Renforcement de capacité des organisations professionnelles
- Amélioration de l'accès au crédit par la mise en place de fond
- Application de contrôle qualité et laitier
- Approvisionnement de proximité
- Développement de la stratégie d'amélioration génétique
- Développement de la culture fourragère
- Incitation à la collecte et à la consommation
- Amélioration de la production laitière en préservant durablement l'environnement
- Instauration du paiement à la qualité en confiant le suivi à une structure de contrôle

Lignes d'actions

- Eduquer et former les acteurs en matières environnementales
- Mettre en place de stations de monte, de centres d'insémination artificielle et de transfert d'embryon.
- Créer un comité régional de suivi et de contrôle de la filière lait sur les normes et qualité
- Mettre en place des normes en promulguant les textes réglementaires, en élaborant des mesures d'accompagnement et en procédant à une application progressive tout en formant les acteurs
- Renforcer les unités de transformation existantes
- Inciter et appuyer la création d'unités de transformation

- Diffuser la technique de conservation (ex : système lactopéxydase)
- Multiplier les centres de collecte
- Mettre en place des unités de provenderie pour chaque localité.
- Intensifier la production de fourrage (mise à disposition de semence fourragère, entretiens de pâturage naturel, acquisition de matériel, aménagement de périmètres hydropastoraux)
- Mise en place de fonds régionaux de développement de la filière
- Renforcer les relations avec les institutions financières pour le financement des activités (crédit)

Eléments pour la mise en oeuvre

Opportunités -

- Le complexe d'élevage à IBOAKA : production et formation
- Compétitivité de la coopérative ROFAMA

Menaces et Risques

- Insécurité
- Structuration peu concentrée autour de Fianarantsoa
- Plusieurs producteurs individuels n'adoptent pas l'organisation de la filière (individualisme)

Les actions prioritaires

- Soutenir et relancer la production :
- Consolider les structures et organisations existantes
- Encadrement pour le renforcement de la couverture sanitaire
- Renforcer l'amélioration génétique (mise en place de taureaux améliorateurs, continuer insémination artificielle...)
- Appuyer meilleur accès des éleveurs aux intrants et financements : provendes, produits veto et matériels d'élevage
- Renforcer et appuyer démarrage du fonctionnement de la laiterie et des infrastructures de collecte existants
- Développer partenariat pour le financement programme de formation des éleveurs et la gestion des informations de l'activité laitière

X.11. Secteur stratégique : ressources forestières

**ENVIRONNEMENT ET EXPLOITATION DURABLE DES RESSOURCES
FORESTIERES**

Objectif :

Sauvegarder et valoriser l'environnement et la biodiversité de la Haute Matsiatra au profit de la population locale et pour assurer une croissance économique durable.

Indicateurs :

- Superficie de forêts anciennement défrichées enrichies
- Superficie de pâturage amélioré
- Volume du chiffre d'affaire des coopératives existantes

Stratégies :

- Sécurisation des investissements à travers la restauration des fonctions écologiques et économiques du territoire
- Promotion des races
 - intégration des stratégies environnementales dans la promotion de la filière
- Facilitation de l'accès des éleveurs aux microfinances

Les actions prioritaires :

- 1-Renforcer/redynamiser la structuration fédérative de la filière : production, transformation, commercialisation
2. Introduire la dimension environnementale tout au long du processus

X.12.Secteur stratégique: la filière MINES

DIAGNOSTIC STRATEGIQUE DE LA FILIERE AU NIVEAU REGIONAL

Forces

□ Important gisement minier peu exploité : des réserves minières, allant des pierres industrielles, vers les pierres précieuses et les pierres fines sont identifiées dans presque tous les districts

Faiblesses

- Une filière désorganisée et mal exploitée
- Peu d'exploitants industriels s'investissent dans la région de Haute Matsiatra
 - Organisation administrative relativement lente : suivi et contrôle centralisé, lourdeur de la procédure d'études d'impact environnementales, problème de délimitation du corridor, absence de cadastre minier, blocage de la part de certaines autorités locales
- Abus de certains grands exploitants en installation illicite

- Méconnaissance et/ou non application de la loi en vigueur
- Manque d'information sur les marchés et les cours internationaux

STRATEGIE OPERATIONNELLE

Objectif

Augmenter la production de pierre industrielle et de pierre transformée (précieuse ou non précieuse), ainsi que la contribution du secteur minier dans l'économie locale et régionale

Indicateurs

- % d'augmentation de la redevance minière
- Augmentation du revenu par habitant des populations du district d'exploitation minière
- Volume exporté
- Volume d'investissement
- Volume de production
- % d'exploitations formelles

Stratégies

- Meilleure connaissance des potentialités minières de la région afin d'étendre les zones d'exploitation
- Réduction de l'exploitation minière illicite par la formalisation des exploitants, et la mise en place de comptoir minier.
- Viabilisation des zones d'exploitation minière par l'application rigoureuse de la réhabilitation et de la préservation de l'environnement.
 - Promotion des grands investissements miniers et de la gestion décentralisée des ressources minières.

Lignes d'action

- Appuyer prospection préliminaire des zones à haute potentialité minière
- Mettre en place un central d'approvisionnement en matériel et équipement pour lapidairerie, bijouterie
- Appuyer la formation des lapidaires, bijoutiers
- Mener des campagnes de vulgarisation des textes
- Mettre en place le comptoir minier
- Appuyer la mise en place d'un laboratoire de certification ou d'identification (à gestion privée)

Eléments pour la mise en œuvre

Opportunités

- L'ouverture de comptoir de pierres précieuses dans la région de Fianarantsoa

- Des grandes sociétés sont prêtes à s'investir dans la région
- Des partenaires financiers existent (BFV-SG)
- Des gisements exploitables sont identifiés
- Le Centre de Formation en Lapidairerie
- Aéroport de Fianarantsoa et la ligne ferroviaire FCE

Menaces et Risques

- Peu d'exploitants industriels s'investissent dans la région de Haute Matsiatra pour l'exploitation des ressources minières pour diverses raisons : peu de connaissance sur l'importance des gisements, l'enclavement des sites potentiels, la difficulté d'exportation des produits.
- Organisation administrative relativement lente : suivi et contrôle centralisé, lourdeur de la procédure d'études d'impact environnementales, problème de délimitation du corridor, absence de cadastre minier, blocage de la part certains autorités locales
- Abus de certains grands exploitants en installation illicite
- Méconnaissance et/ou non-application de la loi en vigueur
- Manque d'information sur les marchés et les cours internationaux

Les actions prioritaires

1. Etude approfondie sur les potentialités minières de la Région
 2. Accélération du processus de réforme sur la législation à multi niveau
 3. Assainissement du secteur minier
 4. Assurance de la qualité technique de l'extraction et de la transformation.
 - 5-Formalisation et professionnalisation
 - 6-mise à jour des bases de données et de la cartographie
 - 7 :Partenariat pour
- la réforme et la réactualisation du code minier.
 - la mise en place de comptoir minier
 - La formation en gemmologie et mines et le centre de formation en lapidairerie
 - La rentabilité des infrastructures reliant : Vol aérien interne, FCE, la RN7

X.13. Secteur stratégique : la filière TOURISME

DIAGNOSTIC STRATEGIQUE DE LA FILERE AU NIVEAU REGIONAL

Forces

© Diversité des pôles et des produits touristiques exploitables : éco tourisme, tourisme rural, tourisme culturel, tourisme de découvert, tourisme sportif, station thermale, etc.

☺ La Région dispose de différentes richesses naturelles pour le développement de l'écotourisme : forêt d'Ialatsara, Parc national Andringitra, Réserve spéciale d'Anjà.

☺ De nombreux endroits riches en valeurs culturelles et historiques.

☐ Des stratégies de promotion en vue, organisées par l'ORTF (randonnées programmées,...)

☐ Ouverture de la filière hôtellerie SFX

Faiblesses

☐ Un tourisme de passage :

☐ la Région de la haute Matsiatra ne figure pas dans la liste des destinations touristiques

☐ Faiblesse des infrastructures d'accueil et de transports :

☐ Les hôtels se concentrent au niveau de la commune urbaine de Fianarantsoa et à Ambalavao

☐ Sécurisation des touristes : sécurité, délestage,....

Objectifs

Accroître la contribution du secteur touristique dans l'économie locale et régionale.

Indicateurs

- Accroissement de l'affluence touristique

- Création d'emploi au sein de la filière.

- Nombre de sites explorés et valorisés

Stratégies

- Promotion d'un paquet touristique (écotourisme et tourisme sportif, tourisme rural, tourisme de conférence, tourisme de découverte) propre pour la Région.

- Promotion des investissements : réserves foncières d'investissement, viabilisation des sites (accès, électrification, sécurité...)

- Professionnalisation du métier : cadre institutionnel, contrôle d'agrément et de conformité, marketing

- Valorisation des potentiels touristiques (aires protégées, autres ressources...)

Ligne d'actions

- Identifier et aménager les potentielles touristiques de la région

- Inciter les investisseurs privés par la multiplication des réserves foncières d'investissement pour les activités touristiques.

- Soutenir le renforcement de la capacité technique des acteurs de la filière

- Aménagement des infrastructures routières au niveau des sites touristiques
- Faciliter l'accès au crédit pour des petits et moyens entrepreneurs
- Mener des actions pour la promotion de la destination touristique d'Ambalavao
- Créer un parc zoologique et botanique au niveau de la région (partie ouest de la région)
- Diversifier les produits d'attraction au niveau des sites existants
- Renforcer l'opérationnalité des services de tourisme régionaux
- Améliorer la qualité des produits touristiques existants
- Appuyer la conservation du corridor
- améliorer le système d'information
- Favoriser les relations PPP

ELEMENTS POUR LA MISE EN OEUVRE

Opportunités

- Des randonnées organisées
- Tendance probable de l'affluence des touristes à Madagascar suite à la décision de l'état d' «ouvrir du ciel Malgache»

Menaces et Risques

- Sécurisation des touristes : sécurité, délestage,....
- Développement tourisme à Isalo/ Ranomafana /Tuléar
- Dégradation de la FCE (matériels, infrastructures, commercial, ...

Les actions prioritaires

Prospecter, étudier et valoriser les sites aux divers caractères dans les communes respectives de la Haute Matsiatra : pittoresque, historique, socioculturelles.

- Promouvoir des packages touristiques propres à la région (éco tourisme, tourisme rural, tourisme culturel, tourisme de découvert, tourisme sportif, station thermale, etc.) pour que la Région de la Haute Matsiatra devienne une destination touristique finale redressement de la société FCE
- Créer et enrichir des musées
- Développement du partenariat

X.14. Secteur stratégique artisanat : la filière VANNERIE et SOIE

DIAGNOSTIC STRATEGIQUE DE LA FILIERE AU NIVEAU REGIONAL

Forces

- ☺ Certains sites et produits déjà identifiés.
- ☺ Possibilité d'organisation effective (spécialisation par produit et par localité)
- ☺ Existence d'organismes d'appuis techniques/financiers au niveau de la production et de la commercialisation. Certains bénéficiaires se démarquent par la compétitivité et le professionnalisme

Faiblesses

- ☺ Le revenu généré par vannerie ne contribue pas encore à l'amélioration notable des revenus des ménages ruraux et l'épanouissement des femmes rurales
- ☺ Les produits artisanaux de la région n'arrivent pas à satisfaire les demandes du marché extérieur en termes de quantité et de qualité (Ex l'Île Maurice)
- ☺ Culture coopérative et associative peu développée (individualisme)

Objectif

Augmenter et diversifier la production artisanale de qualité marchande

Indicateurs

- Evolution de volume de production commercialisé
- Evolution des acteurs impliqués dans la filière
- Evolution des chiffres d'affaires
- Nombre de coopérative formée

Stratégies

- Spécialisation territoriale à l'Est la vannerie et au sud la soie
- Labellisation
- Développement de *design* pour conquérir les marchés des produits de haute de gamme.
- Développement la complémentarité du territoire : Ouest (producteur de Cocon, Est : activité de filature, tissage. Pour la vannerie : production de matière première à l'Ouest et transformation à l'est ...)
- Orientation la production en fonction de la demande sur le marché
- Professionnalisation des acteurs

Ligne d'actions

- Appuyer l'élaboration de base de données sur la filière, accessible aux acteurs
- Contribuer à la prospection de marché potentiel
- Renforcer la capacité technique des acteurs

- Appuyer le renforcement de l'organisation de la filière de l'amont à l'aval
- Contribuer à l'accès des producteurs aux équipements de production et au financement
- Mettre en place la maison de l'artisanat
- Appuyer la professionnalisation des femmes artisanes
- Faciliter l'établissement de partenariat entre les différents acteurs

Eléments pour la mise en oeuvre

Opportunités

- Existence de marchés réels et potentiels
- Existence de deux grands groupements féminins qui s'orientent vers professionnalisation.
- Ateliers et points de vente à Ambalavao deviennent des points d'attraction du tourisme
- Développement actuel des activités de protection des forêts engendrerait une forte dynamisme de la production séricicole au niveau national, d'où possibilité d'émergence de nombreux concurrents sur le marché

Menaces et Risques

- Diminution alarmante des forêts de TAPIA,
- le phénomène de déforestation affecte les matières premières (quantité et qualité)

Les actions prioritaires

1. Mise en place de la maison de l'artisanat (vitrine et marketing) en partenariat avec la chambre de métier
2. Renforcement de la capacité technique des acteurs
3. Appui au renforcement de l'organisation de la filière
4. Développement du partenariat

XI- . STRATEGIES OPERATIONNELLES AU NIVEAU DES

DOMAINES TRANSVERSAUX

XI.1. INVESTISSEMENTS DE BASE A CARACTERE ECONOMIQUE

Infrastructures de communications : routes, chemin de fer, voie aérienne

Objectif

Assurer l'accessibilité de toutes les zones à polarités économiques , densifier les liaisons entre les régions,

Indicateurs :

- Km de routes construites et réhabilitées.
- % des communes accessibles toute l'année à partir du chef lieu de District

Stratégies :

- Densification des pistes de dessertes pour l'écoulement des produits et stimulation des échanges entre les communes
- Désenclavement des communes et intégration économique avec les pôles urbains et sub urbains
- Démultiplication des communications directes avec les autres régions par la création de nouveaux axes routiers d'intérêt national, sans passer par la RN7

- Réhabilitation de la ligne ferroviaire FCE, Fianarantsoa - Manakara (Sud Est) et extension du port de Manakara (objectif d'exportation)

- Promotion de la participation des bénéficiaires dans la gestion des infrastructures (services de cantonnement)
- Promotion des Moyens intermédiaires de transport amélioré

Les priorités :

Les axes desservant plusieurs communes

Le redressement de la FCE

Infrastructures productives : réseaux hydro agricoles

Objectif :

Accroître les superficies irriguées afin d'augmenter la production rizicole

Indicateurs :

Superficie irriguée et aménagée

Stratégies :

- Construction et réhabilitation de barrages
- Sécurisation des investissements par des activités de protection et aménagement des bassins versants (reboisement, lutttes contre les feux de brousse, gestion de pâturage ...)
- Assurance d'une meilleure Gestion des ressources en eau : code de l'eau, AUE ...
- Systématiser la constitution de fonds destinés à l'entretien des infrastructures (sentiments d'appropriation)
- Optimisation de l'utilisation des ressources : hydro-électricité et réseau hydro-agricole

Les priorités :

Différentes sources de projections d'investissements productifs en aménagements hydro agricoles (barrages, réhabilitation de périmètres irrigués) sont reprises en annexe 10 :

- Direction régionale du développement Agricole Fianarantsoa

Projet PURSAPS/BVPI pour la Construction et réhabilitation de barrages d'irrigation

- Programme ACORDS

Infrastructures (et services) économiques amont/aval de la production (Approvisionnements agricoles, Marchés, Stockage, Transformation)

Objectifs :

Augmenter le nombre d'unités de valorisation des produits agricoles et non agricoles.

Indicateurs :

Evolution des acteurs impliqués sur tous les maillons (amont, aval, services) des filières agricoles et non agricoles.

Stratégies :

- Renforcement du réseau des services d'approvisionnements agricoles par l'intermédiaire des organisations paysannes et/ou du partenariat avec le privé :
 - Producteurs et distributeurs de matériel végétal (semences de riz, de pomme de terre, plants de café, autres cultures), matériel animal (alvins, centre de monte en élevage laitier, etc.)
 - Magasins d'intrants agricoles et de produits vétérinaires
- Promotion des implantations industrielles en transformation des produits agricoles et non agricoles
- Promotion des entreprises familiales et des petits métiers du secteur secondaire et tertiaire (transformation artisanale, transport, collecte et commercialisation des produits, fabrication de petits matériels, etc.)
- Augmentation de la capacité d'accueil et amélioration des supports logistiques des marchés urbains (Fianarantsoa, Ambalavao, Ambohimahaso) et inter communaux
- Appui à la professionnalisation des producteurs et renforcement des capacités à la négociation
- Multiplication des silos et greniers communaux

Electrification rurale

Objectif :

Augmenter le taux de couverture en électrification, essentiellement dans les zones à polarités économiques consolidées.

Indicateurs :

- Nombre d'abonnés raccordés par an
- Augmentation de nouveaux opérateurs investisseurs privés dans le secteur. taux de couverture des communes rurales

Stratégie :

- Adéquation entre projet d'électrification et de développement économique.
- Facilitation de la participation du secteur privé dans la gestion des unités d'électrification rurale.
- Développement de la participation des bénéficiaires dans les investissements
- Optimisation des ressources.
- Développement des sources d'énergie renouvelable.

XI.2. SERVICES D'APPUI A LA PRODUCTION

Système de financement, d'épargne et de crédit

Objectif :

Développer et diversifier le système de financement, d'épargne et de crédit à vocation économique et sociale.

Indicateurs :

- Nombre de communes couvertes par le dispositif de financement
- Taux de pénétration par catégorie de financement
- Nombre de PME/PMI et de coopératives/groupements d'intérêts économiques bénéficiaires

Stratégies :

- Développement du système mutualiste d'épargne et de crédit à vocation économique, et de son refinancement par les institutions bancaires ou des fonds spéciaux de développement (type IFM classique)

Destination prioritaire : zones à polarités de croissance économique consolidée et les communautés paysannes ayant des activités ouvertes à l'économie de marché

- Promotion du système communautaire d'épargne et de crédit à vocation sociale (sécurisation sociale et alimentaire), et de son refinancement par des fonds spéciaux à visage humain (type TSINJO AINA Betsileo ou TIAVO)

Destination prioritaire : , les PMI/PME, les catégories de population les plus vulnérables, les jeunes et les femmes

Destination prioritaire : activités du secteur primaire, secondaire et tertiaire en zones urbaines et sub-urbaines

Accroissement des volumes de financement pour les PMI/PME.

- Soutien à l'amélioration de la proximité, de la disponibilité et de l'accessibilité des services
 - Adaptation/différenciation par rapport au contexte local (spécificité des pôles, catégories de communautés, clients individuels)
 - Responsabilisation des paysans sur le système de crédit : démythification du système de crédit
 - Mise en place d'une nouvelle forme de fonds de garantie
 - Intégration de l'assurance dans le crédit
- Recherche d'organisations professionnelles capables de promouvoir d'autres alternatives de services et de produits financiers :
 - IEC sur la promotion des investisseurs locaux, régionaux, nationaux, étrangers
 - Plaidoyer pour l'agrément des coopératives d'épargne et de crédit.
 - Recherche et instauration de synergie entre les organismes financières : banques, mutuelles, bailleurs...
 - Mise en place d'une structure financière entre les banques et les petites mutuelles de crédit

Eléments pour la mise en oeuvre

Opportunités Diversité des institutions de micro finances existantes,

- ADÉFI : IFM ; financement des micro entreprises ; octroi de crédit et collecte d'épargne
 - BOA : SA ; tout public ; crédit et épargne (institution, micro finance, entreprises, particuliers)
 - CEM : SA ; tout public ; collecte d'épargne
 - TIAVO : IFM ; groupes les plus défavorisés ; collecte d'épargne et octroi de crédit
 - TSINJO AINA Betsileo : projet (Action de Carême Suisse) ; les plus démunis auto subvention des besoins quotidiens par une caisse d'épargne intérieuresans aucun apport extérieur
 - MIARAMITANTANA : Programme Tany Meva avec l'ONG Fitaratra ; communautés paysannes ; éducation et sensibilisation sur la protection de l'environnement
- CECAM, VOLAMAHASOA, MICROCRED

Risques et menaces

- Enclavement des communes rurales et/ou faiblesse des activités économiques monétarisées ne favorisant pas la rentabilisation des activités de micro finance
- Faiblesse de la culture du crédit (individuel et communautaire) chez les paysans : méfiance, honte d'emprunter, mauvaise foi aux remboursements, individualisme, etc.

- Insuffisance et/ou coût relativement élevé des ressources financières pour le refinancement et l'extension des activités de micro crédit
- Le manque ou l'absence de garantie de la part des paysans
- Le retard du déblocage

Priorités (*) • Plateforme d'échange entre organismes financiers et acteurs

- Mise en place d'une structure financière entre Banque et les petites mutuelles de crédit
- IEC pour la promotion des investisseurs locaux, régionaux, nationaux ou étrangers
- Consolidation des acquis

(*) Les premières priorités sorties de l'atelier régional de pré validation du PRD du 7-8 avril 2005

Information, Communication et Télécommunications

Objectif :

Augmenter l'accès des communes rurales aux informations économiques et à la télécommunication.

Indicateurs :

- Nombre de communes couvertes par la téléphonie et internet.
- Nombre d'abonnées.
- Centre d'information économique
- Nombre des communes couvertes par les radios locales

Stratégies :

- Densification du réseau de téléphonie et amélioration des prestations en services de NTIC
- Promotion de l'Information de proximité : radios locales, centres de documentation et d'information au niveau des communes
- Développement des systèmes d'information et des observatoires ruraux : prix et marchés, sécurité alimentaire, revenu & pauvreté
- Renforcement de l'opérationnalité de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et des organisations professionnelles de représentation
- Renforcement du partenariat public privé.

Eléments pour la mise en oeuvre

Opportunités • Le Réseau d'information Régional avec une vingtaine de membres constitués de quelques services techniques et des projets/programmes et OSC intervenant dans la province. Il est actuellement en cours de redynamisation. Son objectif est l'amélioration de la circulation des informations pour un meilleur

partage des expériences, des acquis, des outils et des données permettant d'améliorer la cohérence des activités et la synergie entre ses membres.

- Les centres d'informations et de documentation comme le CEDII dans la ville de Fianarantsoa, l'ADITE à Ambalavao, le CLAC à Ambohimahasoà, le CLIC à Vohiposa et quelques bibliothèques communales ou ambulantes au niveau de certaines communes de Fianarantsoa II.
 - Le DEFIS qui est l'unité technique de production et de traitement d'information de la province. Il dispose de base de données assez riche et récente sur la province.
 - Les divers projets/programmes qui disposent de bases de données thématiques et/ou multisectorielles sur leurs activités.
 - La politique nationale des TIC
 - Expériences confirmée de la station MAMPITA en matière de radios rurales
 - Existence de plusieurs organisations de la profession agricole paysanne :
- Risques & Menaces
- La majorité des systèmes, réseaux et centres d'information et de communication est concentrée dans les villes
 - Les compétences et les moyens matériels et techniques à la disposition des services techniques publics ne leur permettent pas de mettre en place, de collecter, de gérer et de partager des informations structurées, fiables et à jour et de produire les outils d'aide à la décision adéquats. Si certains disposent de matériels informatiques, ces derniers sont justes au niveau des directeurs et non des techniciens qui ont le plus besoin.

- La structuration des données au sein des services techniques n'est pas toujours adéquate pour permettre la production d'outils d'aide à la décision pertinents.

Sécurisation foncière

Objectif :

- Titrer toutes les terres valorisées par des cultures de rente (tabac, vigne, thé, plantes aromatiques, reboisement sont ;
- Titrer 75 % des occupations foncières de la région

Indicateurs :

- Taux d'accroissement des immatriculations
- Nombre de litiges fonciers

Nombre de titre/certificats fonciers émis

Stratégies :

- IEC sur les textes et règlements en matière d'appropriation foncière
- Mise en place des guichets fonciers communaux et intercommunaux, et renforcement de leurs capacités et, ceux des services techniques

- Soutien au renforcement du système collectif/ groupé d'immatriculation foncière
- Soutien à la mise à jour des textes fonciers sur les immatriculations individuelles
- Prise en compte de la pratique traditionnelle et de la dimension socioculturelle du concept « tanindrazana », en matière foncière.
- Accélération du processus de titrage des Réserves foncières

Eléments pour la mise en oeuvre

La politique de réforme foncière
Les guichets fonciers communaux.

Risques & Menaces

Ressources financières des communes limitées pour s'approprier des guichets fonciers

Des Textes réglementaires obsolètes

Priorités (*) • Prospection des terrains domaniaux au niveau des communes

Renforcer partenariat entre STD et CTD

CTD : Développer Partenariat avec les PTF

XI.3. SECURISATION HUMAINE ET SOCIALE

XI.3.1. Domaine de la santé

Santé de proximité et pour tous Objectif :

Dans trois ans, augmenter d'au moins de 70 % le taux de couverture de la population par des services de santé de proximité, soit par des postes sanitaires fixes, soit par des stratégies mobiles d'interventions.

Indicateurs :

- Taux de couverture de la population par des postes sanitaires fixes, dans un rayon de 5 km
- Taux de couverture de la population par des équipes sanitaires mobiles, pour les zones éloignées

Stratégies :

- Réduction de la disparité géographique par une meilleure répartition des infrastructures sanitaires et du personnel soignant
 - Amélioration de la couverture sanitaire à poste fixe par des nouvelles constructions, ré ouvertures et réhabilitations de CSB (voir diverses projections d'investissements en infrastructures en annexe 11)
 - Amélioration de la couverture sanitaire de la population des zones éloignées/enclavées ou excentriques à faible densité de population par des stratégies mobiles d'interventions
- Amélioration de la disponibilité et l'accessibilité des médicaments
 - IEC sur les méfaits de l'automédication
 - Réorganisation de la participation financière de la catégorie de population la plus vulnérable au niveau des formations sanitaires
 - Multiplication et renforcement des mutuels de pharmacies communautaires
- Soutien au partenariat « Public - Privé - Confession - Collectivité/communauté » pour le renforcement d'ensemble du système sanitaire
- Face au développement du recours aux tradi-praticiens, renforcer l'IEC pour l'augmentation du taux de fréquentation des CSB's par la création de mutuelle de santé au niveau des CSB's

Les grands problèmes et les principales maladies de santé publique

Objectif :

Améliorer la prise en charge maladies de santé publique.

Indicateurs :

- Taux de prévalence de la lèpre : 1 cas pour 10 000 Habitants dans trois ans (en 2007)
- Taux de morbidité des enfants de moins de 5 ans, vus en consultation externe pour le paludisme : maîtrisé à 20 %
- Taux de complications graves de tuberculose, bilharziose et cysticercose
- Taux de létalité et durée de flambées dans les principaux foyers de : Peste, Choléra, Grippe,

Dysenterie, Tungose et Rage

- Taux de prévalence VIH/SIDA : maîtrisé à 1,66% (taux actuel)

Stratégies :

- Soutien à la protection de la population contre les maladies transmissibles
 - Eradication de la Lèpre et de la Filariose Lymphatique : renforcement des actions de prévention et des luttes

- Lutte contre les maladies endémo épidémiques : le paludisme, la tuberculose, la bilharziose, la cysticercose, les maladies émergentes et ré-émergentes, la peste

- Soutien à la protection de la population contre les maladies non transmissibles (MNT)
 - Lutte contre les MNT émergentes, liées à l'évolution des modes de vie et des comportements
 - Lutte contre les autres MNT telles que le cancer, les maladies cardio-vasculaires, les troubles mentaux, les affections bucco-dentaires et oculaires sont prises en charge
- Soutien à la protection de la population contre le SIDA
 - Information, éducation et communication
 - Multiplication rapide des centres de dépistage et surveillance épidémiologique des IST/VIH
 - Création d'un environnement propice à une lutte multi sectorielle et locale efficace
 - Prise en charge des cas d' IST et des PVVIH

Santé de l'enfance

Objectif :

Améliorer la prise en charge intégrée de la santé de l'enfance et des problèmes associés

Indicateurs :

- Taux de vaccination des enfants de moins de 5 ans
- Taux de malnutrition chez les enfants malades de moins de 5 ans : réduit sous la barre de 30%
- Taux de CSB intégrant les activités de santé scolaire

Stratégies :

- Programme élargi de vaccination des enfants et complémentation en vitamine A
- Programme élargi de lutte contre la malnutrition des enfants :
 - Prévention de la malnutrition (activités de surveillance nutritionnelle communautaire, IEC sur les bonnes pratiques en nutrition)
 - Prise en charge des problèmes sévères de la malnutrition des catégories sociales les plus vulnérables
- Lutte contre le paludisme et les troubles dues à la carence en iode
- Promotion de l'intégration de la santé scolaire au niveau des CSB
 - IEC et promotion du label « Ecole Santé »
 - Identification des CSB pionniers et mise en œuvre
- Soutien au partenariat « Public - Privé - Confession - Collectivité/communauté »
»taux de prévalence de VIH/SIDA inférieur à 1%

Santé de la reproduction des adolescents et des mères

Objectifs :

Améliorer la prise en charge intégrée de la santé de reproduction des adolescents et des mères.

Indicateurs :

- Taux de population de 10 à 24 ans, vue en consultation externe pour SRA : réduit à 10 cas pour 1 000 adolescents
- Taux de prévalence contraceptive pour les mères : 20% en milieu urbain ; 10 % en milieu rural
taux de prévalence de VIH/SIDA inférieur à 1%

Stratégies :

- Soutien au renforcement du programme de SRA (cadre institutionnel, actions préventives, multiplication et diversification des canaux alternatifs des services SR, qualité de prestation de service en SRA)
- Soutien au développement du programme de Planning Familial (accessibilité/disponibilité des prestations de PF ; utilisation effective des prestations de PF ; système d'intégration pour la disponibilité et la sécurité des produits contraceptifs mis en place à tous les niveaux)
- Soutien au partenariat « Public - Privé - Confession - Collectivité/communauté »

Amélioration de l'accès à l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement

Objectifs :

- Atteindre 80 % de taux de desserte en eau potable pour tous les chefs-lieux de communes d'ici fin 2018
- Réduire les pathologies dominantes liées à la consommation d'eau insalubre
S'investir sur la promotion de l'hygiène et de l'assainissement

Indicateur :

Nombre de villages (dans les communes) ayant des installations en adduction d'eau potable

Stratégies :

- Renforcement des liens déjà établis en partenariat technique et financier, et soutien au redéploiement géographique des projets
- Recherche de partenariat pour les nouveaux projets et/ou les nouvelles communes non encore servies en eau potable
- Soutien au renforcement des capacités des collectivités et des communautés de base dans l'identification, la formulation, la réalisation et la pérennisation des projets en adduction d'eau potable

Eléments pour la mise en oeuvre

Opportunités •

Le ministère de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement créé en 2008
La coopération décentralisée entre la Région et LYON le métropole

- Existence de plusieurs programmes nationaux de santé
- Projet SANTENET
- Projet SECALINE en programme nutritionnel

Diorano Wash et les membres

FAA

Risques

& Menaces

- Les problèmes majeurs de santé publique sont liés à des facteurs externes tels que la pauvreté, le niveau d'instruction de la population, la malnutrition, l'insécurité (impacts directs sur les patients et fermeture des CSB)

Insuffisance du personnel de proximité de la DREAH

Priorités •

Sensibilisation des communes sur l'EAH

Recherche de partenaires

XI.3.2. Domaine de l'Education

Education nationale

Objectif :

Accroître d'au moins de 90 % le taux net de scolarisation en éducation fondamentale du premier cycle pour l'ensemble des communes d'ici 2018

Indicateurs :

- Taux de scolarisation pour les enfants de 6 à 10 ans
- Taux de rattrapage en alphabétisation des adultes

Stratégies :

- Réduction de la disparité géographique par une meilleure répartition des infrastructures scolaires et du personnel enseignant (en renversant les priorités en faveur des zones excentriques les plus défavorisées)
- Construction de nouvelles écoles (voir diverses projections d'investissements en infrastructures scolaires)

- Extension et/ou réhabilitation des anciennes écoles voir diverses projections d'investissements en infrastructures scolaires

- Normalisation de la répartition des ressources humaines, logistiques et matérielles des écoles

- Soutien à la création d'un cadre favorable à l'adhésion effective des élèves et des parents d'élèves aux activités scolaires (toutes les communes sans exception)

- Rattrapage du retard en scolarisation primaire par un programme soutenu d'alphabétisation fonctionnelle pour réduire l'illettrisme au niveau des personnes adultes

- Soutien au partenariat « Public - Privé - Collectivité » pour le renforcement de l'éducation et la bataille contre l'illettrisme des adultes

Performances scolaires en enseignement général

Objectif :

Réduire de moitié, dans une période de trois ans, le taux actuel de déperdition scolaire à chaque niveau d'éducation

Indicateurs :

Taux d'achèvement à chaque niveau d'éducation

Les taux actuels : niveau EF1C, 40% ; niveau EF2C, 8% ; niveau ES, 1%

Stratégies :

- Densification des implantations des établissements scolaires de proximité

- Soutien au développement des ressources en personnel enseignant et d'inspection (formation continue, renforcement des suivis, motivations, etc.)

- Soutien pour la création d'une condition cadre favorable au bon fonctionnement des activités scolaires (matériels pédagogiques, cantines scolaires, centres d'internat, bibliothèques, activités para scolaires, etc.)

- Soutien au partenariat « Public - Privé - Collectivité » pour le renforcement d'ensemble du système éducatif

Enseignement technique et formation professionnelle

Objectif :

Favoriser l'insertion des jeunes à la vie active, par le soutien à la réforme et au développement des formations spécialisées

Indicateurs :

Taux des élèves inscrits en enseignement technique et formation professionnelle (tous les systèmes, spécialisations, et cycles confondus)

Stratégies

- Orientation système d'enseignement existant en fonction de la demande sur le marché de travail.

Des filières d'études mettant en valeur les filières porteuses régionales

- Renforcement et/ou réorientation du système existant, en favorisant les formations spécialisées répondant à la priorité et la planification régionale
- Création de nouveaux établissements d'enseignements techniques et centres de formations professionnelles dans les différents métiers, en favorisant les implantations déconcentrées en faveur du milieu rural (voir différentes projections d'investissements en infrastructures

- Soutien au partenariat « Public - Privé » incitatif à la participation active du monde professionnel à la formation/réinsertion et à l'emploi des jeunes.
 - Appui à l'insertion professionnelle des élèves sortants des centres professionnels
- Enseignement supérieur et formations qualifiantes

Objectif :

Préparer les étudiants à la profession des cadres et à l'entrepreneuriat

Indicateurs :

Nombre de filières (établissements publics ou privés) nouvellement créées, adaptées aux filières porteuses de la région

Stratégies :

- Soutien à la réforme de l'enseignement supérieur dans une double optique :
 - o Amélioration du système académique existant
 - o Promotion du système qualifiant pour l'insertion professionnelle
- Soutien au partenariat « Public - Privé » incitatif à la création d'instituts universitaires privés et/ou à l'insertion des jeunes en stage de formation ou à l'emploi.
- Création d'un centre de ressources pour l'enseignement universitaire et la recherche

Eléments pour la mise en oeuvre

Opportunités •

De nouvelles filières créées (hôtellerie, eau, environnement,...)

La stratégie régionale de l'emploi

C'est dans le secteur social tel que l'éducation que la fonction régaliennne de l'Etat dans le développement humain est fondamentale • Participation active du privé, de la confession, et de la communauté (les parents d'élèves) pour combler la carence de l'Etat

- Existence des initiatives privées dans la création des centres de formation aux métiers (agriculture, artisanat, etc.)
- La réforme de l'Enseignement supérieur bascule au système LMD, à la recherche d'une pertinence sociale de ses résultats et de ses impacts sur le développement
- Existence d'un projet d'installation d'un centre de formation en lapidairerie à Fianarantsoa

Risques

& Menaces

Insuffisance de structures /services d'accueil des stagiaires

- Le programme d'enseignement actuel pousse les jeunes à partir de la région.
- Système éducatif faible en matière de développement de la formation en technologie et en gestion

- Quelles sont les compétences de la Région pour agir sur l'Université de Fianarantsoa qui a une vocation provinciale et nationale ?
- Le système de formation théorique et à cycle long n'est plus adapté au contexte actuel de la pauvreté et de l'incertitude de l'emploi

Priorités • Diversification des orientations, des programmes et des cycles de formation

- Accroissement des subventions publiques pour la démultiplication et le renforcement du partenariat : public - privé - confession - communauté
- Mise en place d'un climat favorable à l'insertion professionnelle des jeunes formés et l'émergence de nouvelles races d'entrepreneurs privés

XI.3.3. Domaine de la sécurité

Objectif :

La sécurité des biens et des personnes est assurée

Indicateurs :

- Nombre de vols de bœufs
- Nombre d'actes de banditismes

Le nombre de corruption

Stratégies :

- -Mise en place et opérationnalisation de plan de sécurité régional
- Développement des actions préventives : moyens + loi
- Renforcement du dispositif étatique de sécurité et de développement :

- Installation des forces armées du service civique et du développement dans le Moyen Ouest (double intérêt : sécurité, foyer social de diffusion des nouvelles techniques agricole)
- Normalisation de la mise en place et renforcement des DAS, postes de gendarmerie, postes avancés suivant une décision de l'OMC (emplacements rationnels des DAS décidé au niveau de l'OMC ; prise en charge par l'Etat ; redéfinition des missions et attributions)
- Redéploiement des Délégués d'Arrondissement Administratifs
- Désenclavement des zones suivant le critère d'intérêt national (à la fois économique et sécurité)
- Facilitation de la desserte des communes rurales classées zones rouges (Ikalamavony, Tsitondroina, Bekisopa, Fenoarivo, Solila) et multiplication des visites inopinées

- Réparation et équipements en moyens de communication comme la radio BLU de chaque commune rurale.
- Mise en place de dispositifs pour l'échange permanente des informations sur la sécurité
- Mise en place de télé centre au niveau de chaque district, en liaison direct avec les communes
- Suivi des actions : les rapports périodiques des maires seront obligatoires
- Promotion et sensibilisation sur l'autodéfense villageoise :
- Implication des Services civiques dans la promotion/sensibilisation pour l'autodéfense ;
- Normalisation des campements isolés ;
- Elaboration de « Dina iraisana » ;
- Renforcement de la prise en charge des « quartier-mobile »
- Soutien à la réforme du système judiciaire
- Renforcement du contrôle des ports d'armes et des circulations des bovidés

Eléments pour la mise en oeuvre

Opportunités

Stratégie Nationale de lutte contre la corruption mise à jour en 2014

Diversité des forces d'interventions en sécurité :

- Gendarmerie nationale (protection des institutions, des personnes et des biens) ;
- Police Nationale (sécurité publique) ;
- Armée (sécurisation, génie militaire et développement) ;

- Quartiers mobiles (auto défense villageoise)

Risques

& Menaces

- Corruption (phénomène mafia des dahalo entre autre)
- Non-application stricte de l'état de droit, même au niveau de la justice

Priorités (*) • Mise en place et opérationnalisation de plan de sécurité régional

- Mesures préventives (làlana)
- Elaboration « Dina iraisana »
- Soutien à la reforme du système judiciaire

(*) Les premières priorités sorties de l'atelier régional de pré validation du PRD du 7-8 avril 2005

XI.4. LA BONNE GOUVERNANCE

Objectif :

Améliorer la capacité de services de l'Etat à répondre aux besoins des citoyens et la participation citoyenne pour un développement équitable de la région

Indicateurs :

- Volume d'investissement/réinvestissement par domaine économique
- Nombre d'emplois créés
- Nombre d'entreprises créées
- Valeurs ajoutées régionales
- Taux de croissance économique
- Les structures de concertation opérationnelles à la base

Stratégies :

Lutte contre la corruption et amélioration du système judiciaire

- Soutien à la mise en place du dispositif anti-corruption :

1. Activer la mise en place du bureau régional du BIANCO et des structures locales de lutte

contre la corruption (noyaux d'intégrité, boîtes à doléance, coalition régionale)

2. Information Education Communication et sensibilisation en matière de politique de lutte

contre la corruption, de législation et de fournitures de services sociaux/publics

- Soutien à l'amélioration du système judiciaire.

1. Allègement des procédures judiciaires

2. Soutien à l'amélioration des conditions de travail des fonctionnaires

3. Considération de la délibération du fokonolona dans le système judiciaire

Rôles et compétences des acteurs institutionnels (institutions déconcentrées et décentralisées) et de la société civile

- Vulgarisation des textes concernant la Région.
- Eclaircissement du rôle des différents acteurs : Communes, arrondissement, Districts, Région.
- Eclaircissement des compétences et ressources entre Etat, Région et Communes
- Articulation entre les différents acteurs (bailleurs, organisme public, société civile, privé...) : Le PRD servira d'outil pour la table ronde des bailleurs, mais aussi un outil pour l'appropriation de l'Organisation de la Société civile.
- Elaboration de plan de suivi-évaluation par la Région et les autres acteurs et implication effective de la société civile dans l'évaluation de la mise en oeuvre du PRD.
- Optimisation du passage des résultats aux impacts
- Plaidoyer pour la mise à jour et l'application des textes et réglementations :
Instauration de guichet unique pour les procédures automatiques et établissement de mécanisme de recours
pour les usagers en cas d'interprétation

Soutien à l'amélioration du fonctionnement et des capacités des institutions décentralisées et

Déconcentrées

Mise en oeuvre effective des lois sur la décentralisation

- Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des services publics
- Amélioration des recettes fiscales et de la gestion des finances publiques
- Amélioration de la communication et de la l'information, par la mise en place d'observatoire de changements sociaux et la décentralisation du CEDII (Centre d'Etude et de Documentation

Inter Institutionnel) au niveau des communes

- Amélioration de la transparence dans la gestion des services publics
- Soutien au développement des ressources humaines (formation, etc.)
- Prise en compte/articulation du pouvoir traditionnel : impliquer le pouvoir traditionnel dans le processus de prise de décision, rôle consultatif au niveau du conseil communal et/ou régional, et rôle décisif dans les structures de concertation local (comité de développement communal)
- Mise en place du FDR : Fonds de développement Régional

Soutien à l'amélioration de la participation citoyenne

- redevabilité sociale
- Respect des droits et des devoirs des citoyens

- Soutien au mécanisme de participation (structures locales de concertation, élaboration à la base et mise à jour des plans de développement, etc.)
- Education à la citoyenneté.
- Facilitation de l'émergence et de la dynamisation de la Société civile, par l'appui à l'identification de son identité, sa vision sur le plan juridique et économique
- Responsabilisation des femmes au processus de développement et aux prises de décisions locales

Soutien au développement du secteur Privé

- Recentrage du rôle de l'Etat dans le cadre du libéralisme économique et du développement du Secteur Privé: l'Etat assure le rôle d'information et de régulation, de manière à laisser au secteur privé l'exclusivité des activités productives
- Mise en relief de volonté politique nationale et régionale, dans les appuis aux secteurs productifs
- Recherche et diffusion des informations sur tous les programmes du développement du secteur privé (opportunités de financement, appui, marché ...)
- Mise en place de ligne à haut débit (business center, fibre optique)
- Mise en place d'une fiscalité simple, équitable, incitative et stable
- Sécurisation foncière, permettant l'investissement et l'exploitation durable et stable, dans tous les domaines économiques (zones agricoles, zones industrielles, etc....)
- Accès plus élargi et plus équitable aux systèmes et aux outils de financement et de garantie
- Stabilité et sérénité du climat politique et économique
- Mise en place de mécanismes de financement et/ou de refinancement des besoins en investissement par les ressources locales et/ou par les valeurs ajoutées générées localement, afin d'obtenir des retombées positives concrètes
- Obligation de réinvestissement partiel des bénéfices obtenus dans la région
- Obligation d'auto emploi
- Renforcement de plate forme de concertation : relation horizontale et verticale
- Organisation du secteur privé et de l'appui : opérateurs individuels, organisations professionnelles, environnement/conditions cadres.

XI.5. CULTURE, SPORT et LOISIRS

Objectif

Améliorer l'environnement sportif et culturel et du loisir de la Région

Indicateurs

Nombre de rencontre culturelle et sportive effectuées

Nombre et capacité des infrastructures sportives existantes

Nombre de centres de loisirs existants

Stratégies

- En faire des instruments et levier du développement économique et social sans servir comme outil d'éducation à la culture de performance, de compétitivité et d'entrepreneuriat
- Développer l'industrie culturelle
- Consolider et opérationnaliser, démocratiser les infrastructures culturelles et sportives
- Développer le tourisme culturel et sportif
- Mettre en valeur le sport, les cultures et les loisirs traditionnels spécifiques de la région
- Renforcer les rencontres sportives intra et inter régional dans les différents disciplines
- Renforcer la fonction de « repères identitaires »
- Conforter la fonction de « mobilisation sociale »
- Développer, Harmoniser et normaliser les centres de loisir